

CONTRÔLE DU MARCHÉ ET LUTTE
CONTRE LA SPÉCULATION

Le Président Tebboune préside une réunion spéciale

P. 3

SOMMET ARABE D'ALGER

Tous les dirigeants arabes conviés

P. 24

ALGÉRIE-FRANCE

La Première ministre française achève sa visite en Algérie

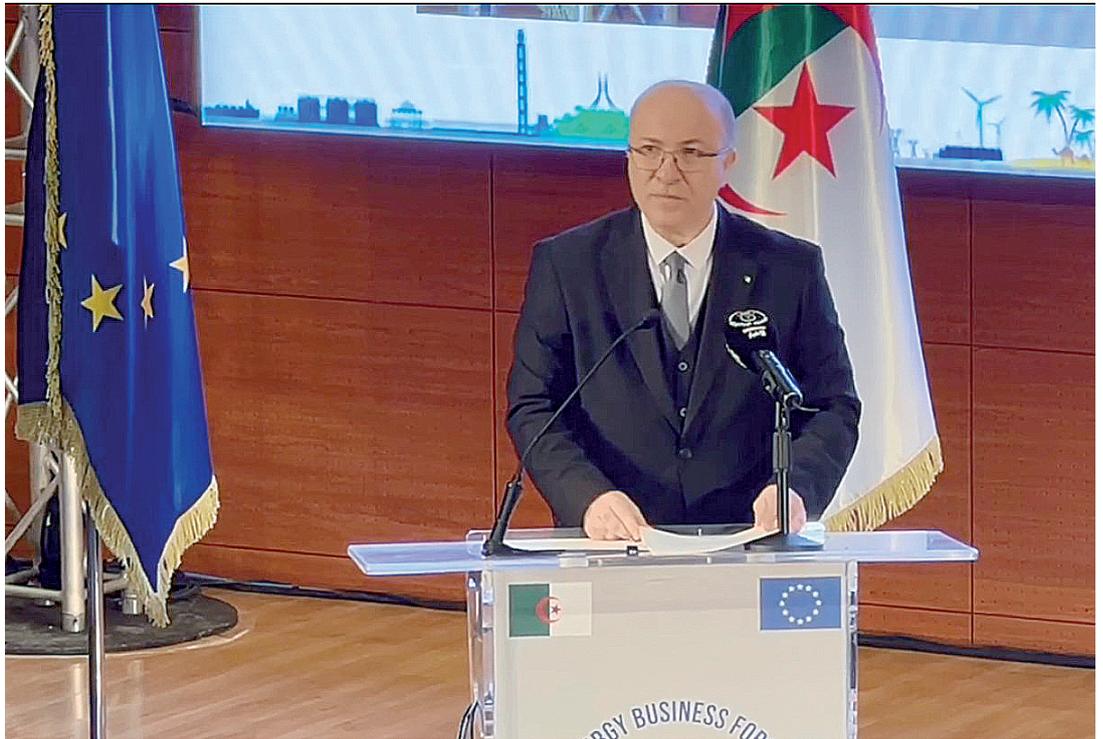
P. 24

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Benabderrahmane : "un partenariat énergétique prometteur"

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a mis en avant, mardi à Alger, la nécessité d'esquisser des perspectives "prometteuses" au partenariat énergétique Algérie-Union européenne (UE) à la faveur d'une démarche "collective" et d'une "approche inclusive", invitant les partenaires européens à participer au financement des projets énergétiques en Algérie. Présidant l'ouverture du 2^e Forum d'affaires Algérie-UE sur "le gaz naturel et les énergies nouvelles et renouvelables", en présence de la Commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson, le Premier ministre a indiqué que le secteur de l'énergie a fixé "un programme d'action d'urgence", supervisé et pris en charge par Sonatrach devant permettre à la compagnie nationale "d'augmenter, à court terme, sa production de gaz naturel".

P. 6



SONATRACH-ENI

Mise en production de deux champs gaziers à Berkine dans le cadre du 1^{er} contrat signé sous l'égide de la nouvelle loi

P. 6

VOIE FERROVIAIRE KHENCHELA-AIN BEIDA

Vers la création de 900 emplois dans le projet de la ligne ferroviaire

P. 4

HÉMOPHILIE

Importance de l'éducation thérapeutique des malades (spécialistes)

P. 10

SANTÉ

FIEVRE

Comment traiter la température chez l'enfant

Pp 12-13

FOOTBALL

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

La JS Saoura à pied d'œuvre à Oran avant la réception de Sporting Gagnoa (Côte d'Ivoire)

P. 21



ETATS UNIS

Les sites web d'aéroports américains piratés après un appel de hackers

P. 17

AFFAIRES
RELIGIEUSES

Cheikh Abou Abdessalam n'est plus

P. 4

SUITE À UNE VIDÉO RELAYÉE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX Arrestation des deux conducteurs de bus à Oran



Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale à Missegghin (Oran) ont identifié et arrêté les deux conducteurs de bus qui circulaient en sens interdit, a indiqué lundi un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale.

Cette opération fait suite à l'exploitation d'une vidéo largement relayée sur les réseaux sociaux montrant deux chauffeurs de bus circulant en sens interdit avec des manœuvres et des dépassements dangereux au niveau d'une route à double sens au pôle urbain Ahmed Zabana Misserghin exposant ainsi la vie des gens au danger, précise la même source.

AIN TEMOUCHENT Distribution prochaine de 165 logements publics locatifs à Hammam Bouhadjar

Pas moins de 165 logements publics locatifs seront attribués prochainement dans la commune de Hammam Bouhadjar (Ain Témouchent), après affichage de la liste des bénéficiaires ce lundi, a-t-on appris auprès des services de la daïra de Hammam Bouhadjar.

La liste des bénéficiaires a été rendue publique dans la commune de Hammam Bouhadjar, selon la même source.

Parallèlement, les recours sont ouverts aux citoyens pour un délai n'excédant pas huit jours suivant les procédures légales en vigueur, a-t-on indiqué.

SALON "ALGER INDUSTRIES" La 14^e édition ouvre ses portes à Alger



La 14^e édition du Salon professionnel international de l'industrie "Alger Industries" a ouvert ses portes, lundi au Palais des expositions (Pains Maritimes-Alger), avec la participation de plus de 70 exposants.

En plus des entreprises nationales, cette manifestation placée sous le haut patronage du ministère de l'Industrie est marquée par la participation d'une dizaine d'exposants étrangers.

Cet événement économique qui se poursuivra jusqu'au 13 octobre constitue "une plate-forme idéale pour les opérateurs désirant faire connaître leurs procédés, leurs produits et leurs services, dans les secteurs de l'industrie", a affirmé la représentante de la société Batimatec Expo, initiatrice de ce salon.

36^e CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'UNITÉ ISLAMIQUE Le président du HCI à Téhéran



Le président du Haut conseil islamique (HCI), Abdellah Ghlamallah, assistera par visioconférence aux travaux de la 36^e Conférence internationale de l'unité islamique, qui se tiendront du 12 au 14 octobre à Téhéran (Iran), indique lundi un communiqué du HCI.

M. Ghlamallah devra faire une intervention sur "les valeurs de l'Islam dans le dialogue et la diffusion de la paix", outre "l'expérience historique de l'Algérie dans ses différentes étapes, où elle a réussi à diffuser l'Islam et mettre fin aux conflits et aux guerres dans plusieurs régions du monde", ajoute-t-on de même source.

MÉDÉA Saisie de plus de 200 quintaux de semoule et de farine



Une quantité de plus de deux cent quintaux de semoule et de farine destinée à la spéculation, a été saisie par les éléments de la brigade économique et financière de la sûreté de wilaya de Médéa, à l'issu d'une opération de contrôle d'un dépôt de stockage, a-t-on appris, lundi, auprès de cette institution sécuritaire.

Effectuée dans le cadre de la lutte contre les pratiques commerciales spéculatives, et menée conjointement avec les inspecteurs de la direction locale du commerce et de la promotion des exportations, l'opération s'est soldée par la découverte et la saisie de 173 quintaux de semoule et de farine, sans facturation, stockées dans des conditions d'hygiène "déplorables", a-t-on indiqué.

CONSTANTINE Des pluies abondantes, interventions des pompiers



Des pluies abondantes ont affecté la wilaya de Constantine, dimanche soir, conduisant la protection civile à multiplier les interventions pour pomper les eaux de plusieurs artères urbaines dans la commune de Zighoud Youcef notamment, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la protection civile (DPC). Les éléments de la protection civile de la wilaya ont sauvé une personne (55 ans) bloquée à bord de son véhicule, emportée par la forte remontée des eaux pluviales dans cette commune, relevant de la zone Nord du chef-lieu de la wilaya, a précisé la cellule de l'information et de la communication de ce corps constitué.

TIARET Repêchage des corps de deux personnes emportées par les crues d'un oued



Les agents de la Protection civile ont repêché mardi les corps de deux personnes emportées par les crues de oued Boukrima dans la commune de Djebila Rosfa (Tiaret) suite aux fortes pluies qui se sont abattues sur la région, a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

Les corps des deux victimes âgées de 30 et 60 ans ont été repêchés à 4 kilomètres du lieu où leur camion a été emporté lundi soir par les eaux, a indiqué le chargé de communication, le capitaine Rabah Boukhari.

Ils ont été déposés à la morgue de l'établissement hospitalier public "Ibn Sina" de Freneda, a-t-on ajouté.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 6 décès et 159 blessés en 24 heures



Six (06) personnes ont trouvé la mort et 159 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant les dernières 24 heures, indique lundi un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tiaret avec deux décès et une personne blessée suite au renversement d'un véhicule léger au lieu dit ferme agricole Bouakaz commune et daïra de Sougueur, précise le communiqué.

TLEMCEN Saisie de 60 kg de kif traité stockés dans un domicile à Maghnia

Exploitant des informations faisant état du stockage de cette quantité de drogue au niveau de son domicile familial par un individu, les enquêteurs de la sûreté de la daïra de Maghnia, munis de l'ordre de perquisition du procureur de la république territorialement compétent, ont découvert et saisi une quantité de 60 kg de kif traité ainsi qu'un véhicule utilisé dans le transport de la marchandise prohibée.

Le mis en cause a été arrêté, a-t-on indiqué de même source. L'enquête approfondie menée pour éclaircir cette affaire a permis l'arrestation d'un second individu et la saisie d'un autre véhicule, ajoute-t-on de même source.

Après l'achèvement de toutes les procédures, les deux mis en cause ont été présentés devant la justice pour détention, stockage, transport et commercialisation illicite de stupéfiants.

CONTRÔLE DU MARCHÉ ET LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Le Président Tebboune préside une réunion spéciale

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion spéciale sur le contrôle du marché et la lutte contre la spéculation, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, ce jour, une réunion spéciale sur le contrôle du marché et la lutte contre la spéculation", lit-on dans le communiqué. La réunion a porté sur "la situation actuelle du marché, les perturbations dans la distribution de certains produits de consommation et le diagnostic du dysfonctionnement", a ajouté la même source, relevant que "le Président de la République a donné, par la suite, des instructions pour lutter et faire face fermement à ces comportements".

"La réunion a vu la présence du Premier ministre et des ministres de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Commerce et des Transports, ainsi que les responsables de tous les organes de sécurité", conclut le communiqué.



DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Le Premier ministre entame la présentation devant le Conseil de la nation

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a entamé mardi la présentation, devant les membres du Conseil de la nation, de la Déclaration de politique générale du gouvernement.

La séance plénière consacrée à la présentation de la Déclaration est présidée par le président Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, en présence des

membres du gouvernement. La présentation, qui intervient conformément aux dispositions de l'article 111 de la Constitution, sera suivie des interventions des sénateurs, qui se poursuivront jusqu'à mercredi. La plénière de jeudi sera consacrée aux interventions des présidents de groupes parlementaires et de la réponse du Premier ministre aux interrogations sou-

levées par les sénateurs, avait précisé le Conseil de la nation dans un communiqué et souligné que les travaux seront sanctionnés par une motion sur la Déclaration. Cette Déclaration qui a été débattue, la semaine dernière, par les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), comporte cinq chapitres relatifs au bilan d'action du gouvernement durant la pé-

riode allant de septembre 2021 à août 2022. Il s'agit de "Consolidation de l'Etat de droit et rénovation de la gouvernance", "Pour une relance et un nouveau économiques", "Pour un développement humain et une politique sociale renforcée", "Pour une politique étrangère dynamique" et "Renforcement de la sécurité et de la défense nationales".

SOMMET ARABE D'ALGER

Le ministre de l'Intérieur s'enquiert des préparatifs dans leur volet lié aux accréditations

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, s'est enquis, lundi à la Direction des titres et documents sécurisés, des préparatifs pour la sécurisation du Sommet arabe, en ce qui concerne l'attribution des accréditations, indique un communiqué du ministère.

A cet effet, M. Merad a salué "les efforts consentis par les jeunes compétences algériennes qui ont veillé à développer un système électronique intégré et moderne, répondant aux standards internationaux, en prévision de ce rendez-vous arabe", ajoute le communiqué. Le ministre a affirmé, en outre, "la nécessité de poursuivre le travail, avec le plus haut degré de responsabilité et de vigilance pour assurer le déroulement de cet événement dans les meilleures conditions", conclut le document.

ALGÉRIE-FRANCE

La Première ministre française achève sa visite en Algérie

La Première ministre française, Mme Elisabeth Borne, a achevé lundi après-midi une visite de deux jours en Algérie à la tête d'une importante délégation ministérielle. Mme Borne a été saluée, à son départ à l'aéroport international

Houari-Boumediène d'Alger, par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, accompagné

du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, et des membres du gouvernement.

Au cours de sa visite, la Première ministre française a été reçue par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui lui a réservé un accueil officiel au siège de la Présidence de la République.

Cette visite a été également marquée par la tenue de la 5ème réunion du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) et le forum économique algéro-français, coprésidés par M. Benabderrahmane et Mme Borne, ainsi que la signature de plusieurs accords de coopération dans divers domaines entre les deux pays.



Pour une nouvelle conception de la coopération bilatérale (Aïmene Benabderrahmane)

ALGER - Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a indiqué lundi que le Forum économique algéro-français affirmait la volonté politique des dirigeants des deux pays d'aller de l'avant vers "une nouvelle conception" du partenariat économique basé sur les principes de "la Déclaration d'Alger" signée août dernier.

Le Premier ministre coprésidait avec son homologue française, Mme Elisabeth Borne, l'ouverture des travaux du Forum économique algéro-français. Placé sous le thème "Algérie-France: pour un partenariat économique renoué", le Forum qui a été précédé par la tenue, dimanche, de la 5e session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) algéro-français, se veut une "affirmation sans équivoque de la volonté politique des dirigeants des deux pays", le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et le président français, Emmanuel Macron, a estimé M. Benabderrahmane. Une volonté visant à "raffermir les relations bilatérales et aller de l'avant vers le développement d'une nouvelle conception de la coopération économique basée sur les principes de la Déclaration d'Alger signée entre les deux pays le 27 août dernier", a-t-il souligné. Le thème retenu pour ce forum procède d'une "vision judicieuse sur le rôle que peuvent jouer les hommes d'affaires des deux pays dans la définition des contours de cette nouvelle conception en œuvrant à impulser une dynamique durable aux échanges économiques", a observé M. Benabderrahmane.

Il s'agit d'un appel franc lancé à ces opérateurs pour "contribuer à l'établissement d'un partenariat solide reposant sur la complémentarité et l'intérêt commun", a-t-il dit. Dans le même sillage, M. Benabderrahmane s'est dit confiant que "le modèle de partenariat économique renoué dont nous

œuvrons à concrétiser trouvera un écho positif chez les opérateurs économiques algériens et étrangers", formulant le souhait de voir les instances régionales et internationales de classement traduire et mettre en exergue ces efforts dans leurs rapports en toute objectivité et professionnalisme.

Réitérant l'engagement du Gouvernement à accompagner les investisseurs désirant accéder au marché algérien, il a relevé que les axes devant être abordés lors des ateliers du Forum constituent des opportunités de partenariat dans divers secteurs.

Ils figurent, poursuit-il, parmi les priorités du Gouvernement visant à diversifier l'économie nationale, s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures et attirer les investissements étrangers directs (IDE), productifs et créateurs de richesse et d'emplois, et ce dans le cadre du plan global de relance économique initié par le Gouvernement depuis 2020, en exécution du programme du Président Tebboune.

M. Benabderrahmane a passé en revue, à cette occasion, la stratégie mise en place par l'Etat pour le développement de filières stratégiques prometteuses à l'image des énergies renouvelables, la transition énergétique, les industries agroalimentaires et d'autres industries manufacturières telles que les industries mécaniques, électroniques et électromécaniques, celle du textile et du cuir et les activités de sous-traitance et afférentes, en sus de l'industrie pharmaceutique. Il a en outre appelé à "porter le partenariat entre le groupe "Saidal" et les entreprises françaises à un niveau supérieur permettant l'élargissement de la gamme des produits fabriqués localement pour inclure les vaccins et les médicaments essentiels à forte valeur ajoutée". Cette démarche pourrait, selon lui, contribuer au développement du partenariat entre les deux parties, qui, nous

l'espérons, a-t-il dit, "deviendra un modèle réussi d'échange d'expériences et de transfert d'expertise et de compétences".

L'Algérie, un hub pour l'investissement

Le Premier ministre a tenu à rappeler les réformes initiées par le Gouvernement en matière d'amélioration du climat des affaires et de modernisation de l'administration douanière et fiscale et du secteur bancaire, à travers la mise en place de modes de gestion modernes basés sur la transparence, la numérisation et la simplification des procédures.

Entre autres réformes, il citera la révision de la règle 51/49 qui concerne désormais les seuls secteurs stratégiques, outre la renonciation par l'Etat du droit de préemption, à l'exception de la cession des parts des sociétés au sein des organismes qui exercent une activité stratégique. Le gouvernement a œuvré également, à travers la nouvelle loi sur l'investissement et les textes d'application y afférents, à mettre en place un cadre juridique "plus flexible et intégré" pour organiser le processus d'investissement, diversifier les avantages dont bénéficient les projets d'investissement et garantir les droits des investisseurs, a-t-il indiqué, rappelant le travail en cours pour la révision du cadre législatif et réglementaire de gestion du foncier destiné à l'investissement.

Par ailleurs, M. Benabderrahmane a évoqué les acquis en matière de réalisation des infrastructures, ce qui permet d'attirer l'investissement direct étranger, relevant que l'Algérie occupe la troisième place en Afrique dans le classement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur l'indicateur de développement humain.

Il citera, dans le même cadre, les avantages compétitifs dont dispose l'Algérie par

rapport à d'autres pays, notamment en ce qui concerne le coût et la disponibilité des facteurs de production, ainsi que la disponibilité des infrastructures de base nationales, en voulant par exemple la route transsaharienne ou encore celle entre l'Algérie et la Mauritanie (en cours de réalisation), en sus des points de passage terrestres qui relient l'Algérie aux pays voisins. Il a ajouté que le raccordement de la route de l'Unité africaine et de la ligne de la fibre optique aux réseaux de routes nationales et à l'infrastructure des autres Etats, facilitera le mouvement des marchandises et des personnes avec les Etats de la région et ouvrira des perspectives prometteuses pour les entreprises françaises présentes en Algérie, en vue de l'accès de leurs produits aux marchés africains.

Ces efforts seront appuyés prochainement par la création de zones franches dans les régions frontalières, ce qui est de nature, ajoute M. Benabderrahmane, à assurer les infrastructures susceptibles de stimuler le commerce bilatéral dans la région. L'emplacement géographique privilégié de l'Algérie, trait d'union entre l'Europe, l'Afrique et le monde arabe, et le nombre d'accords de libre-échange avec ces régions, ouvrent de nouvelles perspectives pour l'investissement en Algérie et pour l'orientation vers l'exportation vers l'Afrique.

Tous ces facteurs sont "des atouts importants et stratégiques qui érigent l'Algérie en un hub pour l'investissement", a-t-il estimé, affirmant que l'Algérie "s'est engagée dans une démarche irréversible de développement qui vise à accroître l'attractivité de l'économie nationale pour les IDE et lui assurer une plus grande intégration dans l'économie mondiale et dans les chaînes de valeurs régionales et mondiales".

VOIE FERROVIAIRE KHENCHELA-AIN BEIDA

Vers la création de 900 emplois dans le projet de la ligne ferroviaire

Neuf cent (900) emplois seront créés au profit des jeunes dans le cadre du projet de la ligne ferroviaire Khenchela-Ain Beida (Oum El Bouaghi), a-t-on appris lundi auprès du directeur du projet.

"Pas moins de 900 emplois seront créés au profit des jeunes de la wilaya de Khenchela au cours de la période réalisation de ce projet", a affirmé Tayeb Berougui, directeur de ce projet de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) dans l'exposé fait au wali de Khenchela Youef Mahiout lors de son inspection du chantier du projet.

Le même cadre a ajouté que depuis le lancement du projet fin juillet passé, 225 travailleurs ont été recrutés et plus de 675 autres travailleurs le seront avec la progression des travaux, assurant que la priorité dans le recrutement via l'agence nationale de l'emploi et ses annexes sera accordée aux jeunes des communes d'El Hamma, Baghaïa et Metoussa traversées par cette ligne.

L'ANESRIF en coordination avec les entreprises chargées de la réalisation du projet vient de terminer l'installation des bases de vie devant héberger les travailleurs et les entrepôts de maintenance des engins dont le nombre actuellement exploité pour ouvrir le tracé de la ligne est de 70 gros engins et camions, a précisé le même cadre. Concernant l'avancée des travaux, M. Berougui a affirmé que 19 km de la voie ont été ouverts sur les 31 km situés sur le territoire de la wilaya de Khenchela et le début de la semaine prochaine verra le lancement de la réalisation de 21 ouvrages d'art du projet.

Selon la même source, les problèmes qui entravent la réalisation sont les oppositions de certains propriétaires des terres traversées par la ligne dont le nombre est de 5 ayant empêché le parachèvement de l'ouverture de la voie.

De son côté, le wali de Khenchela a assuré que les autorités locales accompagneront l'entreprise de réalisation et interviendront pour lever les oppositions, soulignant que le règlement des droits des citoyens propriétaires des terres sera effectué dans les plus proches délais pour faciliter l'exécution du projet qui, a-t-il souligné, ouvrira des perspectives socioéconomiques prometteuses aux habitants de la wilaya.

Dans le cadre du programme complémentaire de développement retenu par le président de la République Abdelmadjid Tebboune pour la wilaya de Khenchela, une enveloppe financière de 51 milliards DA a été réservée à la réalisation, dans un délai de 24 mois courant depuis juillet passé, d'une ligne ferroviaire de 51 km entre Khenchela et Ain Beida (Oum El Bouaghi) avec trois gares à El Hamma, Baghaïa et Metoussa.

6^E ÉDITION DU CONCOURS "DÉFI DE LA LECTURE ARABE"

Le ministère de l'Éducation remet des distinctions aux lauréats

Le ministère de l'Éducation nationale a procédé, lundi à Alger, à la distinction des élèves lauréats de la 6^e édition du concours "défi de la lecture arabe", dédié aux élèves des trois cycles confondus (primaire, moyen, secondaire) dans le monde arabe.

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a remis des distinctions aux dix premiers élèves ayant participé aux éliminatoires de wilayas et nationales sur un total de 157.000 participants, à leur tête l'élève qui a décroché la première place au niveau national, Soudjoud Rehahela (Sétif), qui devra représenter l'Algérie lors du Concours de Dubaï (Emirats arabes unis). A cette occasion, M. Belaabed a affirmé que la participation des élèves algériens à ce concours constituait "un autre jalon qui vient s'ajouter aux projets et aux initiatives lancés par le ministère dans le

souci d'encourager la lecture auprès des élèves". Le ministère œuvre à "promouvoir la lecture auprès des élèves à travers des clubs littéraires et de lecture au sein des établissements éducatifs et élargir le réseau des bibliothèques scolaires, outre les manifestations organisées avec les départements ministériels concernés, dont le ministère de la Culture", a poursuivi le premier responsable du secteur.

Après avoir exprimé, dans ce sens, sa conviction que l'Algérie était consciente que l'avenir des nations réside dans l'attachement des enfants à la lecture", M. Belaabed a

souligné que "cette compétition arabe de longue date, dominée par l'Algérie dans ses premières éditions, reflète l'appartenance de l'Algérie à la nation arabe et ses efforts consentis, sous la direction éclairée du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de la réunification des rangs la nation arabe".

Le "Défi de la lecture arabe" est considéré comme un des plus importants projets culturels émiratis lancés par Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, vice-président de l'Etat des EAU, président du Conseil des ministres, Emir de Dubaï en 2015.

AFFAIRES RELIGIEUSES

Cheikh Abou Abdessalam n'est plus

Cheikh Djaafar Oulfaki connu sous le nom de "Abou Abdessalam", membre de la Commission ministérielle de la fatwa, est décédé mardi matin à l'âge de 76 ans, des suites d'une crise cardiaque, a-t-on appris du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. Né le 02 décembre 1946 à Akbou (Béjaia), le défunt a appris le Coran dans la mosquée de son village natal, avant d'obtenir une licence en langue et littérature arabes, pour poursuivre ensuite ses études en post-graduation. Feu Abou Abdessalam a occupé plusieurs postes au niveau du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, dont celui de directeur d'orientation et des rites, de directeur de l'orientation religieuse et de l'enseignement coranique et de directeur de la formation et du perfectionnement, et contribué à la formation des cadres de l'éducation et de l'enseignement universitaire. Il a également animé de nombreuses conférences dans les maisons de jeunes, les instituts de formation et les manifestations scientifiques avec le Haut Conseil islamique (HCI), ainsi que la Semaine nationale du Saint Coran. Le regretté était connu pour ses précieuses contributions et participations aux émissions de Télévision et de Radio, dont les plus célèbres sont "Fatawa Ala Al moubacher" (prêches en direct) sur la Radio-Coran et "Fatawa Ala Hawaa" diffusée à la Télévision algérienne, en sus de la traduction du Saint Coran en langue amazighe.

ELECTIONS PARTIELLES

Tizi-Ouzou : élire des APC pour assurer le développement local (candidats)

Les candidats des communes d'Ait Boumahdi et Ait Mahmoud (wilaya de Tizi-Ouzou) aux élections communales partielles de samedi prochain (15 octobre), ont insisté dimanche et lundi, sur l'impératif d'élire des assemblées populaires communales (APC) afin d'assurer un véritable développement de la collectivité.

En campagne électorale depuis le 22 septembre dernier, les candidats des deux partis politiques, le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement national démocratique (RND) et des 4 listes indépendantes (Tiguedja, Tasqamouts N'Oussirem, Imnayen N'Elkheir et Tagmats), ont rappelé durant leurs sorties de proximité dans les villages des deux communes, le rôle d'une assemblée élue.

En l'absence d'une Assemblée élue, la commune "fonctionne au ralenti, l'administrateur ne peut que gérer les affaires courantes de la commune alors qu'une assemblée élue, peut prendre des initiatives en matière de développement en élaborant un plan à cet effet", a indiqué à l'APS le candidat Dahmane Abrous, de la liste Tasqamouts n'Oussirem, en lice pour les 13 sièges d'Ait

Mahmo ud. "La gestion participative des affaires de la commune ne peut être réellement concrétisée qu'à travers une Assemblée élue, qui procédera à l'installation d'un conseil consultatif où tous les villages de la commune seront représentés, pour participer à l'inscription des projets en fonction des priorités et des besoins soulevés par la population", a-t-il ajouté. De son côté, le Rassemblement national démocratique (RND) qui a présenté une liste pour la commune d'Ait Boumahdi, a insisté également sur le rôle d'une assemblée communale élue dans la gestion du développement local, et la prise en charge effective de préoccupations des citoyens.

C'est ce qu'on affirmé les candidats de cette formation politique, qui ont rappelé que l'une de missions principales de l'Assemblée locale est d'élaborer les plans communaux de développement. L'APC élue vote trois budgets durant l'année à savoir les plans communaux de développement (PCD) qui définissent la stratégie de développement de la commune, le budget supplémentaire de développement (PSD) et en fin d'année, le compte administratif pour clôturer l'exercice financier. L'assemblée com-

mune élue qui représente la population, permet aussi d'asseoir la légitimité.

Un président est élu et ce dernier installe son exécutif afin de pouvoir se pencher sur le développement de sa commune et la prise en charge des préoccupations des citoyens en lançant un diagnostic de la situation de développement local et relancer les projets à l'arrêt et entamer ceux non encore lancés, ont expliqué des candidats dans leurs discours de campagne.

Les représentants des autres listes abondent dans le même sens en invitant les électeurs à choisir leurs représentants dans les deux communes qui n'ont pas été pourvues d'assemblée élues, durant les précédentes élections locales du 27 novembre 2021, faute de candidats.

Pour rappel, deux communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, à savoir Ait Mahmoud et Ait Boumahdi sont concernées par ces élections communales partielles pour lesquelles deux partis politiques, le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement national démocratique (RND) et 4 listes indépendantes (Tiguedja, Tasqamouts N'Oussirem, Imnayen N'Elkheir et Tagmats), sont en lice.

Bejaia: le FLN plaide en faveur d'un "plan spécial" pour la commune de Toudja

Le secrétaire général du parti du Front de libération national (FLN), Abou El Fadhl Baadji a plaidé lundi, à Bejaia, en faveur d'un "plan spécial" pour la commune de Toudja, située à 40 km à l'ouest de cette wilaya, afin de "lui permettre de rattraper le retard qu'elle accuse en matière de développement économique".

"Toudja nécessite un plan spécial", a martelé M. Baadji lors d'un meeting populaire de campagne électorale relative aux élections communales partielles prévues jeudi prochain (15 octobre) dans quatre communes de Bejaia, déplorant que "malgré ses potentialités", cette commune "reste en décalage avec les autres communes de la wilaya".

Le responsable du FLN a saisi l'opportunité pour dresser un constat d'"échec" dans la gestion des affaires communales, estimant nécessaire pour les futures élus de mettre en valeur l'investissement local, dont la concrétisation de la zone d'activité s'y trouvant, la promotion du tourisme, puisque la région dispose d'un linéaire bal-

néaire de plus de 20 km, l'exploitation des ressources hydriques de cette région gorgée d'eau, et la réalisation de logements.

"Le FLN n'a pas été aux commandes dans cette région depuis des décennies, et nous n'avons aucune responsabilité dans cet état de fait", a-t-il relevé, invitant la population locale à aller voter pour confier à la liste du parti, "la confiance et l'opportunité de redresser ainsi la situation et propulser la commune vers d'autres perspectives".

"Désormais, il faut un saut qualitatif, avec de la volonté et de la sincérité", a ajouté M.

Baadji, louant les profils des candidats de la liste électorale du FLN, qu'il a qualifiés de "jeunes et compétents", et qui "seront soumis à un contrôle par toutes les structures et instances du parti, afin de réaliser leurs promesses", a-t-il affirmé.

Répondant à un citoyen qui lui faisait remarquer que "cette région a toujours été une colline oubliée, à l'exception des dates électorales", le responsable du FLN a promis que "Toudja va prendre de l'essor et rayonnera de nouveau", si la liste de son parti est

élue. En fin d'après midi, M. Baadji a poursuivi sa campagne dans la wilaya de Bejaia par l'animation d'un autre meeting dans la commune d'Akbou, durant lequel il a exhorté les responsables du secteur économique à tout faire pour ériger l'actuel zone d'activité de "Taharacht" en zone industrielle, s'appuyant dans sa proposition sur les performances économiques dont elle fait preuve et le nombre d'entreprises qu'elle recèle et qui en majorité font dans l'excellence "Il faut l'ériger en zone industrielle. Elle possède tout le potentiel pour cela", a-t-il clamé, plaçant en faveur d'un "pôle économique d'envergure à même de renforcer ses potentialités en termes de création de richesse, d'emplois ou de génération d'impôts et taxes pour la trésorerie communale".

Le responsable du FLN a souligné à ce titre sa confiance quant au "relèvement de l'état général de la commune, qui reste une des plus riches du pays", a fortiori dans la perspective des élections prochaines et de "l'éventualité du succès de la liste des candi-

dat de son parti dont les représentants sont jeunes, dynamiques, compétents, jouissant de surcroît d'une notable expérience dans la gestion, la majorité étant des cadres d'entreprises", a-t-il dit.

A ce titre, il en a profité pour appeler à un vote "massif" et à "faire revenir le FLN dans les traversés de l'assemblée locale après plusieurs années d'absence dont le manque s'est visiblement fait ressentir", a-t-il estimé.

Quatre communes sont concernées par les élections partielles du 15 octobre à Bejaia.

Il s'agit d' Akbou, Toudja, Feraoum et M'cisma, toutes situées à l'ouest de l'a wilaya au cœur de la vallée de la Soummam.

Elles comptent 47.000 électeurs dont près de la moitié, concentrés dans la seule région d'Akbou, 2^{ème} grande commune de la wilaya.

A noter que lors des élections locales du 27 novembre 2021, les quatre communes n'ont pas été pourvues d'élus faute de candidats, d'où l'organisation de ces élections communales partielles.

JIJEL

Raccordement de plus de 300 exploitations agricoles au réseau électrique

Les travaux de raccordement au réseau électrique de 307 exploitations agricoles, réparties sur diverses communes de la wilaya de Jijel, ont été achevés, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Ce nombre d'exploitations agricoles (307), fait partie d'un total de 549 dossiers déposés auprès de cette direction pour le raccordement des fermes agricoles à l'énergie, a précisé la même source.

Parmi les 307 exploitations dont les travaux ont été entièrement finalisés, 198 exploitations soit 64 % du taux global, ont bénéficié actuellement des bienfaits de cette énergie propre, a précisé la même source, soulignant que la mise en service du réseau, pour le



reste d'exploitations, est attendue durant les tous prochains jours. L'opération de dépôt des dossiers par les agriculteurs désireux de bénéficier de raccordement au réseau électrique, est toujours en cours, ont fait savoir les responsables de la DSA. Tous les dossiers ayant été reçus, remplissant les conditions requises, ont été transférés à la direction locale de la concession de distribution d'électricité et du gaz afin de programmer le processus de leur raccordement.

BATNA

Réseau électrique au profit de 450 foyers dans la commune de Teniet El Abed

Le réseau électrique au profit de 450 foyers du village Thelath, dans la commune de Teniet El Abed relevant de la wilaya de Batna, a été mis en service lundi. La mise en service du réseau électrique est considérée, selon les explications présentées au wali Mohamed Benmalek, comme une extension des opérations portant approvisionnement en cette énergie en faveur des différents foyers. Une enveloppe financière, estimée à 71,8 millions DA, a été mobilisée pour la concrétisation de cette opération qui s'inscrit dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, selon la même source. La somme

financière, réservée pour le raccordement de chacun de ces foyers, est de l'ordre de 160.000 DA, a révélé, de son côté le directeur de l'énergie et des mines (DEM) Abdelhamid Maâfa, soulignant que l'opération d'extension a consisté en l'installation d'un réseau de transport sur une distance de 19,5 km. Pour le directeur local de la société de distribution de l'électricité et du gaz Adel Salehi, la concrétisation de ce projet d'extension reste l'une des importantes opérations ayant été réalisées dans le cadre de l'alimentation des zones d'ombre de cette région au réseau d'électricité à travers l'installation de sept transformateurs

électriques dont le nombre pourra être renforcé et cela dans le but de raccorder des habitations construites dans des zones montagneuses et éparses.

Le wali Mohamed Benmalek a appelé les chefs d'entreprises de réalisation à adhérer à la campagne visant le parachèvement du reste des projets portant approvisionnement des zones d'ombre en énergies gazières et électrique, avant la fin de l'année en cours (2022).

La priorité des visites d'inspection des projets sera accordée aux opérations d'alimentation en gaz et électricité, a affirmé le chef de l'exécutif local. Il a révélé à cette occasion que

des efforts importants seront déployés pour le raccordement, en ces deux énergies et avant la fin de l'année en cours, différentes zones d'ombre isolées réparties entre les 61 localités de cette wilaya, afin de garantir une couverture globale dans ce domaine.

Lors de sa visite de travail et d'inspection de la daïra de Teniet El Abed qui regroupe les communes d'Oued Taga, de Teniet El Abed et de Chir, M. Benmalek a visité des projets de développement liés à l'approvisionnement des zones rurales et des exploitations agricoles en électricité, en eau potable et à un réseau d'assainissement.

ORAN

Formation professionnelle : taux d'inscription de près de 100 pour cent

Les établissements de la Formation et de l'Enseignement professionnels à Oran enregistrent un taux d'inscription avoisinant 100 pour cent pour la rentrée fixée au 17 octobre en cours, a-t-on appris lundi du directeur local du secteur, Noureddine Aïmeur.

Un engouement pour les diverses spécialités proposées par les établissements de formation est manifesté par les jeunes depuis le début de l'opération d'inscription en juillet dernier jusqu'au 6 octobre, en particulier pour le bâtiment (construction), l'hydraulique, l'automatisme, l'environnement et l'audiovisuel, a indiqué, à l'APS, M. Aïmeur.

La direction du secteur a prévu pour la prochaine rentrée plus de 14.000 places de formation, soit près de 22 pour cent de plus que pour la session de septembre 2021, a-t-on précisé.

Au titre de la session d'octobre 2022, 5 nouvelles spécialités en mode de formation qualifiante ont été introduites, à savoir la conception de cartes, la production d'aliments de bétail, l'industrie pétrolière, l'exploitation de stations d'épuration et les assurances, a-t-on fait savoir. Deux autres nouvelles spécialités, arboriculture et culture des plantes médicinales, aromatiques et d'épices, sont dédiées à la formation qualifiante, a-t-on ajouté. A rappeler que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels d'Oran propose, pour cette session, un total de 135 spécialités dans 17 filières professionnelles au niveau de 32 établissements de formation publique et près de 100 établissements privés agréés.

M'SILA

L'étude de la protection du pôle urbain nord du chef-lieu de wilaya sera actualisée

L'étude portant sur la protection du pôle urbain nord de la ville de M'sila sera "prochainement actualisée" et ce dans le cadre de la protection du chef-lieu de wilaya contre les inondations, a-t-on appris, lundi des services de la wilaya.

Cette nouvelle étude concernera plus de 6.000 habitations dont plus de 3.000 font partie de la promotion immobilière publique ainsi que le logement public locatif récemment occupées suite aux opérations de distribution de logements, a-t-on précisé. Des instructions portant sur l'actualisation des études de protection de la ville de M'sila contre les inondations ont été données aux responsables locaux afin d'éviter d'éventuelles pertes humaines et matériels à cause des inondations au niveau de ce pôle urbain réalisés les dix dernières années, a-t-on indiqué à la wilaya expliquant que l'actualisation de cette étude prendra en compte de nouvelles données et ce après les crues causées par la dernière chute de pluies d'un volume de 40 Mm. L'actualisation de l'étude contre les crues contribuera à sécuriser les infrastructures et les habitations publiques et privées réalisées ou en cours de réalisation dans le pôle-urbain nord de la ville de M'sila et à protéger les quartiers situés en aval du chef-lieu de wilaya, ont noté les services de la wilaya.

Des opérations de protection des villes contre les inondations ont été concrétisées dans la wilaya de M'sila depuis l'année 2004, qui ont touché plus de 20 villes de la wilaya ont rappelé les services de la wilaya insistant sur le rôle des assemblées populaires communales (APC) dans la lutte contre les inondations par l'application de la réglementation dans son chapitre concernant la lutte contre les constructions illicites et l'habitat précaire.

SAÏDA

Relogement prochain de 110 familles à Ouled Khaled et El-Hassasna (wilaya)

Quelque 110 familles occupant des habitations précaires dans les communes d'Ouled Khaled et El-Hassasna seront relogées prochainement, a-t-on appris, lundi, des services de la wilaya de Saïda. L'opération portera sur le relogement de 50 familles de la commune d'Ouled Khaled et de 60 autres de la commune de Hassasna. L'événement coïncidera avec la commémoration du 68ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954, a-t-on précisé. Tous les moyens humains et matériels nécessaires seront mobilisés pour la réussite de cette opération de relogement, inscrite dans le cadre du programme de l'Etat de résorption de l'habitat précaire (RHP), selon les mêmes services.

Une fois évacuées, les habitations précaires seront démolies et les assiettes récupérées seront destinées à la réalisation de projets d'intérêt public.

La semaine écoulée, quelque 208 familles du site précaire du quartier Daoudi Moussa, du chef-lieu de wilaya ont été relogées, rappelle-t-on. La wilaya de Saïda dispose d'un programme de 15.936 logements publics locatifs dont 13.964 ont été déjà réceptionnés et le reste est en cours de réalisation.

APS

SIDI BEL-ABBÈS

Nécessaire extension des surfaces dédiées à l'arboriculture fruitière

L'extension des terres dédiées à l'arboriculture fruitière et l'augmentation et la diversification de la production au travers une exploitation moderne et innovante dans ce domaine ont été recommandées lundi à Sidi Bel Abbès.

L'accent a été mis sur l'importance de redoubler d'efforts en vue de l'extension des surfaces réservées à l'arboriculture fruitière et augmenter la production dans le but de satisfaire les besoins du marché local et national.

Visitant un nombre d'exploitations agricoles, le wali de Sidi Bel-Abbès, Samir Chibani, a souligné que la priorité absolue accordée aux filières agricoles est orientée vers la transformation alimentaire, avant d'instruire les

responsables du secteur de la wilaya à augmenter la superficie allouée à la production au cours de la prochaine saison. Dans une exploitation privée d'arbres fruitiers, dans la commune de Tenira, il a été souligné la nécessité d'œuvrer au développement de cette filière vitale, à l'encouragement des investissements et à la création de fermes pour ce genre de cultures agricoles d'une grande importance économique, surtout les arbres fruitiers adaptés aux zones arides.

Inspectant une exploitation agricole de la commune de Tabia spécialisée dans la production et le séchage du raisin, le wali a reçu des explications sur les techniques modernes utilisées par

le promoteur, notamment en matière de séchage, ainsi que sur les méthodes de stockage. Pour ce qui est de l'entreprise nationale de production du sucre, dans la commune de Sifsef, l'accent a été mis sur la relance de l'activité de cette entreprise et sur l'exploitation de toutes les possibilités locales disponibles, notamment en ce qui concerne l'industrie de transformation.

Le wali de Sidi Bel-Abbès a visité une unité de production de champignons dans la commune de Amarnas, une exploitation agricole spécialisée en élevage bovin dans la commune de Tabia et une unité publique de production avicole dans la commune de Boukhanifis.

EL-OUED - MEGHAÏER

Mise en service de 52 stations 4G LTE

Un total de 52 stations 4G (4ème génération) de téléphonie fixe et internet ont été mises en service dans les wilayas d'El-Oued et de Meghaïer, a-t-on appris lundi de la direction locale d'Algérie-Télécom (AT).

Ces stations, dont huit ont été mises en services l'année courante, interviennent en application du programme d'envergure de la direction générale d'Algérie-Télécom visant à faire profiter les zones enclavées et localités reculées des avantages d'internet 4G, a indiqué le chargé de la communication à la direction d'AT d'El-Oued, Saïd Khaldi.

Ces supports technologiques modernes ont été installés au niveau de 52 concentrations urbaines des 30 communes des deux wilayas, qui accusent un déficit en couverture internet à haut débit pour des raisons techniques ayant nécessité la mise en place d'une antenne aérienne 4G LTE, a fait savoir M. Khaldi. Retenue au titre de la prise en

charge des préoccupations de la population locale en termes de connexion aux technologies modernes, ces opérations, affectées en fonction des normes techniques, permettront à plus de 39.000 abonnés, à raison de 750 clients par station, de bénéficier d'un meilleur accès à l'internet haut débit, notamment dans les zones rurales et enclavées, a-t-il ajouté.

M. Khaldi a dévoilé que cinq (5) nouvelles stations similaires seront mises en service dans les prochaines semaines au profit des concentrations des communes dépourvues de ces supports technologiques.

La direction opérationnelle d'AT de la wilaya d'El-Oued dispose de 11 agences commerciales, à raison d'une (1) agence par daïra et huit (8) services techniques appelés à consacrer la stratégie de l'entreprise visant le rapprochement du service public du citoyen.

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Benabderrahmane : "un partenariat énergétique prometteur"

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a mis en avant, mardi à Alger, la nécessité d'esquisser des perspectives "prometteuses" au partenariat énergétique Algérie-Union européenne (UE) à la faveur d'une démarche "collective" et d'une "approche inclusive", invitant les partenaires européens à participer au financement des projets énergétiques en Algérie.

Présidant l'ouverture du 2e Forum d'affaires Algérie-UE sur "le gaz naturel et les énergies nouvelles et renouvelables", en présence de la Commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson, le Premier ministre a indiqué que le secteur de l'énergie a fixé "un programme d'action d'urgence", supervisé et pris en charge par Sonatrach devant permettre à la compagnie nationale "d'augmenter, à court terme, sa production de gaz naturel".

Cette augmentation se fera par l'accélération de l'opération de développement de certaines découvertes et la mise en œuvre du plan d'amélioration et d'augmentation de la production, a-t-il ajouté, assurant que l'Algérie entend "honorer ses engagements futurs, particulièrement envers le marché européen", concernant les exportations de gaz.

Dans ce contexte, le Premier ministre a rappelé "les grandes potentialités" du pays en réserves de pétrole et de gaz et qui demeurent plus ou moins pas explorées, ce qui place l'intensification des efforts d'exploration "au cœur de notre stratégie", en vue de répondre aux besoins croissants du marché local, mais aussi "consolider notre place en tant qu'acteur actif et fiable sur les marchés régionaux et internationaux".

L'Algérie est le plus grand pro-

ducteur de gaz naturel en Afrique, et le troisième fournisseur de l'Europe qui est, à son tour, le marché le plus important pour le gaz algérien, ce qui explique, "les relations étroites et le dialogue permanent entre l'Algérie et l'UE" visant à renforcer la sécurité énergétique et promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Bien que les exportations algériennes de gaz aient atteint "de niveaux satisfaisants", le développement des ressources naturelles du pays requiert des investissements en amont, afin de réaliser de nouvelles découvertes dans le domaine des hydrocarbures, poursuit le Premier ministre. Il a en outre souligné que la mise en œuvre de la loi sur les hydrocarbures et de ses textes d'application "multipliera inéluctablement les opportunités de lancement des projets d'exploration et de réévaluation des réserves de gaz traditionnelles".

Les partenaires européens appelés à participer au financement des projets énergétiques en Algérie

Dans le même contexte, M. Benabderrahmane a appelé l'ensemble des compagnies et opérateurs européens du secteur des hydrocarbures "à œuvrer de concert avec nous à l'effet de nous permettre d'augmenter nos capacités de production des hydrocar-

bures, notamment du gaz, ce qui nous permettra de garantir nos intérêts communs, assurer la sécurité énergétique pour les deux parties, et d'avancer vers une transition énergétique dans le cadre d'un développement durable".

Il a rappelé, dans ce cadre, les efforts de l'Algérie dans le domaine du gaz, qui visent à renforcer sa coopération avec ses partenaires économiques, en optimisant l'exploitation de ses infrastructures gazières. Il citera en particulier la relance du projet du Gazoduc transsaharien (TSGP) qui relie le Nigeria à l'Europe, en passant par le Niger et l'Algérie, un projet, affirme-t-il, qui se veut "un choix stratégique à même d'assurer notre sécurité énergétique et celle de l'Europe".

Le "dialogue ouvert, franc et organisé" entre l'Algérie et l'Union européenne sur les questions énergétiques doit tenir compte des "objectifs, capacités et ressources des différentes parties, pour rendre possible ce rapprochement qui doit couvrir tous les aspects liés à l'énergie, et ne pas se limiter à la seule activité des hydrocarbures", a fait valoir le Premier ministre, estimant que la quête d'un "partenariat mutuellement bénéfique et profitable" doit présider à ces efforts.

Dans cette optique, "la coopération en matière de financement est également nécessaire", a avancé M. Benabderrahmane, soulignant que

les deux parties doivent "trouver des mécanismes qui permettent aux Etats, aux banques, aux institutions financières et aux entreprises de supporter ensemble la charge des financements et de partager les risques potentiels".

Pour préserver les intérêts communs, "nous devons esquisser collectivement des perspectives de partenariat prometteuses pour renforcer et faciliter les possibilités d'investissement entre les entreprises algériennes et européennes dans le domaine du gaz, des énergies renouvelables, de l'environnement et du développement durable", avec l'intégration de la coopération énergétique dans une "démarche inclusive", a soutenu le Premier ministre.

Cette approche repose, selon lui, sur la promotion des investissements, notamment en matière de prospection pétrolière et gazière en vue de développer les grandes capacités souterraines de l'Algérie, ainsi que dans le domaine des énergies renouvelables et de l'hydrogène, l'innovation et la recherche et développement, le renforcement de la coopération scientifique dans le domaine de la recherche et de la formation et le développement industriel des différentes sources d'énergie pour une meilleure intégration des chaînes de valeur.

Dans ce cadre, il a rappelé que l'association Algérie-UE "n'est pas

née d'hier puisque nous célébrons aujourd'hui le 20e anniversaire de sa création", précisant qu'elle a permis de mettre en place un cadre de coopération qui devrait être amélioré et renforcé.

Le 2e Forum de l'énergie est l'un des résultats concrets du dialogue de haut niveau entre les deux parties, qui constitue un élément clé dans l'association Algérie-UE, a-t-il dit, soulignant la nécessité de renforcer et d'évaluer le dialogue avec les partenaires européens dans tous les domaines, pour conforter cette coopération et travailler ensemble à établir un partenariat gagnant-gagnant au mieux des intérêts des deux parties". Par ailleurs, M. Benabderrahmane a rappelé les efforts de l'Algérie en matière de réformes législatives visant à améliorer le climat des investissements en Algérie et à assurer le financement de grands projets d'investissement, ainsi que le programme de développement des énergies renouvelables, faisant savoir qu'une étude est en cours de parachèvement, ce qui permettra d'élaborer une feuille de route aux contours définis de la stratégie nationale de développement de l'hydrogène.

Il a appelé les partenaires européens à "adhérer aux différents projets de réforme et à participer activement à la relance économique adoptée par le gouvernement algérien".

Energie: l'Algérie est l'un des partenaires les plus fiables de l'UE (Commissaire européenne)

L'Algérie est l'un des partenaires "les plus fiables" pour l'Union européenne (UE) dans le domaine de l'énergie et il est "naturel" de se tourner vers elle au moment où les marchés de l'énergie européens font face à des turbulences, a indiqué, mardi à Alger, la Commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson. Dans cette optique, l'UE et l'Algérie peuvent conjointement renforcer de manière durable leur coopération énergétique, le volet du gaz étant "le maillon central" du partenariat énergétique entre les

deux parties, a souligné Mme Simson lors du Forum d'affaires Algérie-UE sur l'énergie, présidée par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane. Soulignant que le marché européen est "encore dépendant à 90% des importations de gaz", la responsable européenne s'est réjouie du fait que l'Algérie investit dans de nouvelles explorations gazières et de nouveaux projets de production.

Elle a également évoqué la possibilité d'aider à augmenter le volume de gaz algérien

disponible pour l'exportation en "récupérant le gaz perdu lors du torchage, de l'évent ou des fuites de méthane".

"Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, et moi, avons discuté hier de la manière de développer davantage ce volet. L'UE est prête à apporter son savoir-faire", a-t-elle assuré. De plus, la nouvelle coopération énergétique Algérie-UE signifie "un travail allant au-delà du gaz", selon Mme Simson, citant la potentielle coopération dans les énergies renouvelables et l'hydro-

gène. Rappelant que l'Algérie détient "un des plus grands potentiels d'énergie solaire au monde", Mme Simson a indiqué que "l'UE est prête à aider l'Algérie à libérer pleinement ce potentiel". "Notre objectif est de créer des liens concrets, des relations d'affaires durables, de favoriser la confiance et d'aider à définir ce que tous les acteurs et parties prenantes peuvent faire pour renforcer le lien entre les entreprises algériennes et européennes du secteur de l'énergie", a-t-elle conclu.

PROJET DE LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE 2022

M. Kassali présente le projet devant la Commission des finances de l'APN

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a présenté lundi à Alger le projet de loi de finances complémentaire (PLFC - 2022) devant la Commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Lors d'une séance présidée par Lakhdar Salmi, président de la Commission, M. Kassali a fait savoir que cette loi comprenait différentes mesures palliatives à la loi des Finances 2022, destinée à la couverture des dépenses supplémentaires en cours. Il s'agit notamment d'améliorer les salaires et l'allocation chômage et de renforcer les programmes d'investissement public en faveur de certaines wilayas en plus de la réalisation de structures sanitaires.

Concernant l'encadrement de la macro économie et financier, les changements principaux opérés sur la PLFC consistent également en le prix référentiels du baril de pétrole évalué à 60 USD au lieu de 45 USD adopté au titre de la LF 2022 ainsi que le cours du marché à 70 USD contre 50 USD (LF 2022). Eu égard à ces indicateurs, le LFC prévoit "39 mds USD d'exportations d'hydrocarbures à la fin de 2022 soit une augmentation de 40,4% et 18,5 mds USD d'importations de marchandises soit une croissance de 15%". La balance des paiements atteindront, selon la LFC 2022, +983 millions USD alors que les réserves de change

s'élèvera à 46,28 mds USD l'équivalent de 12 mois d'importations de marchandises et de services. La LFC 2022 prévoit aussi un taux de croissance de 3,44% et une augmentation du PIB hors hydrocarbures à 4,3%, selon le ministre. En outre, la même loi des finances se focalise essentiellement sur la mise en œuvre de mesures urgentes et prioritaires en vue de répondre aux grands objectifs devant stimuler l'activité économique et relancer la croissance outre la réduction de la dépendance aux hydrocarbures, d'après M. Kassali. La présente loi vise à maintenir et améliorer les subventions de l'Etat aux catégories vulnérables les acquis sociaux pour les citoyens qui a des effets mitigés sur les dépenses de l'Etat, ajoute le ministre.

Cette loi comporte une série de dispositions législatives visant à "soutenir le secteur agricole, à promouvoir l'investissement, à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens et à conférer une cohérence et simplicité sur les procédures", indique M. Kassali affirmant que cette loi ne comporte pas de nouveaux impôts et charges fiscales supplémentaires. La hausse des recettes budgétaires prévue au titre de cet exercice s'élève à +23,2% enregistrant 7000,8 milliards DA, y compris la fiscalité pétrolière qui augmentera à 3211 milliards DA. Les dépenses budgétaires s'élè-

vent à 11610 milliards DA au titre de la loi de finances complémentaire, soit une hausse de 1752 milliards DA par rapport à la loi de finances 2022. Ces dépenses concernent 7697 milliards DA alloués aux dépenses de fonctionnement soit une hausse de 1385 milliards DA afin de prendre en charge principalement la contribution à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OaIC) et l'Office National Interprofessionnel du Lait et des produits laitiers (ONIL) ainsi que les crédits principaux visant à couvrir l'allocation chômage.

Ces dépenses concernent la réévaluation du point indiciaire au personnel des établissements et administrations publiques et les dettes de l'organe de Sécurité sociale et l'incidence financière relative au rétablissement des contrats des bénéficiaires des activités de l'insertion sociale et professionnelle. Les dépenses de fonctionnement comportent un budget de 3913,7 milliards DA soit une hausse de 366 DA couvrant notamment le programme complémentaire au profit de certaines wilayas et les crédits au profit du secteur de la santé après la levée du gel sur les projets des infrastructures. La loi de finances complémentaire pré voit un déficit global de 5467 milliards DA, selon les chiffres avancés par le ministre.

SONATRACH-ENI

Mise en production de deux champs gaziers à Berkine dans le cadre du 1er contrat signé sous l'égide de la nouvelle loi

Le groupe "Sonatrach" a annoncé, lundi dans un communiqué, la mise en production de deux champs gaziers dans le bassin de Berkine (wilaya de Ouargla), dans le cadre du premier contrat signé avec l'entreprise italienne "Eni" sous l'égide de la nouvelle loi sur les hydrocarbures 19-13. "Dans le cadre du contrat Berkine-Sud, signé entre Sonatrach et Eni

en décembre 2021, sous l'égide de la nouvelle loi sur les hydrocarbures 19-13, Sonatrach annonce la mise en production de deux champs gaziers liés à ce contrat", indique-t-on dans le même texte. "La mise en production de ces deux champs est intervenue en septembre 2022, soit six mois seulement après l'entrée en vigueur dudit contrat, et ce, grâce à un développe-

ment en mode accéléré (Fast-Track)", précise-t-on. Cette nouvelle réalisation, relève le même texte, "permet d'atteindre une production journalière de 1 million de mètres cubes de gaz et 4.000 barils de liquides associés", ajoutant qu'"il est prévu que cette capacité de production soit augmentée à hauteur de 2 millions de mètres cubes à la fin de cet année". "Ces

quantités supplémentaires, additionnées aux quantités produites par les deux champs de Berkine-Nord, entrés en production en juillet 2022, augmentent les volumes de gaz produits par l'association Sonatrach-Eni et participent à l'accroissement des exportations de gaz algérien destinées au marché européen", souligne-t-on dans le communiqué.

BOURSE

Wall Street termine en baisse en attendant des données sur l'inflation

La Bourse de New York a clôturé en baisse lundi, faisant une pause, dans un marché marqué par un jour férié et qui attend un chiffre crucial d'inflation plus tard dans la semaine.

L'indice Dow Jones a cédé 0,32% à 29.202,88 points, le Nasdaq, à dominante technologique, a lâché 1,04% à 10.542,10 points et l'indice élargi S&P 500 0,75% à 3.612,39 points.

"Les échanges ont plutôt été calmes bien que variables, en l'absence d'indicateurs majeurs, le marché obligataire étant fermé pour observer le jour férié de Columbus Day", résumaient dans une note, les analystes de Schwab.

Pour Adam Sarhan de 50 Park Investments, le marché faisait "une pause pour digérer les ventes massives des six dernières semaines en attendant des données très importantes, celles de l'inflation ainsi que le début de la saison des résultats d'entreprises".

Les investisseurs vont guetter en effet l'indice américain des prix à la production pour septembre prévu mercredi, celui des prix à la consommation jeudi et les ventes au détail vendredi. L'indice CPI d'inflation devrait être encore supérieur à 8% en glissement annuel pour le septième mois consécutif.

Vendredi, il faudra aussi compter avec l'ouverture de la saison des résultats qui commence avec quatre des plus grands groupes mondiaux :

JPMorgan, Citigroup, Wells Fargo et Morgan Stanley. "Donc on a deux événements catalyseurs qui



vont arriver cette semaine: l'inflation et les résultats de sociétés. Les investisseurs sont dans une attitude attentive avant d'y voir plus clair sur l'évolution des prix et la santé des entreprises", a expliqué Adam Sarhan. Du côté de la Réserve fédérale américaine (Fed), la vice-présidente Lael Brainard a averti dans un discours que "la politique monétaire serait restrictive pour quelque temps afin de s'assurer que l'inflation recule". Elle a aussi prévenu que la modération de la croissance économique due au resserrement des conditions financières n'était pas encore tout-à-fait visible.

Sur le marché des changes, le dollar gagnait encore du terrain face à l'euro, toujours dopé par l'emploi américain dynamique publié vendredi et par son statut de valeur refuge. Vers 20H30 GMT, le

billet vert gagnait 0,40% face à la devise européenne, à 0,9705 dollar pour un euro, se rapprochant de son plus haut depuis 2002 atteint fin septembre à 0,9536 dollar pour un euro. A la cote, sept secteurs sur onze, ont conclu dans le rouge, à commencer par l'énergie (-2,06%) alors que les cours du brut ont reculé, faisant une pause après le bond de 16% la semaine dernière (pour le pétrole américain WTI) causé par les coupes de production annoncées par l'Opep+.

Les technologies de l'information (-1,56%) et l'immobilier (-1,19%) étaient aussi en queue de peloton. Légèrement dans le vert, le secteur industriel (+0,33%) et les produits de consommation (+0,29%) ont sauvé la mise. Boeing a terminé en hausse de 1,63% à 131,90 dollars, les investisseurs saluant l'atterrissage du pre-

mier vol en Chine depuis 2019 de son 737 MAX avec la compagnie de Mongolie MIAT, un signe encourageant selon eux, alors que l'avion n'est toujours pas revenu dans le programme des vols des compagnies chinoises. Plombant le Nasdaq, les actions des semi-conducteurs chutaient après de nouvelles mesures prises par Washington contre l'achat et la fabrication de ces composants par la Chine. Ces directives mettent des restrictions à l'exportation de puces utilisées dans l'intelligence artificielle notamment.

Nvidia a lâché 3,36%, AMD 1,08% tandis que Micron technology et Intel ont perdu plus de 2%. Le constructeur de véhicules électriques Rivian a plongé de 7,28% à 31,48 dollars après la déconvenue d'un rappel volontaire de la quasi-totalité des 14.000 véhicules que le nouveau fabri cant a produits, à cause d'un problème de direction, toutefois facile à réparer selon l'entreprise.

Paypal a dégringolé de 6,27% à 84,52 dollars, ayant reçu une volée de critiques par ses clients après que le service de paiements en ligne a affirmé qu'il allait infliger une pénalité de 2.500 dollars à ses utilisateurs publiant de fausses informations. Le groupe a reculé ce week-end indiquant qu'il n'avait pas l'intention de donner des amendes à ses usagers.

BANQUES

L'Iran et la Russie vont connecter leurs réseaux de cartes bancaires, annonce un ministre iranien

Le ministre iranien des Affaires économiques et des Finances, Ehsan Khandouzi, a annoncé lundi avoir bon espoir que les réseaux de cartes bancaires de l'Iran et de la Russie puissent être connectés dans les prochains mois, selon le site d'information en ligne Hamshari. "Des négociations positives ont eu lieu entre les banques centrales iranienne et russe, et j'espère que l'interconnexion entre les réseaux bancaires des deux pays et entre les réseaux de cartes bancaires Shetab (le système de paiement iranien) et Mir (le réseau de paiement russe) aura lieu dans les deux à trois prochains mois", a indiqué M. Khandouzi. La connexion des réseaux bancaires de l'Iran et de la Russie permettra aux opérateurs économiques de faire plus facilement des affaires, a-t-il déclaré.

ITALIE

Les entreprises durement touchées par les coûts de l'énergie et les craintes liées à l'inflation (banque centrale)

Le moral des entreprises italiennes s'est détérioré au troisième trimestre, selon une enquête publiée lundi par la Banque d'Italie (banque centrale). La baisse de confiance des entreprises est due à la crainte d'une inflation élevée, qui a déjà fortement nui aux perspectives économiques du pays ces derniers mois et devrait se poursuivre dans le futur, selon l'enquête. Cette enquête a été effectuée entre le 25 août et le 15 septembre par la banque centrale auprès d'entreprises italiennes des secteurs de l'industrie et des services comptant au moins 50 employés. Selon cette enquête, la situation économique globale s'est détériorée au troisième trimestre, et un certain pessimisme s'est installé au cours des trois derniers mois quant aux perspectives d'avenir des entreprises. Cela reflète "une incertitude attribuable à des facteurs économiques et politiques, ainsi qu'à la tendance à la hausse des prix des matières premières", c'est-à-dire la flambée des prix de l'énergie causée par le conflit russo-ukrainien, selon cette enquête. Un tiers des entreprises interrogées ont déclaré que les difficultés causées par la hausse des coûts de l'énergie s'étaient aggravées au cours des trois derniers mois, provoquant une révision à la baisse de leurs plans d'investissement pour le reste de l'année. Dans le même temps, les craintes des entreprises quant à l'inflation des prix à la consommation se sont également aggravées, a déclaré la Banque d'Italie. L'Institut national des statistiques d'Italie a annoncé la semaine dernière que l'inflation avait atteint le taux record de 8,9 % en septembre.

PORTUGAL

Le gouvernement propose un budget pour 2023 afin de lutter contre les "scénarios défavorables"

Le gouvernement portugais a proposé lundi son budget 2023 pour contrer les scénarios "les plus défavorables" de la crise financière mondiale. Le budget, qui sera discuté au parlement les 26 et 27 octobre et dont le vote final aura lieu le 25 novembre, vise à protéger les revenus, à promouvoir l'investissement, à garantir des comptes sains et à réduire le déficit budgétaire et la dette publique. Présentée par le ministre des Finances, Fernando Medina, la proposition comporte cinq priorités : La première est de renforcer les revenus, puisque le gouvernement prévoit d'ajouter en 2023 environ 3,73 milliards d'euros (3,63 milliards de dollars) de revenus, de pensions, de prestations sociales ainsi que d'aides à la jeunesse et à la naissance avec une réduction d'impôts. Deuxièmement, il s'agit d'atténuer la hausse des prix et des intérêts, notamment en limitant l'augmentation des loyers et en gelant les prix des transports publics. Troisièmement, le gouvernement prévoit d'investir 2,1 milliards d'euros (2,04 milliards de dollars) pour accélérer la transition énergétique et climatique. La quatrième concerne l'investissement et l'innovation pour stimuler la capitalisation et les allègements fiscaux. La cinquième priorité consiste à renforcer la crédibilité budgétaire dans le but de réduire la dette publique à 110,8% du PIB en 2023.

ETATS UNIS

L'économie américaine va bientôt commencer à perdre 175.000 emplois par mois, prévient Bank of America

Le resserrement de la politique monétaire mené par la Réserve Fédérale (FED) pour maîtriser l'inflation entraînera la perte de dizaines de milliers d'emplois par mois au pays à partir du début de l'année prochaine, prévient Bank of America. Bien que le marché du travail soit resté étonnamment fort en septembre, la Fed travaille dur pour changer cela en augmentant agressivement les taux d'intérêt pour apaiser la demande. Le rythme de croissance de l'emploi devrait être réduit de moitié environ au cours du quatrième trimestre de cette année, a souligné Bank of America dans un nouveau rapport. Alors que la pression de la guerre de la Fed contre l'inflation augmente, la masse salariale non agricole commencera à diminuer au début de l'année prochaine, ce qui se traduira par une perte d'environ 175.000 emplois par mois au cours du premier trimestre, a indiqué la banque. Selon la même source, les pertes d'emplois se pour-

suivront pendant une grande partie de 2023. Le rapport sur l'emploi publié vendredi dernier démontre que bien que le marché du travail soit en train de ralentir, les Etats-Unis ont ajouté 263.000 emplois de plus que prévu en septembre et le taux de chômage est tombé à 3,5 %. Le taux de chômage devrait grimper à environ 5% ou 5,5% au cours de la prochaine année, a estimé Michael Gapen, responsable de l'économie américaine à Bank of America, dans un entretien avec CNN. La banque centrale américaine augmente les taux d'intérêt au rythme le plus rapide depuis au moins quatre décennies dans le but de juguler l'inflation.

La position de la Fed sur le maintien des taux élevés pendant une période prolongée suggère "peut-être que cela va durer un peu plus longtemps", a ajouté Gapen. "Nous pourrions voir six mois de faiblesse sur le marché du travail", a-t-il déclaré.

ROYAUME-UNI

La Banque centrale étend ses rachats de bons du Trésor face aux risques

La Banque d'Angleterre a annoncé mardi élargir ses rachats de dette britannique aux "bons indexés", en raison des "dysfonctionnements" persistant sur les marchés, notamment après la présentation d'un vaste paquet de mesures budgétaires du gouvernement. L'institut monétaire avait lancé le 28 septembre un programme de rachat de bons du Trésor à long terme pouvant aller jusqu'à 65 milliards de livres, et avait déjà augmenté lundi la taille maximale de ses rachats quotidiens à jusqu'à 10 milliards de livres, entre autres mesures. Malgré les

annonces de lundi, les "dysfonctionnements" qui se poursuivaient en particulier sur ce marché des bons indexés faisait peser "un risque important pour la stabilité financière du Royaume-Uni", a noté la Banque d'Angleterre dans un communiqué. L'intervention de la banque centrale pour calmer le marché des bons du trésor, qui risquait une crise de liquidité et menaçait de se propager aux conditions de crédit pour les ménages et les entreprises, court jusqu'à vendredi, comme précédemment annoncé. Les opérations dévoilées mardi "serviront de filet de sécu-

rité supplémentaire pour rétablir des conditions de marché ordonnées", a précisé la Banque d'Angleterre. Les actions de la banque ciblent en particulier des fonds de dérivés (LDI) de bons du Trésor britannique à long terme, certains risquant de faire faillite à cause d'un effondrement soudain de la valeur des bons du Trésor à long terme, associé à une envolée des taux d'emprunt de l'Etat. La Banque d'Angleterre (BoE) avait annoncé lundi n'avoir jusqu'à présent racheté que 5 milliards de livres de bons.

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION ILLICITE

23 mis en cause présentés devant le tribunal de Sidi M'hamed

Vingt-trois (23) individus impliqués dans des affaires de spéculation illicite sur des produits alimentaires de large consommation ont été présentés lundi devant le parquet du tribunal de Sidi M'hamed, section lutte contre le terrorisme, indique un communiqué du procureur de la République près le même tribunal.

Conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa 3 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, section lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, porte à la connaissance de l'opinion publique que dans le cadre de la lutte contre le phénomène de la spéculation illicite sur les produits alimentaires essentiels de large consommation, vingt-trois (23) individus impliqués dans cinq (5) affaires provenant des wilayas de Boumerdes, Tebessa, Souk Ahras, Djelfa et Ouargla, ont été présentés ce jour correspondant au 10 octobre 2022 devant le parquet de Sidi M'hamed, section lutte contre le terrorisme, lit-on dans le communiqué.

Ces individus ont été poursuivis par voie de procédures d'enquête judiciaire pour crimes de spéculation illicite commise par un groupe criminel organisé, et contrebande constituant par sa gravité une menace sur l'économie nationale, conformément aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi sur la spéculation illicite, et l'article 15 de la loi relative à la lutte contre la contrebande, tout en requérant la prononciation de mandats de dépôt à l'encontre des concernés, précise la même source. Après avoir entendu les accusés, le juge d'instruction a prononcé des mandats de dépôt à l'encontre de 18 d'entre-eux, ajoute le communiqué du parquet, relevant que quatre (4) mis en cause ont été placés sous contrôle judiciaire et un (1) autre remis en liberté.

TIZI-OUZOU

Saisie de 200 quintaux de semoule destinés à la spéculation

Une quantité de 200 qx de semoule, destinée à la spéculation illégale, a été saisie dans la commune de Tizi-Ouzou par les services de la Gendarmerie nationale, rapporte, lundi, un communiqué du groupement territorial de corps de sécurité. La saisie de cette quantité de semoule a été faite lors d'une opération de contrôle effectuée par les éléments de la Gendarmerie conjointement avec les services de la direction du Commerce, sur la base de renseignements faisant état qu'un commerçant stockait ce produit dans un local à la nouvelle-ville, a-t-on signalé.

Arrivés sur les lieux, les éléments de la brigade de sécurité et d'intervention (BSI) de la Gendarmerie ont découvert 800 sacs de 25 kg de semoule de blé dur stockés depuis plusieurs jours, selon les déclarations du mis en cause dans cette affaire, a-t-on ajouté de même source. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie autour de cette affaire alors qu'un appel aux citoyens à dénoncer ce genre de comportement, visant à créer la spéculation et le monopole sur des produits de large consommation, a été lancé par ce même corps de sécurité.

MILA

Plus de 228 quintaux de cuivre saisis et 10 personnes arrêtées à Teleghma

Les éléments de la brigade de la Gendarmerie de la commune de Chelghoum Laïd, wilaya de Mila, ont saisi plus de 228 quintaux de cuivre au niveau d'un établissement classé dans la commune de Teleghma et arrêté 10 individus âgés entre 28 et 62 ans, a-t-on appris lundi du chef de cette brigade le commandant Brahim Azaïz.

Exploitant des informations parvenues à la brigade de la commune de Chelghoum Laïd relatives au stockage de cuivre et de déchets de cuivre au niveau de deux entrepôts d'un établissement classé dans la commune de Teleghma et après obtention d'une autorisation de perquisition, les éléments de la brigade ont effectué une descente dans les deux entrepôts qui se trouvent dans l'ancienne zone industrielle de cette collectivité locale.

L'opération de fouille du premier entrepôt a permis de saisir un four traditionnel et deux bacs utilisés pour la fonte, 45,5 quintaux de cuivre pur sous forme de lingot et 75 kg de câbles, de tubes, d'interrupteurs et de déchets de cuivre, selon la même source qui a ajouté que dans le second entrepôt, 182 quintaux de câbles, de fils, de tubes et de radiateurs de voitures destinés à la fonte ont été saisis. La perquisition du bureau du comptable a permis de saisir sept cachés imités, une unité centrale, une imprimante et un scanner, est-il indiqué.

GESTION DES DÉCHETS

Valorisation des déchets : lancement du Salon international "REVADE" avec la participation de plus de 70 opérateurs

La 6^e édition du salon international de la revalorisation et récupération des déchets "REVADE 2022" a débuté, lundi au Palais des expositions (Alger), avec la participation de plus de 70 opérateurs issus de différentes wilayas.

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig et le ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Samia Mouali, ont donné le coup d'envoi de cette 6^e édition du "REVADE", organisée par la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (CACI), en collaboration avec l'Agence nationale des déchets (AND), sous le thème "L'investissement dans le secteur des déchets, une valeur ajoutée importante à l'économie nationale".

Dans ses déclarations à la presse, M. Rezig a salué la forte participation des entreprises privées et publiques à ce salon, affirmant que le domaine de valorisation et de recyclage des déchets attire désormais un nombre important de jeunes.

Il a affirmé, dans ce contexte, que son secteur œuvre à accompagner les jeunes pratiquant les métiers de l'économie circulaire, en aidant les opérateurs



dans ce domaine générateur de richesse à exporter leurs produits vers l'étranger.

Mme Mouali a préconisé d'accorder davantage d'intérêt à l'investissement dans l'économie verte, de par son rôle dans la protection de l'environnement, la création de richesse et l'absorption du chômage. Prennent part à ce salon, des entreprises publiques et privées activant dans les différentes filières de

ce domaine, dont la récupération des produits ferreux et non-ferreux, comme le fer, l'aluminium, le cuivre, le plastique et le verre, outre le recyclage des fils électriques et des déchets informatiques et électroniques. Selon les organisateurs, le salon se veut une opportunité d'échange d'expériences entre opérateurs activant en matière de gestion des déchets, de promotion des matériaux et techniques utili-

sées dans le traitement et le recyclage, en sus de représenter "un espace important pour encourager les investisseurs à financer les projets relatifs à la gestion de ces déchets et à la promotion de cette industrie".

Cette manifestation destinée à la fois aux professionnels et au grand public vise à faire connaître les capacités et expériences algériennes en matière de gestion des déchets au niveau international, notamment au profit des pays arabes et africains.

Le programme de cette manifestation prévoit plusieurs conférences, journées d'études et ateliers de sensibilisation en faveur des enfants et citoyens en général et ateliers destinés aux professionnels sur la valorisation technique des déchets.

Il renferme également des jeux ludiques et de sensibilisation à l'importance du tri des déchets, avec la participation des associations activant dans le domaine de l'environnement.

Récupération et recyclage des déchets: près de 22.000 opérateurs en activité

Près de 22.000 opérateurs activent dans le domaine de la récupération et du recyclage de déchets, a fait savoir lundi à Alger, une directrice au Centre national du registre de commerce (CNRC).

Dans une déclaration à l'APS en marge du 6^e Salon international de récupération et de valorisation de déchets (REVADE), la directrice de la coopération et de la communication au CNRC, Nadjet Oulmi, a indiqué que le nombre de personnes physiques activant en matière de recyclage de

déchets, tous types confondus, avait atteint jusqu'au 9 octobre en cours 14.900 personnes, alors que le nombre de personnes morales s'élève à 7.000, soit un total de 21.900 personnes.

Et d'ajouter que la récupération des produits non ferreux est l'activité la plus sollicitée par ces opérateurs dont le nombre est de 3.947 personnes, alors que le nombre de personnes morales est de 1.551. L'élimination et le traitement des déchets vient en deuxième position avec

2.945 personnes physiques et 1.548 personnes morales, selon la même source.

Par ailleurs, l'activité de récupération des anciens métaux et le traitement des divers déchets industriels, fait partie des activités importantes des opérateurs en la matière avec 3.034 personnes physiques et 87 morales, avance Mme Oulmi.

D'après la même responsable le nombre d'activités relatives à la récupération et au recyclage de déchets est de 16 activités.

SIDI BEL-ABBES

Démolition de constructions illicites récentes dans le tissu urbain

Les services de la wilaya de Sidi Bel-Abbes ont lancé, lundi, une opération de démolition de logements illicites récemment construits dans le tissu urbain du quartier "Adda Boudjellal" au centre-ville de Sidi Bel-Abbes, a-t-on constaté. Cette opération intervient suite à une décision

du wali de Sidi Bel-Abbes, Samir Chibani, qui a souligné, lors de la supervision de l'opération de démolition de ces logements, que les habitants de ces sites ont réalisé des constructions, dernièrement, de manière frauduleuse.

Dans une déclaration à la presse, le même responsable a

révéilé que 125 constructions illicites réalisées au niveau de sites d'habitat "AADL", dans le quartier "Adda Boudjellal" seront démolies dans le cadre de cette opération, notant que toutes les mesures nécessaires seront prises pour empêcher de telles pratiques.

Le wali a également révéilé

que les opérations de démolition des logements illicites nouvellement construits seront lancées sur tout le territoire de la wilaya, en particulier ceux construits au niveau de fermes et de terres agricoles octroyées dans le cadre des contrats de concession agricole.

PLAGIAT DANS LES UNIVERSITÉS

Appel à utiliser l'informatic pour endiguer le phénomène (recommandations)

Les participants au séminaire international sur "les problématiques de la recherche scientifique chez les étudiants de la langue et des lettres arabes et les défis de la numérisation, état des lieux et perspectives", organisé par l'université Larbi-Ben M'hidi d'Oum El Bouaghi, ont recommandé lundi de recourir aux technologies informatiques pour endiguer les plagiat dans le domaine des sciences.

Initiée conjointement par le laboratoire "didactique de la langue et du texte littéraire" et la faculté des lettres et des langues, cette rencontre a

regroupé des universitaires nationaux et étrangers par mode présentiel et par visioconférence, a relevé l'importance à accorder par le ministère de l'Enseignement Supérieur à l'utilisation des technologies informatiques dont le Blockchain pour organiser les résultats des recherches et des données s'y rapportant pour lutter contre toutes les formes de plagiat.

Les séminaristes ont insisté, au terme de leurs travaux, sur la nécessité de diffuser les programmes anti-plagiat dans le milieu universitaire et de lancer au profit des étudiants et chercheurs des

formations d'initiation aux outils numériques pour l'élaboration des recherches scientifiques.

Il a été également recommandé d'inclure des modules liés aux technologies du numérique dans les programmes de formation des étudiants.

La seconde journée du séminaire a été marquée par l'intervention de plusieurs communicants dont Fatima-Zahra Khenab de l'université de Ghardaïa qui a abordé l'application de l'intelligence artificielle dans l'enseignement et la diffusion de la langue arabe.

Elle a évoqué à ce propos

l'utilisation des programmes d'analyse lexicale, sémantique et grammaticale, soulignant le besoin de multiplier les recherches sur la linguistique informatique qui sert, entre autres, à la création de dictionnaire numérique.

Rabah Mohamed Hessaïne de l'université de Sidi Bel Abbès a abordé, lui, l'application de la méthode psychanalytique dans les études littéraires, alors que Mohamed Ayfour de l'université d'Oum El Bouaghi a axé son intervention sur l'utilisation des documents dans les recherches scientifiques.

PAUVRETÉ DANS LE MONDE

Manque d'action "choquant" des gouvernements face aux inégalités, selon Oxfam

L'inaction des gouvernements face à des inégalités qui se sont fortement aggravées depuis la pandémie est "choquante", dénonce l'ONG Oxfam dans un rapport publié mardi.

Elles montrent que "les plus pauvres et vulnérables ont été les plus durement touchés par la maladie et ses profondes répercussions économiques", selon un communiqué accompagnant le rapport.

Publié tous les deux ans, la version 2022 de l'indice sur l'engagement de réduction des inégalités (ERI, qui mesure les efforts des différents pays dans le monde) "montre clairement que la plupart des gouvernements n'ont pas pris de mesures concrètes d'envergure pour atténuer cette dangereuse augmentation des inégalités".

Pire: "alors qu'il s'agit de la pire urgence sanitaire que le monde ait connue depuis un siècle, la moitié des pays à revenu faible et intermédiaire ont réduit leurs dépenses de santé pendant la pandémie", et 70% leurs dépenses dans l'éducation, dénonce Oxfam. En outre,



"malgré les énormes manques à gagner fiscaux et l'augmentation considérable de la fortune des personnes et des entreprises les plus fortunées pendant la pandémie, 143 pays sur 161 n'ont pas augmenté l'imposition des personnes les plus riches et 11 pays ont même réduit les impôts visant les plus favorisés", poursuit Oxfam. La

Norvège, meilleure élève, arrive en haut du classement, suivie par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique et le Canada. La France a perdu cinq places en deux ans et se retrouve 12e, après avoir réduit les taux d'imposition des sociétés et sabré son impôt sur la fortune en 2019, devant le Luxembourg et le Royaume-

Uni. Les pays les mieux classés sont tous des pays développés qui ont plus de moyens à consacrer aux politiques publiques de réduction des inégalités, fait valoir Oxfam.

A l'inverse les "mauvais élèves" sont "tous des pays à faible revenu (le Tadjikistan, grâce à une forte augmentation de la collecte de l'impôt sur le revenu des personnes physiques) et quatre pays à revenu intermédiaire", notamment la Moldavie, qui a allongé le congé de paternité/parental et a réduit le chômage et l'emploi précaire, détaille Oxfam.

Parmi les pays en progression, on trouve un pays à faible revenu (le Tadjikistan, grâce à une forte augmentation de la collecte de l'impôt sur le revenu des personnes physiques) et quatre pays à revenu intermédiaire, notamment la Moldavie, qui a allongé le congé de paternité/parental et a réduit le chômage et l'emploi précaire, détaille Oxfam.

OURAGAN JULIA

Au moins 26 morts en Amérique centrale

L'ouragan Julia, qui s'est affaibli progressivement en arrivant au Nicaragua dimanche à l'aube, a fini par se dissiper lundi au-dessus du Guatemala après avoir fait au moins 26 morts et quatre disparus en Amérique centrale où il a laissé dans son sillage destructions et inondations, selon les bilans officiels.

Le centre américain de suivi des ouragans (CNH) a indiqué que Julia s'était complètement dissipé à 21h00 GMT dans l'ouest du Guatemala, mais il a souligné que ses pluies peuvent encore provoquer des inondations en Amérique centrale et dans le sud du Mexique.

Cinq soldats salvadoriens qui participaient aux opérations de secours sont morts à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale dans la chute d'un mur contre lequel ils s'étaient abrités des intempéries, a indiqué le ministre salvadorien de la Justice et de la Sécurité Gustavo Villatoro. "Au moins deux per-

sonnes sont mortes ensevelies", également par la chute d'un mur à Guatagajagua, situé à 150 km à l'est de San Salvador, a ajouté la police salvadorienne. Enfin, le ministre salvadorien Raul Juarez a fait état de deux autres morts liées aux intempéries dans le sud-ouest du pays.

Au total, 10 personnes sont décédées au Salvador. Au Honduras, le maire de Brus Laguna (ouest) Wilmer Wood a indiqué que deux personnes étaient mortes noyées après le chavirement de leur canot, emporté par les flots grossis par les pluies de Julia.

Une autre personne est portée disparue depuis l'accident.

Au Guatemala, 14 personnes ont perdu la vie. Dans le nord du pays, cinq membres d'une même famille ont été ensevelis dans les décombres de leur maison d'un village autochtone où s'est produit un glissement de terrain, selon les ser-

VICES de protection civile (Conred). Selon cette source, deux hommes sont portés disparus après avoir été emportés par une rivière.

Julia avait frappé dimanche à l'aube la côte caraïbe du Nicaragua en ouragan de catégorie 1, causant d'importants dégâts dans ce pays, sans toutefois y faire de victimes. Du Guatemala au Panama, les autorités ont signalé des trombes d'eau accompagnées de fortes rafales de vent qui ont couché de nombreux arbres, endommagé des routes, détruit des maisons ou des ponts.

Julia est le second ouragan de la saison à toucher l'Amérique centrale après Bonnie en juillet, le long de la frontière entre le Nicaragua et le Costa Rica.

Fin 2020, les ouragans Eta et Iota avaient provoqué la mort d'au moins 200 personnes et autant de disparus, et des dégâts estimés à plusieurs millions de dollars.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Quelque 500 dauphins-pilotes sont morts échoués

Quelque 500 dauphins-pilotes ont trouvé la mort dans l'archipel reculé de Chatham, en Nouvelle-Zélande, a annoncé mardi le gouvernement qui n'a pas mis en place d'opération de sauvetage en raison de l'éloignement de ces îles dont les eaux sont infes-

tées de requins. Deux "importants bancs" de cétacés se sont échoués et les survivants ont été euthanasiés, a indiqué le ministère de la Conservation.

Environ 250 dauphins-pilotes échoués ont été retrouvés vendredi sur l'île de Chatham, la plus grande de cet

archipel, et environ 240 sur l'île de Pitt, trois jours plus tard, selon la même source. En raison des quelque 800 km séparant cet archipel de la Nouvelle-Zélande, une opération de sauvetage était impossible, ont affirmé les autorités. Les carcasses seront laissées

sur place. Il y a un peu plus de deux semaines, environ 200 dauphins-pilotes ont péri sur une plage de Tasmanie, en Australie. 44 mammifères avaient pu être remis à l'eau. Les causes de ces importants échouages ne sont pas totalement connues.

OURAGAN IAN

Plus de 100 morts aux Etats-Unis

Le bilan de l'ouragan Ian, un des plus violents de l'histoire américaine récente, qui a frappé le sud-est du pays fin septembre, a atteint lundi 107 morts, ont indiqué les autorités locales. A elle seule, la Floride, Etat le plus durement touché, déplore au moins 102 décès, selon les derniers chiffres communiqués par les autorités de médecine légale. Cinq autres personnes sont mortes en Caroline du Nord. Ces chiffres officiels sont amenés à évoluer, et certains médias américains évoquent un bilan encore plus lourd. L'ouragan Ian est l'un des ouragans les plus meurtriers à avoir frappé les Etats-Unis depuis le début du siècle. Son bilan

reste toutefois bien moindre que celui de Katrina, qui avait dévasté la Louisiane et tué 1.800 personnes en 2005. Ian, ouragan de catégorie 4 quand il a touché terre en Floride, avait submergé des quartiers entiers, détruisant maisons, ponts ou lignes électriques. L'ouragan s'était ensuite affaibli en se dirigeant vers l'Atlantique, avant de se renforcer de nouveau et d'atteindre la Caroline du Sud, touchant également la Caroline du Nord.

Les autorités ont affirmé qu'il faudrait des mois et 50 milliards de dollars, voire plus, pour reconstruire les zones côtières dévastées en Floride.

ROYAUME-UNI

Une infirmière jugée pour le meurtre de sept bébés

Une infirmière britannique suspectée des meurtres de sept nouveau-nés et de tentatives de meurtre sur dix autres dans un hôpital anglais a été accusée lundi au début de son procès d'être "le dénominateur commun" aux décès des nourrissons.

L'infirmière, qui travaillait dans le service de néonatalogie de l'hôpital Countess of Chester (nord-ouest de l'Angleterre), a nié les meurtres de cinq petits garçons et deux petites filles et les tentatives de meurtre sur dix autres bébés entre juin 2015 et juin 2016.

Un bébé d'un jour, un jumeau, était mort après une injection délibérée d'air dans le sang, selon un expert, 30 minutes après que l'infirmière eut pris son service.

La jumelle du bébé, également empoisonnée, a survécu.

Deux autres bébés avaient été empoisonnés avec de l'insuline, selon le procureur Nick Johnson. Ils ont aussi survécu.

Le procureur a précisé que dans un cas, l'infirmière était soupçonnée de s'être prise à trois reprises pour tuer un nouveau-né.

Il a expliqué devant les jurés du tribunal de Manchester que le service néonatal de l'hôpital avait observé une hausse "significative" du taux de mortalité et du nombre de pertes de conscience de nourrissons à partir de janvier 2015 et pendant 18 mois.

Des consultants en pédiatrie s'étaient inquiétés dès juin 2015 du nombre plus élevé que d'habitude de décès de nouveau-nés, dont plusieurs étaient qualifiés d'"inexpliqués" ou "inattendus", selon un rapport publié en juillet 2016 par le Collège royal de pédiatrie et de santé infantile.

PÉROU

Destruction de 16,5 tonnes de drogue saisies entre juin et septembre

Le ministère de l'Intérieur du Pérou a commencé, lundi, la destruction de plus de 16,5 tonnes de drogue saisies entre juin et septembre dans diverses opérations de la Police nationale (PNP), qui constitue la troisième opération d'incinération de drogue en 2022.

Le ministère a indiqué dans un communiqué qu'au cours de cette opération d'élimination, un total de 16.579 kg de drogue sera détruite, dont 5.142 kilos de pâte de base de cocaïne, 773 kilos de pâte de base de cocaïne mélangée, 7.400 kilos de chlorhydrate de cocaïne, 37 kilos de cocaïne mélangée au chlorhydrate, 3.215 kilos de marijuana et 9.318 kilos de dérivés d'amphétamines.

Selon la même source, la PNP a réussi à saisir plus de 70 tonnes de drogue du marché national et international jusqu'à présent cette année, dont 48 tonnes correspondent à de la cocaïne.

D'autre part, le Projet spécial de contrôle et de réduction des cultures illégales à Alto Huallaga (Corah) a réussi à éradiquer environ 20.000 hectares de cultures illégales de feuilles de coca, dépassant ainsi l'objectif annuel établi de 18.000 hectares.

"La lutte contre le trafic illicite de stupéfiants sera une tâche constante durant cette administration.

Nous nous engageons à continuer à promouvoir les actions visant à lutter contre ce fléau tout au long de la chaîne de valeur, de l'éradication de la feuille de coca illégale à la destruction des stupéfiants", a déclaré le vice-ministre de l'ordre intérieur, Abel Gamarra.

Le Pérou est le deuxième producteur mondial de cocaïne, juste derrière la Colombie, grâce, en partie, aux plus de 54.000 hectares de cultures illicites de feuilles de coca dans le pays, selon les dernières données de la Commission nationale de développement et de Vie Sans drogue (Devida).

Ces plantations de coca permettent aux trafiquants de drogue d'exporter environ 411 tonnes de cocaïne par an depuis le Pérou, principalement dans des conteneurs depuis des navires marchands qui partent des ports de Callao et de Païta, mais aussi via des "avions de la drogue" qui établissent des ponts aériens avec la Bolivie et le Brésil.

TAIWAN

Un séisme de magnitude 5,6 frappe les eaux au large

Un séisme de magnitude 5,6 a secoué les eaux au large du district de Hualien dans l'est de Taïwan, mardi à 03h24, selon le Centre du réseau sismique de Chine.

L'épicentre a été localisé à 23,93 degrés de latitude nord et à 122,26 degrés de longitude est, à une profondeur de 20 km, a précisé le centre.

HÉMOPHILIE Importance de l'éducation thérapeutique des malades (spécialistes)



Des hématologues et pédiatres ont mis l'accent, lundi à Alger, sur l'importance de renforcer l'éducation thérapeutique chez les hémophiles en vue de les prévenir contre les hémorragies auxquelles ils sont exposés lors des chutes ou de leurs activités quotidiennes.

Intervenant lors d'une rencontre sur le traitement et la prévention contre l'hémophilie, des spécialistes ont mis en avant l'éducation thérapeutique en termes de prise en charge des malades, soulignant que la majorité des hémophiles reçoivent le traitement à domicile.

L'éducation thérapeutique permet d'améliorer la qualité de vie des hémophiles et réduit "la gravité de la maladie", ont estimé les participants, mettant en avant la nécessité d'assigner cette mission à une équipe médicale pluridisciplinaire en attendant la codification de cette opération par le ministère de la Santé.

Les scientifiques définissent l'hémophilie comme maladie héréditaire rare qui se transmet de la mère aux enfants garçons dont le manque de protéines chargée de la coagulation du sang en est le facteur principal ce qui entraîne une hémorragie pouvant nuire aux membranes et tissus.

L'intensité de la maladie est définie en fonction de la quantité de protéine manquante.

Pour sa part, le Chef de service Hématologie au CHU Issad Hassani de Beni Messous (Alger), Pr Salim Nekal a souligné que l'hémophilie était classée parmi les maladies rares qui pourrait se transformer en infirmité motrice, faute de diagnostic précoce ou d'une prise en charge convenable.

Il a expliqué que, 1.564 cas de cette maladie ont été recensés jusqu'à ce jour, et ils suivent le traitement au niveau de 17 services d'hématologie ou de pédiatrie situés dans divers établissements hospitaliers à travers le pays.

Il a rappelé le guide élaboré par le ministère de la Santé pour accompagner ces patients et les protéger des hémorragies auxquelles ils sont exposés au cours de leur vie quotidienne.

Pour sa part, le chef de service de pédiatrie à l'établissement hospitalo-universitaire de Sétif, Pr.

Belkacem Bayoud, a évoqué le diagnostic précoce des cas et des symptômes apparents et non-apparents de la maladie, représentés par l'apparition de plaques bleues sur certains endroits et articulations du corps, de l'hémorragie qui se produisent dans certains organes, ainsi que diverses infections.

A cet égard, il a souligné les aspects de prévention et de sensibilisation des familles lors des opérations de circoncision et de vaccination, qu'il faut réaliser après des analyses biologiques de l'enfant pour éviter les hémorragies et une meilleure prise en charge au cas où cela se produirait.

Lors de leurs interventions au cours de cette rencontre, plusieurs spécialistes ont souligné la nécessité d'organiser diverses activités au profit des personnes atteintes d'hémophilie, dont le lancement d'applications électroniques à même de contribuer au renforcement de l'éducation thérapeutique et à l'amélioration de la qualité de vie des patients.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

3 nouveau cas et aucun décès

Trois (03) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 3 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 270716, celui des décès demeure inchangé (6.881 cas), alors que le nombre des patients guéris passe à 182346 cas.

Par ailleurs, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, note la même source, relevant que 41 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ MENTALE

Appel à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs tracés

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a appelé, lundi à Alger, l'ensemble des acteurs à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs tracés dans le domaine de l'amélioration de la santé mentale.

Dans une allocution prononcée lors d'une cérémonie qu'il a présidée à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, M. Saihi a précisé que l'amélioration de la santé mentale était "une priorité" comme en témoignent les mesures prises et qui "seront renforcées", appelant l'ensemble des acteurs, à savoir les pouvoirs publics, les professionnels, les secteurs partenaires et la société civile, à "redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs que nous avons tracés pour l'amélioration de la santé mentale". La célébration de la Journée mondiale de la santé mentale intervient cette année dans un contexte particulier de recul de l'épidémie de Covid-19, a-t-il fait observer, soulignant que cette pandémie "aura des répercussions psychologiques qui imposent de redoubler d'efforts pour l'accompagnement psychologique des malades et de leurs familles, ainsi que des personnels de santé".

Le ministre a rappelé que l'Algérie avait inscrit dans sa Constitution "le droit des citoyens à la protection de leur santé" et réalisé "d'importants investissements,



depuis l'indépendance, pour assurer des soins de santé pour tous".

Et d'affirmer que la santé mentale est un "droit fondamental" et "une préoccupation de santé publique prévue dans la loi sanitaire".

Les politiques adoptées dans ce domaine ont permis à l'Algérie de réaliser des "progrès significatifs", que ce soit en termes de structures (24 établissements hospitaliers spécialisés actuellement), ou au niveau des services dans les Centres hospitalo-universitaires (CHU) et certains établissements publics hospitaliers (EPH), ainsi qu'en termes de ressources humaines ou encore de la large couverture de la prise en charge de la santé mentale au niveau des établissements de proximité et des cliniques privées.

La loi sur la santé et le lancement de la mise en

œuvre du plan national de promotion de la santé mentale figurent parmi "les outils à même d'améliorer la santé mentale", a fait savoir le ministre, ajoutant que le Plan national de promotion de la santé mentale (2017-2020), qui comprend 6 axes stratégiques, vient compléter le programme national de santé mentale.

Des défis restent à relever en dépit des mesures prises, a-t-il dit, insistant sur la nécessité de renforcer la coopération multisectorielle et de promouvoir la pédopsychiatrie qui a récemment enregistré "une évolution remarquable".

Lors de cette célébration, le projet de la répartition sectorielle de la prise en charge de la santé mentale sera abordé, notamment "l'hospitalisation obligatoire" qui "constitue un élément important" dans la mise en œuvre du plan

national de promotion de la santé mentale, outre "la question du soutien psychologique en situation de crise".

Pour répondre aux besoins de formation concernant l'intervention psychologique post-traumatique, "un guide est en cours d'élaboration avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a-t-il indiqué, précisant que sa première ébauche sera débattue ce lundi.

De son côté, le représentant de l'OMS en Algérie, M.

Nouhou Amadou a souligné que l'Algérie est "sur la bonne voie" en matière de prise en charge de la santé mentale, ajoutant que la célébration de cette journée, qui a pour slogan "La santé mentale pour tous" constitue une occasion pour mettre en exergue les défis auxquels la santé mentale est confrontée.

OCTOBRE ROSE

Dépistage et consultations spécialisées du 10 au 29 du mois en cours au profit des femmes rurales de Bechar (association)

Des femmes issues des localités rurales de la wilaya de Bechar bénéficieront du 10 au 29 du mois en cours, dans le cadre du mois "Octobre Rose", de consultations médicales spécialisées et d'un dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus, a annoncé lundi la présidente de l'association "El Hayat", Fouzia Zigalem.

"Des consultations médicales spécialisées et des dépistages du cancer du sein et du col de l'utérus seront pratiqués du 10 au 29 octobre en cours au profit des femmes des localités rurales de Guir-Lotfi, Hassi-Menounet, Erg Farradj, Fendi et Taghit", a indiqué, à l'APS, Mme Zigalem, à l'occasion du

lancement officiel d'une campagne de sensibilisation sur le cancer du sein et du col de l'utérus.

"L'opération intervient dans le cadre du programme national de lutte contre le cancer et des manifestations d'Octobre Rose", a-t-elle précisé, ajoutant que "la campagne est menée avec le soutien du secteur local de la santé, à travers les établissements hospitaliers et centres de santé des daïras de Bechar, Abadla, Taghit et Beni-Ounif".

Mme Zigalem a expliqué que l'objectif principal est de diminuer le nombre de décès causés par cette pathologie dans la wilaya", relevant que plusieurs spé-

cialistes et praticiens ont été mobilisés pour mener à bien cette campagne, qui vise toutes les femmes issues des localités rurales".

Et de relever que les femmes, dont le dépistage médicale a démontré qu'elles ont un risque "élevé" ou "très élevé" d'atteinte de cancer du sein et du col de l'utérus, vont bénéficier d'un suivi adapté à leur situation au niveau du centre anti-cancer de Bechar (CAC), ainsi que d'une prise en charge médicale gratuite pour les examens recommandés.

Par ailleurs, un salon national de l'alimentation saine des cancéreux est prévu du 16 au 17 octobre à la Maison de la culture Kadi

Mohamed de Bechar avec la participation d'opérateurs actifs dans ce domaine et issus des wilayas de Bechar, Constantine, Aïn Temouchent, Sidi Bel Abbès, Relizane, Chlef, Oran et Naama, a fait savoir la présidente de l'association "El Hayat".

En 2021, sur les 400 femmes ayant fait l'objet d'un dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus au titre d'une campagne similaire initiée dans plusieurs collectivités de la wilaya, sept (7) femmes atteintes par cette pathologie ont été prises en charge par les services médicaux spécialisés du CAC de Bechar, a-t-elle rappelé.

PANDEMIE DE COVID-19

La partie continentale de la Chine signale 427 nouveaux cas confirmés locaux

La partie continentale de la Chine a signalé lundi 427 cas confirmés de COVID-19 transmis localement, dont 145 en Mongolie intérieure et 82 au Xinjiang, a indiqué mardi la Commission nationale de la santé.

Un total de 1.662 porteurs asymptomatiques locaux ont été nouvellement identifiés.

En tout, 273 patients de la COVID-19 sont sortis de l'hôpital après leur guérison sur la partie continentale de la Chine lundi, portant à 244.736 le nombre total de patients de la COVID-19 ayant quitté l'hôpital après



leur rétablissement. Lundi, aucun nouveau décès lié à la COVID-19 n'a été enregistré, le bilan total s'établissant à 5.226 morts.

Seuls 4% des Américains pouvant le faire ont reçu le nouveau vaccin de rappel bivalent

Les premières données montrent qu'un peu plus de onze millions d'Américains, soit environ 4% des personnes pouvant le faire, ont reçu le nouveau vaccin de rappel bivalent contre la COVID-19, selon le journal américain The Washington Post.

Malgré les prévisions d'une vague de COVID-19 à

l'automne et l'hiver prochains, laquelle pourrait infecter des millions de personnes et en tuer des dizaines de milliers, peu d'Américains ont reçu le nouveau vaccin de rappel, selon le journal.

Une analyse du Commonwealth Fund prévoyait qu'environ 90.000 décès dus au nouveau coronavirus

pourraient être évités à l'automne et l'hiver si davantage d'Américains recevaient une dose de rappel d'ici la fin de l'année.

Le retard des vaccinations de rappel est considéré comme l'une des principales causes du taux de mortalité élevé dû à la COVID-19 aux Etats-Unis pendant l'hiver dernier et du décès d'environ

400 Américains en moyenne par jour.

Selon les dernières données du Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC), en date du 6 octobre, environ 68% de la population américaine était entièrement vaccinée avec la série initiale, dont moins de la moitié a reçu une dose de rappel.

SANTÉ MENTALE
Le SG de l'ONU exhorte à en faire une priorité mondiale

Le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres a appelé lundi à faire de la santé mentale une priorité mondiale et demandé des actions pour promouvoir des soins de santé mentale universels de qualité.

Près d'un milliard de personnes vivent actuellement avec un problème de santé mentale, mais celle-ci reste l'un des aspects les plus négligés des soins de santé, a déclaré le chef de l'ONU, dans un message marquant la Journée mondiale de la santé mentale, célébrée chaque année le 10 octobre. "Certains pays n'ont que deux agents de santé mentale pour 100.000 habitants. Les répercussions sociales et économiques sont profondes", a-t-il indiqué, notant que l'anxiété et la dépression coûtaient à elles seules environ 1.000 milliards de dollars américains par an à l'économie mondiale.

M. Guterres a par ailleurs souligné la nécessité de renforcer la capacité des services de santé à offrir des soins de qualité à ceux qui en ont besoin, en particulier les jeunes.

Il faut s'attaquer à la stigmatisation et à la discrimination tout en éliminant les obstacles qui empêchent les gens de demander des soins et du soutien, a-t-il poursuivi.

Le chef de l'ONU a également souligné l'importance de prévenir les causes profondes des problèmes de santé mentale, notamment la violence et les abus, affirmant que les Nations Unies se sont engagées à travailler avec leurs partenaires pour promouvoir le bien-être mental.

L'OMS et l'UNICEF appellent à investir dans les services de santé mentale en Afrique

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont appelé lundi à davantage d'investissements dans les services de santé mentale en Afrique, où la pandémie de COVID-19 a révélé les lacunes qui existent en matière de soins de santé mentale.

Dans un communiqué conjoint publié dans la capitale kényane Nairobi à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, les deux agences des Nations Unies ont confirmé leur engagement à agir conjointement pour faire de la santé mentale une priorité.

Mohamed M. Fall, directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et australe, a déclaré que l'impact des violences ou des crises humanitaires ne se limitait pas aux conséquences économiques, notant que les blessures invisibles subies par les communautés devraient également être au cœur des interventions. "La détresse psychologique dans laquelle vivent des centaines de milliers d'enfants et de parents à travers le continent a un impact dramatique sur les individus et, par extension, sur le bien-être et le développement des sociétés", a souligné M. Fall.

Les deux agences onusiennes ont noté que les enfants et les adolescents étaient particulièrement vulnérables, ajoutant que l'Afrique comptait l'un des plus grands nombres d'enfants et d'adolescents au monde.

Elles ont également indiqué qu'au cours des 12 derniers mois, les familles et les communautés étaient sous une pression croissante en raison de l'impact des chocs climatiques, de l'inflation mondiale et des difficultés économiques.

L'Éthiopie, le Kenya et la Somalie sont confrontés à des sécheresses extrêmes, tandis que dans la région du Sahel, les groupes armés ont intensifié les exactions contre les communautés, ce qui entraîne des déplacements massifs, ont fait remarquer l'OMS et l'UNICEF.

Matshidiso Moeti, la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, a pour sa part déclaré que la santé mentale faisait partie intégrante d'une santé et d'un bien-être sains.

"Le plus grand défi aux services de santé mentale adéquats en Afrique est la faiblesse chronique des investissements des gouvernements."

Il est temps d'opérer un changement radical", a-t-elle conclu.

APB

Le Japon rouvre grand ses portes aux touristes après deux ans et demi sous clé

Le Japon a rouvert mardi ses portes aux touristes étrangers, levant entièrement les restrictions en place à ses frontières depuis près de deux ans et demi pour faire face à la pandémie de coronavirus.

Les visiteurs en provenance de 68 pays et territoires bénéficient de nouveau depuis mardi d'une exemption de visa pour les séjours touristiques au Japon, s'ils peuvent présenter une preuve de vaccination contre le Covid-19 ou un test négatif réalisé moins de trois jours avant le départ.

L'archipel, qui avait accueilli un nombre record de 31,9 millions de visiteurs étrangers en 2019, avait brusque-

ment verrouillé ses frontières au printemps 2020 au début de la pandémie.

En 2021, moins de 250.000 visiteurs étrangers avaient pu mettre le pied sur le sol nippon. Le gouvernement japonais avait entrouvert la porte aux touristes depuis juin, mais seulement dans le cadre de voyages organisés.

Ce dispositif avait été allégé début septembre pour autoriser les séjours individuels, mais toujours via une agence de voyages.

Les nouveaux arrivants devront s'adapter aux habitudes sanitaires encore très strictes au Japon, où le port du masque est systématique dans les transports et les commerces, et observé

par beaucoup y compris en extérieur.

Le gouvernement nippon a d'ailleurs approuvé vendredi un amendement législatif permettant aux hôtels de refuser les clients refusant de porter le masque ou de respecter les précautions sanitaires.

Le Japon table sur la baisse du yen, qui a perdu 25% de sa valeur face au dollar depuis le début de l'année, pour attirer les touristes et participer à la relance de son économie.

Les tarifs des billets d'avion peuvent cependant être dissuasifs, gonflés par la flambée des prix du carburant, les lourdes pertes subies par les compagnies aériennes depuis 2020.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ
Les troubles liés à la dépression dans le monde en hausse de 25 % depuis 2019

En à peine trois ans, l'isolement social, la peur de la maladie et de la mort, ainsi que les difficultés socioéconomiques associées à la pandémie de coronavirus (Covid-19) ont occasionné une hausse d'environ 25 % des troubles liés à la dépression et à l'anxiété à l'échelle mondiale, a révélé lundi, la

Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dre Matshidiso Moeti.

Dans un message à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, célébrée cette année, sous le thème "Faire de la santé mentale pour tous une priorité mondiale", Mme Moeti a rappelé qu'avant la pandémie, "on

estimait déjà à plus de 116 millions le nombre de personnes qui vivent avec des troubles mentaux dans la Région africaine".

Cette Journée, a-t-elle ajouté, "nous offre l'occasion de susciter un regain d'intérêt à l'égard des maladies mentales dont la charge ne cesse de s'accroître en

Afrique, principalement chez les enfants et les adolescents".

S'ajoutent, les taux de suicide qui "restent particulièrement préoccupants, tout comme l'augmentation exponentielle du taux de consommation et d'abus d'alcool chez les adolescents âgés de 13 ans".

CAMEROUN

Des cas de variole du singe signalés dans le Sud-Ouest

Le délégué régional de la santé publique de la région camerounaise du Sud-Ouest, Filbert Eko Eko a alerté lundi, dans une lettre circulaire, les unités sanitaires relevant de sa compétence de la présence de cas de variole du singe.

Se référant aux cas confirmés dans les districts sanitaires de Mbonge et de Kumba à la suite de tests de laboratoire effectués au Centre Pasteur du Cameroun le 8 octobre, il a invité ses collaborateurs à entreprendre une mobilisation générale pour une réponse urgente à la situation.

Le délégué régional n'a toutefois pas

précisé le nombre de cas enregistrés.

Début juillet, la variole du singe a été détectée dans le Sud-Ouest, ainsi que dans les régions du Centre et du Nord-Ouest du pays.

Le Cameroun est l'un des pays endémiques pour la variole du singe, a déclaré Linda Ezzo, sous-directrice de la lutte contre les épidémies et les pandémies au ministère camerounais de la Santé publique.

Elle a souligné que la prise en charge de cette maladie devait être efficace et gratuite dans les établissements de santé des

zones où des cas se produisent. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la variole du singe se transmet à l'homme par contact avec des personnes, des animaux ou des objets porteurs du virus.

Il s'agit d'une maladie virale dont les symptômes sont similaires à ceux observés chez les patients atteints de variole.

La variole du singe est rarement mortelle, avec un taux de mortalité d'environ 3 à 6 %, alors que la plupart des cas se résolvent d'eux-mêmes en deux à quatre semaines.

FIÈVRE : COMMENT TRAITER LA TEMPÉRATURE CHEZ L'ENFANT

Pour gérer au mieux la fièvre de votre enfant, il est essentiel de savoir avant tout comment prendre correctement sa température. Il faut savoir aussi à partir de quel moment il devient nécessaire de la faire baisser.

« Parmi toutes les méthodes de prise de température, aucune n'est parfaitement fiable », annonce d'emblée le Dr Razafi narivo-Schoreisz, pédiatre. La voie rectale est à éviter en raison du risque de lésion anale. Quant au thermomètre à infrarouge, il ne semble pas avoir fait ses preuves, tout comme le thermomètre auriculaire, car « pour être fiable, le capteur doit être bien orienté vers le tympan, or chez les petits, c'est très difficile, surtout s'il y a des bouchons de cérumen », explique la pédiatre. Au final, elle recommande la prise sous l'aisselle, bien sèche, le bras serré sur la poitrine. On ajoute 0,5 °C au résultat final (ou plus, selon le mode d'emploi du thermomètre).

À partir de quelle température traiter la fièvre ?

« On parle de fièvre au-delà de 38 °C, mais ce n'est qu'à partir de 38,5 °C qu'il est éventuellement utile d'entreprendre un traitement », rappelait l'Assaps en 2004, dans ses recommandations pour la prise en charge de la fièvre chez l'enfant. Ce traitement va moins viser à lutter contre la fièvre qu'à améliorer le confort de l'enfant car, comme le rappelle le Dr Razafi narivo-Schoreisz, « la fièvre n'est pas une maladie mais un mécanisme de défense du corps qui lutte contre une infection. La chaleur permet de casser les protéines des virus pour mieux les combattre. Idéalement, on devrait laisser l'enfant chauffer, mais ce n'est pas agréable pour lui ! Donc on traite la fièvre dès qu'il y a des signes de mauvaise tolérance ».

Les bons gestes

- On retire une couche de vêtement à son enfant (sans pour autant le dénuder).



- On maintient une température de 19-20 °C dans la pièce.
- On le fait boire régulièrement.
- Le bain n'est plus conseillé car il fait baisser trop vite la température et peut être très désagréable pour l'enfant déjà fébrile.

Quel médicament lui donner ?

Deux grandes familles d'antipyrétiques (médicaments contre la fièvre) ont une autorisation de mise sur le marché (AMM) pour l'enfant, mais ils ne sont pas utilisables de façon interchangeable :

- Le paracétamol est l'antipyrétique de première intention chez l'enfant.
 - Les anti-inflammatoires non stéroïdiens (buprôfène, aspirine) sont à éviter si l'enfant a une maladie du foie, des reins, s'il est déshydraté ou bien encore si l'on pense qu'il a la varicelle ou une maladie d'allure grippale (risque de syndrome de Reye, une atteinte très grave du foie et du cerveau).
- Sauf avis médical, ne pas alterner paracétamol et ibuprofène. Aucune étude n'a montré l'intérêt d'une alternance d'antipyrétiques. De plus, cela complique la recherche de l'allergène en cas de réaction

allergique.

On consulte si...

- Le bébé de moins de 3 mois a plus de 38 °C. Un bébé de moins de 3 mois n'est pas censé être malade car il bénéficie encore des anticorps de sa maman.
- La fièvre persiste plusieurs jours.
- L'enfant est abattu, irritable, il pleure beaucoup.
- D'autres symptômes accompagnent la fièvre : douleur à l'oreille, diarrhée, vomissements, mal de ventre, mal de tête.
- Il respire difficilement.

FIÈVRE : QUEL TYPE DE THERMOMÈTRE PRIVILÉGIÉ ?

Du modèle vintage à l'outil technologique dernier cri truffé d'informatique, l'éventail des thermomètres est de plus en plus large. Visite guidée.

La température, c'est mieux de la prendre où ?

En France, on a coutume de considérer que la mesure rectale est la référence. Sauf qu'elle est contraignante, peu hygiénique et « à retardement », car les variations visibles de la température sont celles qui ont eu lieu au moins un quart d'heure plus tôt. Pour une bonne évaluation, se mettre au calme sans bouger un moment avant de prendre sa température, éviter de boire ou de manger est nécessaire pour une bonne évaluation.

La bouche et les aisselles, on oublie ?

Idéalement, oui ! Pas précises, longues (jusqu'à 15 minutes sous les bras), ces mesures sont souvent faussées, ici par un mauvais positionnement du thermomètre, par l'ingestion de boissons chaudes, par la res-

piration, en encore parfois par une trop grande maigreur ou le contraire.

Les modes de mesure modernes, c'est mieux ?

- Dans l'oreille, si la sonde est bien positionnée et propre, la technique est simple. Cependant, un conduit auditif vraiment trop étroit peut fausser la mesure. Et en cas d'otite ou de bouchon de cérumen, on évite. - Au niveau du front, la détection pratique et rapide se réalise avec ou sans contact. Il faut respecter minutieusement le mode d'emploi du thermomètre, écarter les cheveux et essuyer le front s'il est en sueur.

Les équivalences des températures :

Pour 37 °C au niveau rectal, on obtient théoriquement :
 - 36,4 °C (-0,6°) au niveau buccal ;
 - 36,1 à 36,5 °C au niveau des aisselles (-0,5 à -0,9°) ;
 - 36,5 à 37 °C au niveau tympanique (0 à -0,5° C) ;
 - 36,7 à 36,8 °C au niveau temporal ou frontal (-0,2 °C à -0,3 °C).



LES BIENFAITS DU SOMMEIL PROFOND

Les personnes fatiguées qui rêvent d'une bonne nuit de sommeil ont besoin d'améliorer la qualité de leurs nuits en optimisant leur sommeil dit "profond". Cette phase est un moment crucial et bénéfique pour l'organisme. Découvrez ses bienfaits et comment mieux dormir.

L'épidémie de tuberculose inquiète l'OMS



La gravité de l'épidémie de tuberculose a été sous-estimée, estime l'OMS dans un nouveau rapport. L'organisation appelle les pays à multiplier leurs efforts pour venir à bout de la maladie. 10,4 millions de personnes ont contracté la tuberculose l'an dernier. Un chiffre inquiétant et révélateur de l'insuffisance des moyens mis à disposition de la lutte contre cette épidémie. Ce constat d'échec est fait par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans son Rapport 2016 sur la lutte contre la tuberculose dans le monde publié jeudi 13 octobre.

Principal élément du document, les pays doivent s'impliquer davantage dans la lutte contre cette maladie en particulier au niveau du dépistage et la déclaration des nouveaux cas, encore trop lacunaires selon l'Instance. "Nous sommes confrontés à une tâche ardue pour atteindre les objectifs mondiaux dans le domaine de la tuberculose", explique le Dr Margaret Chan, directrice générale de l'OMS. "Il faut amplifier massivement les actions, ou bien les pays continueront de rester à la traîne face à cette épidémie meurtrière et nous passerons à côté de ces objectifs ambitieux."

Des objectifs chiffrés jusqu'ici difficiles à relever

Selon les estimations de l'OMS, 1,8 million de personnes sont mortes de la tuberculose en 2015, dont 0,4 million étaient co-infectées par le VIH. "Bien que le nombre de décès par tuberculose au niveau mondial ait reculé de 22% entre 2000 et 2015, cette maladie représentait l'une des 10 premières causes de décès dans le monde en 2015, soit un nombre plus élevé que le VIH et le paludisme", pointe l'Organisation.

Les efforts pour réduire les cas de tuberculose doivent être poursuivis, insiste l'OMS. Alors que le taux de réduction des cas est actuellement de 1,2% (de 2014 à 2015), l'objectif est de le faire grimper à 4% à 5% d'ici à 2020. L'autre défi majeur à relever par la communauté internationale est de réduire de 90% le nombre de morts par tuberculose de 80% les infections d'ici à 2030.

Vous arrive-t-il souvent de vous réveiller avec l'impression de ne pas avoir fermé l'œil de la nuit ? Ce que vous jugez parfois comme une insomnie est lié en réalité, non pas à une durée trop courte, mais plutôt à un manque de sommeil dit "profond". Cette phase constitue la clé des nuits réparatrices. Les personnes qui souffrent de troubles de sommeil - et qui accusent le coup en terme de fatigue et d'humeur - ne plongeraient en fait pas suffisamment dans ce sommeil.

Pour bien comprendre, il convient de décortiquer le sommeil.

Quand vous vous endormez, vous entrez dans une phase de sommeil léger (stade 1 puis stade 2) suivi rapidement du sommeil lent profond (stades 3 et 4). Cette phase se caractérise au niveau cérébral par des ondes électriques très lentes. Elle s'accompagne de différents signes physiologiques : le corps se refroidit, les mouvements des yeux se raréfient, les muscles se relâchent complètement. Ses rythmes cardiaque et respiratoire se ralentissent. Au bout d'environ 90 minutes le sommeil paradoxal apparaît. Ces différents stades constituent le premier cycle de sommeil dans une nuit qui comporte en moyenne de 4 à 6 cycles, rappelle le réseau Morpheo. En résumé, la première moitié de la nuit est en principe composée d'un sommeil lent et profond, alors que la seconde moitié est faite d'alternance de sommeil léger et de sommeil paradoxal.

Le sommeil profond, une bouffée d'oxygène pour le cerveau et le corps

C'est pendant cette phase de

sommeil profond que le cerveau (qui ne se repose pas lui !) en profite pour vaquer à ses occupations noctambules. Rapide tour d'horizon :

-Pendant le sommeil profond, le cerveau restaure et stocke l'énergie pour le lendemain.

-Le cerveau fait "sa vidange" en quelque sorte : le liquide cébrospinal se charge d'évacuer les déchets métaboliques venant du cerveau.

-La mémoire se consolide : l'hippocampe et le cortex communiquent pour assurer le tri et le stockage des souvenirs.

-Le sommeil profond joue également un rôle dans la croissance. Il favorise la sécrétion hormonale, et notamment chez l'enfant, celle de l'hormone de croissance. C'est aussi pendant ce sommeil profond que s'opère le métabolisme du glucose, et donc la production énergétique.

-C'est aussi pendant cette phase de sommeil que se renforcent les défenses immunitaires de l'organisme. Un sommeil profond revêt donc toute son importance pour prévenir la fatigue et éviter des dérèglements de l'organisme. Il est établi scientifiquement par exemple que la quantité réduite de sommeil profond augmente le risque de maladies comme le diabète de type 2 ou l'obésité.

Si le sommeil profond diminue avec l'âge au profit d'un sommeil plus léger, il existe des solutions douces pour l'améliorer et retrouver un sommeil de qualité, parmi lesquelles la relaxation, le yoga, la méditation. L'activité physique aussi peut aider à dormir plus profondément.

Un exercice de sophrologie pour un sommeil profond et réparateur

La sophrologie fait partie de l'éventail des techniques anti-



stress qui aident. Voici un exercice pour s'endormir paisiblement proposé par la sophrologue Véronique Carrette.

Quand les pensées viennent et l'endormissement ne vient pas, plutôt que de ruminer dans votre lit, essayez ceci : après avoir ajusté votre position d'endormissement, concentrez-vous quelques instants sur votre respiration. Fermez les yeux. Desserrez votre mâchoire, relâchez les épaules, les

mais et les cuisses. Imaginez ensuite que votre corps devient lourd, comme si vous pouviez délicatement vous enfoncer dans le matelas... Comme dans un nuage. Et imaginez-vous allongée dans un endroit agréable. Contemplez le ciel. Observez les nuages, poussés par le vent. Ils défilent devant vous. Comme ses idées... Elles passent. Sans que vous cherchiez à les chasser. Elles passent, comme ces nuages passent dans le ciel.

QUELS SONT LES BESOIN EN SOMMEIL ?

Face au sommeil, nous ne sommes pas tous égaux. Si un adolescent n'a pas besoin de dormir autant qu'un nourrisson, il doit compter quelques heures de plus qu'un adulte ou un senior. À chaque tranche d'âge son temps de sommeil. Détails.

Pour être en forme toute la journée, rien de tel qu'une bonne nuit de sommeil. Mais combien de temps doit-on dormir précisément ?

À chaque âge son besoin de sommeil

Un panel de 18 spécialistes de la National Sleep Foundation, or-

ganisme américain visant à promouvoir l'éducation au sommeil, s'est penché sur 300 publications scientifiques pour émettre de nouvelles recommandations.

Les chercheurs se sont rendus compte que les besoins en sommeil varient au cours de la vie et ont scindés les âges en neuf catégories. À chaque tranche d'âge correspond un nombre d'heures de sommeil recommandé.

Ainsi, les nouveau-nés devraient dormir entre 14 à 17 h ; les nourrissons : 12 à 15 h ; les bébés : 11 à 14 h ; les jeunes enfants : 10 à 13 h ; les enfants : 9 à 11 h ; les adolescents : 8 à 10 h ; les jeunes

adultes : 7 à 9 h ; les adultes : 7 à 9 h et les seniors : 7 à 8 h.

Les scientifiques notent que le fait de dormir un peu plus ou un peu moins que ces recommandations pourrait représenter le symptôme d'un trouble. Toutefois, en matière de sommeil, il n'existe pas de normes.

Tenir un journal du sommeil et appréhender ses besoins

Chacun ressent des besoins différents selon ses habitudes. En effet, les adultes dorment en moyenne 8 heures par nuit mais

certaines se satisfont de 6 heures quand d'autres peuvent rester endormis pendant 9 ou 10 heures. Ces différences sont liées à des facteurs génétiques définissant notre chronotype (ou horloge interne).

Pour apprécier votre besoin de sommeil, vous pouvez tenir un journal lors d'une période sans contraintes (vacances, par exemple) ou lorsque vous travaillez. Le Réseau Morpheo propose de noter vos habitudes de sommeil pendant 3 semaines minimum. Essayez ! Vous saurez si votre besoin de sommeil est égal à vos habitudes réelles.

MAROC Complot d'espionnage marocain au consulat du Maroc à Madrid

Le Centre national de renseignement (CNI) espagnol a découvert, juste avant la pandémie de Covid-19, un complot d'espionnage marocain activant depuis le consulat du Maroc à Madrid, à la suite d'une enquête de plusieurs années sur un agent consulaire accusé d'avoir "collaboré" avec l'actuel chef des services de renseignement marocains en Espagne, rapportent lundi des médias espagnols.

Selon les médias, l'agent consulaire recruté par les services secrets marocains s'est vu refuser le mois dernier une demande d'obtention de la nationalité espagnole, mais à ce jour il n'a pas été expulsé d'Espagne.

La justice a rejeté, pour la première fois, l'octroi de la nationalité à ce fonctionnaire administratif du consulat du Maroc à Madrid et met directement en cause le chef des renseignements marocains en Espagne, qui opère depuis l'ambassade du Maroc à Madrid.

Le principal service secret espagnol affirme avoir "la certitude de l'étroite collaboration de 'Don Gabriel' (pseudonyme donné à cet agent pour ne pas dévoiler son nom), depuis son arrivée en 2016, au consulat du Maroc à Madrid en tant qu'agent local, avec l'actuel chef des services de renseignement marocains en Espagne".

Les juges donnent pleine validité au rapport du renseignement espagnol.

Il ne s'agit pas d'une compilation de "simples suppositions sur la personne concernée".

Les données qu'il fournit sont "suffisamment explicites et concrètes", souligne la sentence, qui met en principe un terme à 12



ans de procédures, par "Don Gabriel", pour devenir Espagnol.

Le CNI, selon le jugement, a commencé à enquêter sur lui en 2011, un an après qu'il ait commencé à travailler comme interprète au consulat du Maroc à Séville, bien avant qu'il ne soit envoyé à Madrid en 2016. Lire aussi: Affaire Pegasus: un an après, le logiciel continue d'être utilisé au Maroc Les chambres contentieuses-administratives de la Haute Cour nationale rejettent, avec une certaine fréquence, l'octroi de la nationalité espagnole aux immigrés marocains installés en Espagne sur la base de rapports du CNI qui invoquent des raisons de "sécurité nationale", sans entrer dans les détails. "Cette mention n'est générale-

ment pas en relation avec des liens présumés avec des organisations terroristes, mais avec les services secrets marocains opérant en Espagne", expliquent les médias, rappelant un cas similaire enregistré à Las Palmas où "Fabio", un homme d'affaires marocain basé dans l'archipel, s'est vu refuser sa demande d'obtention de la nationalité espagnole pour avoir entretenu, entre 2008 et 2016, "une relation de pleine collaboration avec le renseignement étranger marocain".

Jusqu'à présent, seule l'expulsion d'un espion marocain d'Espagne, Noureddin Ziari, est enregistrée en mai 2013, à la demande du général Félix Sanz Roldán, alors directeur du CNI. Basé à Barcelone, Ziari avait fondé

l'Union des centres culturels islamiques de Catalogne, financée par le ministre marocain de l'Immigration.

En Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique, les expulsions et même les procès de collaborateurs des services secrets marocains sont souvent rendus publics. Le dernier cas connu remonte à juillet 2018, celui d'une femme, Kaoutar Fal, au sujet de laquelle la Sûreté de l'Etat belge a déclaré dans un communiqué avoir été expulsée "pour ses activités d'ingérence et d'espionnage pour le compte de services de renseignement étrangers". "Kaoutar Fal et ses organisations s'impliquent énergiquement dans des activités d'ingérence au nom du Maroc", précisait le texte.

NIGERIA

Des bâtiments officiels incendiés par des inconnus

Des incendiaires ont mis le feu lundi à plusieurs bâtiments d'un exécutif local dans l'Etat nigérian d'Ebonyi (sud), a annoncé la police locale.

Les assaillants, déchainés, ont ainsi incendié une partie du siège

du gouvernement local d'Esza-Nord, a précisé lundi soir Chris Anyanwu, porte-parole de la police d'Ebonyi.

Selon lui, aucune perte humaine n'a été enregistrée au cours de l'attaque et aucune arrestation n'a été effectuée jusqu'à présent. Une en-

quête a été ouverte sur cet incident afin d'en identifier les auteurs, a-t-il ajouté. Ces derniers mois, le pays le plus peuplé d'Afrique a été le théâtre d'une série d'attaques armées, notamment contre des sites gouvernementaux.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le gouvernement opte pour la voie diplomatique pour récupérer les zones occupées par les rebelles du M23

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a opté pour la voie diplomatique pour récupérer les zones sous occupation des rebelles du Mouvement du 23 Mars (M23) dans la province du Nord-Kivu, dans le nord-est du pays, a déclaré lundi Patrick Muyaya, porte-parole du gouvernement au cours d'une conférence de presse hebdomadaire à Kinshasa. La voie diplomatique tracée par les autorités de la RDC, dont le président Félix Tshisekedi, va permettre à éviter des victimes supplémentaires dans la situation actuelle qui a déjà

causé des dommages collatéraux dans cette partie du pays, a expliqué Patrick Muyaya. L'accalmie observée actuellement est le résultat du cessez-le-feu créé récemment par les chefs d'Etat des pays de la région pour permettre aux forces régionales de se déployer afin de mettre en application les résolutions sur la neutralisation des forces rebelles dans la région du nord-est du pays, a fait remarquer le porte-parole. A cette occasion, M. Muyaya a annoncé la reprise dans quelques jours à Nairobi, la capitale du Kenya, du dialogue engagé précédemment entre les

groupes armés actifs dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, sous l'égide de l'ancien président kényan Uhuru Kenyatta. Les représentants des membres du dialogue vont bientôt se retrouver à Nairobi sous la coordination de Paul Tshibangu. L'envoyé spécial du président Félix Tshisekedi pour le compte de la RDC dans les pourparlers qui "concernent exclusivement les groupes armés locaux", a indiqué M. Muyaya. La branche armée des rebelles du M23 qui occupe la cité de Bunagana a été exclue à la demande de l'autorité de la RDC chargée du dia-

logue à Nairobi. En vertu de l'accord de paix de 2013 entre Kinshasa et le M23, des amnisties générales ont été accordées à ceux qui avaient renoncé à la rébellion, tout en n'étant pas inculpés de crimes de guerre. Depuis le mois de mai 2022, les rebelles du M23 occupent plusieurs villages, dont Bunagana. En dépit des appels et demandes des chefs d'Etat des pays de la région pour libérer les zones occupées, les rebelles du M23 ne sont pas partis et continuent à demander aux autorités de la RDC de respecter les accords signés entre eux et le gouvernement central.

TCHAD

Démission du premier ministre de transition

Le premier ministre du Tchad a démissionné mardi, au lendemain de l'annonce par le général Mahamat Idriss Déby Itno, prolongé deux ans comme président d'une période de "transition", de la nomination prochaine d'un "gouvernement d'union nationale", a annoncé la présidence.

"Albert Pahimi Padacké a présenté sa démission et celle de son gouvernement lors d'une audience avec le chef de l'Etat, qui les a acceptées", selon un communiqué de la présidence. Il avait été nommé il y a 18 mois par Mahamat Déby.

Lundi, ce dernier a été investi président, pour une nouvelle période de deux ans de transition vers des "élections libres et démocratiques", qu'il avait promises il y a 18 mois.

Dans son discours d'investiture lundi, Mahamat Idriss Déby Itno, 38 ans, a promis un "gouvernement d'union nationale" dans les "tout prochains jours" et de tout faire pour un "retour à l'ordre constitutionnel" et du "pouvoir aux civils" à l'issue de la transition.

La prolongation de cette période a été adoptée le 1er octobre par un "Dialogue de réconciliation nationale".

La démission de M. Padacké est donc logique avant l'avènement annoncé d'un gouvernement "d'union nationale", que Mahamat Idriss Déby Itno va nommer, comme il va nommer ensuite 94 membres du Conseil National de Transition (CNT), le Parlement de transition, en plus des 94 qu'il avait déjà nommés il y a un peu plus d'un an.

BÉNIN

Les électeurs appelés aux urnes pour des élections législatives le 8 janvier 2023

Les électeurs béninois seront aux urnes le 8 janvier 2023 afin d'élire les 109 députés de la neuvième législature du pays depuis l'avènement du renouveau démocratique de février 1990, a déclaré lundi à Cotonou, Sacca Lafia, président de la commission électorale nationale autonome (CENA), organe en charge de l'organisation des consultations électorales au Bénin.

En confirmant cette date pour le prochain scrutin législatif dans le calendrier électoral, le président de la CENA a appelé les partis politiques désireux de prendre part à cette consultation électorale à déclarer leurs candidatures au cours de la période allant du 28 octobre au 2 novembre 2022. De même, a-t-il poursuivi, la publication de la liste des partis politiques ayant déposé leurs déclarations de candidatures à l'élection des membres de l'Assemblée nationale aura lieu le 3 novembre 2022.

D'après cette même feuille de route électorale, la campagne électorale qui va durer 15 jours sera ouverte le 23 décembre 2022 pour prendre fin le 6 janvier 2023. Ainsi, après cette étape de la campagne électorale, le scrutin pour le renouvellement des membres de l'Assemblée nationale du Bénin va se tenir le dimanche 8 janvier 2023 et sera suivie de la publication des résultats provisoires, prévue pour le 11 janvier.

UGANDA-SOMALIE

Le président ougandais promet davantage de soutien militaire à la Somalie

Le président ougandais, Yoweri Museveni, a promis de fournir davantage d'équipements militaires à la Somalie pour l'aider à combattre les éléments du groupe terroriste shebab, selon un communiqué publié lundi par le Palais d'Etat à Kampala.

La région d'Afrique de l'Est peut œuvrer à la fourniture d'équipements à la Somalie, toutefois ce pays doit avoir un plan pour constituer une armée nationale, a déclaré M. Museveni. "Le peuple doit constituer son armée pour se défendre", a déclaré M. Museveni, lors de sa rencontre avec le président somalien Hassan Sheikh Mohamoud, en visite en Ouganda pour commémorer le 60e anniversaire de l'indépendance de ce pays.

M. Mohamoud a pour sa part remercié M. Museveni pour les troupes qu'il a envoyées pour contribuer à une force de maintien de la paix plus importante actuellement déployée dans le cadre de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS). L'Ouganda compte plus de 6.000 soldats déployés dans le cadre de l'ATMIS. L'armée somalienne a réalisé de grandes avancées pour promouvoir la sécurité, a déclaré M. Mohamoud, qui s'est dit confiant dans la perspective d'une victoire totale de son gouvernement sur les terroristes shebab dans les six prochains mois.

ONU Le HCR menace de réduire ses programmes face à la pénurie de fonds

Le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés a affirmé lundi que son organisation risque de devoir réduire drastiquement ses programmes face à la pénurie de fonds.

S'exprimant au début de la réunion annuelle du comité exécutif du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) à Genève, Filippo Grandi a fait part de son inquiétude quant à la situation financière de l'agence, alors que le nombre de personnes déplacées de force dans le monde a pour la première fois dépassé la barre des 100 millions cette année.

Il a souligné que le conflit en cours en Ukraine a mis l'organisation - déjà très sollicitée auparavant - sous pression et a appelé "tous les donateurs" à être plus généreux.

"Si nous ne recevons pas au moins 700 millions de dollars supplémentaires (...) d'ici la fin de l'année, nous serons contraints de procéder à des coupes sévères avec des conséquences négatives et parfois dramatiques pour les réfugiés et les communautés d'accueil", a-t-il averti.

L'organisation manque ainsi cruellement de fonds pour répondre aux graves crises de réfugiés provoquées par des conflits ou troubles en Afghanistan, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et dans la région du Sahel.

Les fonds destinés à aider les millions de réfugiés syriens qui se trouvent dans les pays voisins de la Syrie sont "au plus bas niveau jamais atteint", a-t-il également averti.

Ces dernières années, le HCR est parvenu à augmenter les fonds qu'il recueille auprès de sources privées, qui sont passés de 421 millions de dollars en 2019 à plus d'un milliard de dollars cette année.

Mais il a souligné qu'en tant qu'agence des Nations unies créée par les Etats membres, "nous ne pouvons pas dépendre de la seule bonne volonté des particuliers ou des entreprises".



LIBAN Le président libanais espère parvenir à un accord de démarcation avec l'Entité sioniste dans les prochains jours

Le président libanais Michel Aoun a déclaré lundi qu'il espérait voir dans les prochains jours la conclusion d'un accord avec l'Entité sioniste sur la démarcation des frontières.

Dans un communiqué publié par la présidence libanaise, M. Aoun a déclaré qu'il "espère

achever tous les dispositifs relatifs à la démarcation des frontières maritimes méridionales dans les prochains jours, suite aux bons progrès réalisés dans les négociations indirectes menées par le médiateur américain, Amos Hochstein, et à la réduction des divergences entre les deux parties". Parvenir à un accord sur la démarcation des frontières maritimes permettra l'exploration du pétrole et du gaz dans les gisements libanais situés dans la zone économique exclusive, ce qui permettra de générer une nouvelle impulsion pour le processus de relance économique", indique ce communiqué. M. Hochstein a maintenu des contacts avec le Liban et l'Entité sioniste au cours des mois écoulés, dans l'espoir de régler leurs divergences sur les frontières maritimes. Les négociations sur la démarcation des frontières maritimes entre les deux parties ont été lancées en 2020 sous l'égide des Nations unies et sous médiation américaine avant d'être interrompues en mai 2021 en raison de divergences entre les deux parties sur la zone contestée.

UNION EUROPÉENNE L'ambassadeur du Nicaragua déclaré "persona non grata"

L'Union européenne a déclaré lundi l'ambassadeur du Nicaragua à Bruxelles "persona non grata" en réponse à l'expulsion de son ambassadrice à Managua, a annoncé le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell.

"Le Conseil (l'instance des Etats de l'UE) a convenu ce jour que le chef de la mission de la République du Nicaragua auprès de l'Union européenne sera déclaré persona non grata", a-t-il précisé dans un communiqué. "Il s'agit d'une réponse réciproque à la décision du gouvernement nicaraguayen du 28 septembre de déclarer le chef de la délégation de l'UE au Nicaragua persona non grata. L'UE considère que la décision nicaraguayenne est injustifiée", a-t-il ajouté.

Josep Borrell avait annoncé une "réponse ferme" de l'UE à la décision du Nicaragua d'expulser son ambassadrice à Managua. "L'UE regrette profondément et rejette cette décision injustifiée et unilatérale", avait-t-il affirmé au lendemain de l'expulsion de l'ambassadrice Bettina Muscheidt. "L'UE regrette également profondément la décision unilatérale disproportionnée et injustifiée prise vendredi par le gouvernement nicaraguayen de rompre les relations diplomatiques avec le royaume des Pays-Bas", avait-il ajouté. "Ces actions hostiles et injustifiées affecteront non seulement les relations bilatérales entre le Nicaragua et l'UE et ses Etats membres, mais conduiront également à un isolement international accru du Nicaragua", avait-il averti.

HAÏTI Des milliers de manifestants dans les rues contre l'appel à l'aide étrangère

Des milliers de Haïtiens ont manifesté lundi à Port-au-Prince pour protester contre le gouvernement et son appel à l'aide étrangère afin de faire face à l'insécurité endémique, à la crise humanitaire et à une épidémie naissante de choléra. Au lendemain d'un appel du chef de l'ONU au déploiement d'une force armée internationale en Haïti pour aider un pays "paralysé", la manifestation dans la capitale a été émaillée lundi de violences, de scènes de pillages et la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser la foule, ont rapporté des médias. Plusieurs personnes ont été blessées par balle et une personne a été tuée, a également constaté le correspondant de l'AFP. Les organisateurs ont accusé la police d'être à l'origine de ce décès.

"Cette jeune fille ne représentait aucune menace. Elle a été tuée en exprimant son désir de vivre dans la dignité", a déclaré un manifestant quadragénaire qui a souhaité conserver l'anonymat. "Les Etats-Unis et le Canada font de l'ingérence dans les affaires internes de Haïti", a dénoncé un autre manifestant. "Nous avons certes besoin d'aide pour développer notre pays. Mais nous n'avons pas besoin de botte. De plus, ce gouvernement n'a pas de légitimité pour demander une assistance militaire. Nous nous opposons à cette option", a-t-il ajouté. Haïti est le théâtre depuis plusieurs semaines de manifestations vio-

lentes et de pillages, après l'annonce par le Premier ministre Ariel Henry d'une hausse des prix des carburants.

Des manifestations appelant à sa démission, et qui s'opposent désormais à son appel à l'aide internationale, ont également lieu dans d'autres villes du pays.

Le gouvernement haïtien a officialisé vendredi sa demande à la communauté internationale pour une "force spécialisée armée" afin de "stopper, sur toute l'étendue du territoire, la crise humanitaire" provoquée par l'action des gangs, qui gangrènent le pays. Dimanche, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a exhorté la communauté internationale (...) à examiner en urgence cette demande. Il a

PAKISTAN Le chauffeur d'un bus scolaire tué, un élève blessé dans une attaque

Un chauffeur a été tué et un élève grièvement blessé lundi dans l'attaque d'un bus scolaire dans le district de Swat, dans le nord du Pakistan, selon la police. "L'agresseur a réussi à fuir et des opérations de recherche ont été lancées", a expliqué l'officier de police Ali Badshah. Il a précisé que l'élève blessé avait entre 10 et 11 ans. Les habitants de la ville de Mingora, où l'attaque s'est déroulée, craignent qu'elle ait été perpétrée par les talibans pakistanais, même si ces derniers ont nié toute responsabilité.

MEXIQUE-USA Nouvelle plainte du Mexique contre l'industrie des armes aux Etats-Unis

Le Mexique a déposé lundi devant la justice américaine une nouvelle plainte contre l'industrie des armes aux Etats-Unis, que le gouvernement mexicain accuse d'alimenter la violence des narco-trafiquants sur son territoire. Déposée devant un tribunal d'Arizona, cette deuxième plainte vise cinq entreprises d'armement installées dans cet état frontalier du Mexique, a indiqué le ministre des Affaires étrangères Marcelo Ebrard. Ces entreprises ont vendu "ces dernières années" des armes liées à des "délits très graves", d'après M. Ebrard. Au total 60% des armes saisies au Mexique ont été achetées dans une dizaine de comtés américains, pour la plupart le long de la frontière, d'après le ministre. "Si les Etats-Unis nous demandent de les aider (...) et de travailler ensemble contre le fentanyl (ndlr: un opiacé à l'origine d'overdoses en masse aux Etats-Unis) (...) nous voulons nous aussi qu'ils nous aident en réduisant ce flux d'armes qui nous fait beaucoup de mal", a plaidé M. Ebrard. La plainte s'appuie sur une nouvelle loi américaine pénalisant des préteurs qui achètent des armes pour un tiers, avait indiqué le ministre la semaine dernière devant le Sénat. Un juge fédéral du Massachusetts a rejeté le 30 septembre une première plainte du Mexique accusant les principaux fabricants d'armes américains d'encourager la violence des narcotrafiquants mexicains. En août 2021, le Mexique avait intenté cette action en justice sans précédent contre neuf fabricants américains dont Smith & Wesson, Beretta, Colt, Glock, Century Arms, Ruger et Barrett. Mexico a annoncé son intention de faire appel. Quelque 340.000 personnes sont décédées de mort violente depuis 2006 au Mexique, quand le gouvernement a déployé l'armée pour combattre les cartels de la drogue.

ARGENTINE Remaniement ministériel : trois femmes intègrent le gouvernement

Le président argentin Alberto Fernandez a procédé, lundi, à un remaniement de son gouvernement en intégrant trois femmes qui prennent en charge trois départements stratégiques : Travail, Développement social et Femme/Diversité.

Les trois nouveaux membres de l'exécutif remplacent trois ministres qui ont démissionné récemment de leurs postes pour des raisons diverses.

Toutefois, la démission qui a été largement commentée est celle de la ministre sortante de la femme, Elizabeth Gomez Alcorta, qui a claqué la porte du gouvernement en protestation contre l'arrestation et l'emprisonnement de femmes indigènes dans le sud du pays.

Ainsi, au ministère du développement social qui pilote les très importantes subventions sociales, le chef de l'Etat a nommé la députée Victoria Tolosa Paz (49 ans), en remplacement de Juan Zabaleta.

Ayelén Mazzina (32 ans) a été nommée au ministère de la Femme, du Genre et de la Diversité et Kelly Olmos (70 ans) prendra en charge le ministère du Travail, en remplacement de Claudio Moroni. Un communiqué de la présidence a souligné l'arrivée d'un seul coup de trois femmes au gouvernement, tout en notant leur "vaste expérience" dans leurs domaines respectifs.

Avant ce remaniement, le président Fernandez a été souvent critiqué pour la faible présence des femmes au sein de son gouvernement.

CINÉMA Conférence à Alger sur le cinéma algérien et les principaux défis rencontrés

Une conférence sur le cinéma algérien a été organisée, lundi à Alger, avec la participation de plusieurs jeunes chercheurs qui ont présenté des communications sur l'histoire du 7e Art en Algérie et les principaux défis auxquels il fait face aujourd'hui à l'image de la récupération, la restauration et la numérisation des archives.

Organisée en présence du conseiller du président de la République chargé de la culture et de l'audiovisuel, Ahmed Rachedi et de plusieurs réalisateurs cinématographiques, cette conférence vise à "ouvrir les perspectives de coopération entre le monde de la recherche académique dans le cinéma et la créativité cinématographique", tout en insistant sur "l'importance de la théorie et de la recherche académique dans cet art", a déclaré le chercheur Fayçal Sahbi. Intitulée: "Cinéma algérien, regards croisés", la conférence a été ouverte par une communication présentée par le chercheur spécialisé dans les archives du cinéma algérien, Nabil Djedouani, sur "la nécessité de récupérer le patrimoine cinématographique algérien se trouvant dans plusieurs pays tels que la France et l'Italie pour sa restauration, sa numérisation et sa valorisation". Activant dans la collecte du patrimoine du



cinéma algérien, le chercheur Djedouani a lancé en 2012 un projet sur Facebook intitulé "Archives numériques du cinéma algérien", qui compte plusieurs documents d'archives, entre autres des films, des vidéos, des revues, des photographies et des affiches, avec l'objectif de faire connaître et promouvoir le cinéma algérien. La chercheuse

académicienne spécialisée dans le cinéma algérien, Manel Zeghar a, quant à elle, présenté une communication intitulée "les nouvelles attentes du cinéma et du public en Algérie durant le 21e siècle", par laquelle elle a évoqué plusieurs problématiques posées dans la recherche scientifique dans le domaine du cinéma. L'acadé-

micien Zine Abdelhak de l'Université d'Oran 2 a abordé le thème des festivals de films cinématographiques en Algérie, avec la présentation d'un aperçu sur les différentes structures et les établissements ainsi que les cadres juridiques régissant la production des films en Algérie et les festivals nationaux et internationaux.

ADRAR Les contributions des Oulémas algériens dans le raffermissement des relations avec l'Afrique soulignées



Les contributions scientifiques des Oulémas algériens au rayonnement de la civilisation et la consolidation des relations de l'Algérie avec les pays africains ont été mises en valeur par les participants à une rencontre ouverte lundi à Adrar dans le cadre de la 11ème édition du colloque du Mawlid Ennabaoui Echarif. Au cours de cette rencontre, organisée par l'école coranique "Malek Ben Anes" du défunt cheikh Moulay Touhami Ghitaouihi, les intervenants, Choyoukh et universitaires, ont mis en avant le rôle d'éminentes personnalités et Oulémas algériens, de la région de Touat (Adrar) notamment, dans le raffermissement des rapports algéro-africains depuis très longtemps. L'universitaire Abderrahmane Ba-Othmane, de l'université d'Adrar, a

évoqué les efforts fournis par l'érudit Abderrahmane Tenilleni, qui avait pris, en compagnie de son cheikh Omar Ben-Mustapha Reggadi, son bâton de pèlerin, en quête de la Science et du Savoir, vers de multiples destinations, dont les régions du Nord du Mali, à savoir Tombouctou, Araouane et Taoudenni. Du son côté, l'intervenant Mohamed Belhoutia, de la même institution universitaire, a évoqué les efforts des Oulémas et Choyoukh des zaouïas Tidjanja, El-Kadiria et Cheikhya, dans le renforcement des relations algéro-africaines à la faveur du déploiement de leurs adeptes au Sahel et l'Afrique profonde. Pour sa part, l'universitaire Mohamed Abid (Béchar) a, dans son intervention, mis l'accent sur la nécessaire exploitation des nouvelles technologies dans l'écri-

ture et l'archivage des œuvres des anciennes éminentes personnalités et la concrétisation de leurs œuvres culturelles et artistiques pour servir de références et témoigner du rayonnement des Oulémas et hommes de Sciences et des Lettres algériens. Le confèrencier, Mohamed Debbagh (université d'Adrar), a indiqué que "l'écriture d'autobiographies par les Oulémas algériens a largement contribué à la valorisation de leurs efforts et servi de références pour de nombreux chercheurs et historiens". Les participants à la rencontre ont appelé, à cette occasion, à approfondir les recherches dans les œuvres et traces des Oulémas algériens, à l'instar de cheikh Abdelkrim El-Maghili, dans la consolidation des rapports socio-économiques algéro-africains. La création d'une chaîne de télévision dédiée aux affaires africaines, notamment la vulgarisation des échanges multisectoriels, pour consolider davantage les bases des relations séculaires jetées par les Oulémas algériens, a été vivement recommandée par les participants à cette rencontre. Le cheikh de l'école coranique Malek Ben Anes, relevant de la zaouïa Moulay Mohamed El-Mehdi Ghitaoui, fils du défunt cheikh Moulay Touhami Ghitaoui, a souligné que le choix du thème de cette édition du colloque du Mawlid Ennabaoui vise la valorisation des missions et efforts des Oulémas d'Algérie et de la région du Touat, des caravanes commerciales, dans la propagation des valeurs sublimes et des préceptes de l'Islam ayant contribué effectivement à l'ancrage et le raffermissement des relations algéro-africaines.

ALGÉRIE- RÉPUBLIQUE DE CORÉE La Semaine culturelle coréenne s'ouvre à Alger

La Semaine culturelle coréenne 2022 s'est ouverte, lundi à Alger, par l'inauguration d'une exposition mixte d'œuvres calligraphiques d'artistes coréens et algériens, conjointement organisée par l'Ambassade de la République de Corée et l'association d'Amitié algéro-coréenne. Prévue jusqu'au 20 octobre à Alger, la Semaine culturelle coréenne a été inaugurée par l'Ambassadeur de la République de Corée, Sem Kim Chang-mo, à la Galerie Mohamed-Racim d'Alger, en présence des représentants de différentes missions diplomatiques accréditées à Alger et de l'écrivain et président de l'association d'Amitié algéro-coréenne, Mohamed Magani, invités au vernissage de cette exposition visible jusqu'au 13 octobre.

Six artistes coréens, Kwon Younggyo, Sin Seungwan, Lee YouJin, Shin Dong Wook, Choi Jaegyo et Heo Wook, ainsi que trois algériens, Rédha Khouane, Abdelkrim Khacef et Khaled Sebaa animent cette exposition qui établit "des passerelles d'échanges" entre le "Hangeul" (système d'écriture coréen) dont la Journée est célébrée le 9 octobre de chaque année, et de la calligraphie arabe. "Avec la coopération de l'association d'amitié Corée-Algérie, cette exposition a également pour but de promouvoir les échanges culturels entre nos deux pays" a déclaré l'ambassadeur de Corée en Algérie, ajoutant: "J'espère que l'exposition pourra permettre à nos deux peuples de se comprendre et se rapprocher davantage". Par ailleurs, la Semaine culturelle coréenne 2022, prévoit également, le 17 octobre au palais de la Culture Moufidi-Zakaria, une cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours de la langue coréenne, placé sous le thème: "Qu'est ce que la Corée ou la langue coréenne évoquent pour moi?".

Les douze meilleurs candidats ayant participé au concours présenteront oralement leurs textes et les gagnants seront sélectionnés suite à l'évaluation des membres du jury sur la base de l'originalité et le mode de présentation, la maîtrise de la grammaire et de la prononciation.

Côté cinéma, et dans le cadre des activités du groupe de coopération "MIKTA", réunissant, entre autre, le Mexique, l'Indonésie, la République de Corée et la République de Turquie, l'Ambassade de la République de Corée devrait projeter, le 19 octobre à la salle Ibn-Khaldoun à Alger, le film "Escape from Mogadishu". Une démonstration culinaire est également au programme de la manifestation, pour faire découvrir au public les saveurs de la Corée.

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU Conférence internationale sur les droits linguistiques le 17 octobre

Une conférence internationale de l'Académie internationale de droit linguistique sera organisée les 17, 18 et 19 du mois d'octobre en cours à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), a-t-on appris lundi de son premier responsable, le Professeur Ahmed Bouda.

La conférence, 17ème du genre, sera organisée en collaboration et en présence d'un représentant, de l'Académie internationale de droit linguistique basée au Canada, et de l'Institut de Linguistique appliquée de l'Université d'Adam Mickiewicz de Poznan en Pologne.

La rencontre est "une invitation à réfléchir sur la façon dont la langue contribue à l'identité linguistique mais aussi à l'identité discursive, lesquelles pourraient favoriser la reconnaissance de la diversité culturelle et de la cohésion sociale", souligne un communiqué de l'UMMTO. Le communiqué explique que "l'identité linguistique ne doit pas être confondue avec l'identité discursive puisque ce n'est pas la langue qui témoigne des spécificités culturelles, mais le discours".

Aussi, précise le document, elle intervient, dans le même esprit et contexte de la décennie internationale des langues autochtones (2022-2032) de l'UNESCO qui s'est engagée à placer le multilinguisme au cœur des sociétés.

Dans un appel à communication lancé en mai dernier, il est indiqué que plusieurs thèmes relatifs à cette problématique seront abordés lors de cette rencontre.

Il s'agit, entre autres, du droit des langues et droits linguistiques, du droit à la langue, son enseignement et son usage, des majorités et minorités linguistiques, de l'aménagement linguistique et politiques linguistiques ainsi que de l'analyse du discours juridique portant sur les droits linguistiques et les statuts des langues.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Algérie Télécom lance une plateforme de visioconférence sur son offre "Zoom"

Algérie Télécom a annoncé le lancement, à partir de ce lundi, d'une nouvelle promotion, sur son offre "Zoom", une plateforme de visioconférence et de collaboration.

Cette promotion qui s'étalera sur 30 jours, est destinée aux enseignants et professeurs qui pourront souscrire à un abonnement annuel avec seulement 25000 DA/an au lieu de 31000, précise l'entreprise qui invite les concernés à se présenter au niveau de l'agence commerciale la plus proche munis d'une pièce justifiant la fonction.

A travers cette plateforme de communication et de collaboration, Algérie Télécom offre la possibilité aux corps enseignants de recourir à une plateforme performante et sécurisée tout en étant simple à utiliser afin de leur faciliter leur travail.



BRÉSIL

Des scientifiques atteignent le plus grand arbre de l'Amazonie

Après trois ans de planification, cinq expéditions et une randonnée de deux semaines dans la jungle, une équipe de scientifiques a atteint le plus grand arbre jamais découvert dans la forêt amazonienne, un spécimen imposant de la taille d'un immeuble de 25 étages.

L'arbre géant, dont la cime dépasse la canopée dans la réserve naturelle de la rivière Iratapuru, dans le nord du Brésil, est un dinizia excelsa de 88,5 mètres de haut et 9,9 mètres de diamètre.

Les chercheurs l'ont repéré pour la première fois sur des images satellites en 2019 et une équipe de chercheurs, d'écologistes

et de guides locaux a tenté de l'atteindre la même année. Mais après un trek de dix jours sur un terrain difficile, épuisés, avec peu de provisions et un membre de l'équipe tombé malade, ils ont dû rebrousser chemin.

Trois autres expéditions dans la région isolée de la vallée de Jari, située à la frontière entre les Etats d'Amapa et de Para, ont permis d'atteindre plusieurs autres arbres géants, dont le plus grand arbre à noix du Brésil jamais répertorié en Amazonie, haut de 66 mètres.

Mais l'énorme dinizia exce Isa est resté inatteignable jusqu'à l'expédition du 12 au 25 septembre, au cours de laquelle les chercheurs ont parcouru 250 km en bateau et plus de 20 km à pied à travers la jungle montagneuse pour l'atteindre.

Un des 19 membres de l'expédition a été mordu par ce que le médecin de l'équipe pense être une araignée venimeuse. Mais cela en valait la peine, affirme l'ingénieur forestier Diego Armando Silva de l'université fédérale d'Amapa. "C'était l'une des plus belles choses que j'ai jamais vues.

Tout simplement divin", a déclaré M. Silva cité par l'AFP. Le groupe a prélevé des échantillons qui seront analysés pour connaître notamment l'âge de l'arbre (au moins 400 à 600 ans, selon M. Silva) et la

quantité de carbone qu'il stocke. Les arbres géants de cette zone pèsent jusqu'à 400.000 tonnes, dont la moitié environ est constituée de carbone absorbé dans l'atmosphère, selon M. Silva. Malgré leur éloignement, ces géants sont pourtant menacés.

Le bois de dinizia excelsa est prisé par les bûcherons, et la réserve est envahie par les orpailleurs illégaux, explique Jakeline Pereira, de l'ONG Imazon, qui a participé à l'expédition. Au cours des trois dernières années, la déforestation annuelle moyenne en Amazonie brésilienne a augmenté de 75% par rapport à la décennie précédente.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 WILAYA D'OULED DJELLAL
 DAÏRA DE SIDI KHALED
 COMMUNE DE RAS EL MIAD
 N° D'IDENTIFICATION FISCALE DE LA COMMUNE : 098407065073716

Avis d'attribution provisoire des marchés

Conformément aux dispositions de l'article 65 l'alinéa 02 du décret présidentiel N°247/2015 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire de la commune de Ras El Miad informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°03/ relatif au : **Projet :**

L'opération : Réalisation, suivi, électrification et équipement d'un forage à Oum Lougrad
Le projet : Réalisation, électrification et équipement d'un forage à Oum Lougrad

Et publié aux quotidiens : **- El Moustakbel El Magharebi en date du : 10/03/2022**
- DK news en date du 10/03/2022

Après évaluation des offres techniques et financières, le projet est attribué provisoirement aux entreprises citées ci-après :

Intitulé	Désignation de l'entrepreneur	Numéro fiscale de l'entreprise	Montant après correction avec tous les frais	Délais	Observation
Réalisation, électrification et équipement d'un forage à Oum Lougrad	Bdirina Mostefa Ras El Miad	180070700121437	15.868.590,60 DA	160 jours	La plus avantageuse, correspondant à l'offre la moins disante, parmi les offres pré-qualifiées techniquement

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°247/2015 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Chaque soumissionnaire peut contester sur ce choix ou présentant un recours écrits devant la commission communale des marchés publics de la commune de Ras El Miad dans un délai de **dix (10) jours** à compter de la première date de publication du présent avis dans les quotidiens nationaux ou BOMOP. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant. Pour les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres techniques et financières à se rapprocher au bureau des projets, au plus tard **trois (3) jours** à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire.

DK NEWS **Anep : 2216019773 du 12/10/2022**

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
 Institut Technique des Cultures Maraîchères et Industrielles Staoueli - Alger

Avis de Recrutement

Institut Technique des Cultures Maraîchères et Industrielles Ouvre Concours de recrutement dans es grades ci-dessous :

Grade	Mode de recrutement	Condition d'accès au grade	Spécialité d'accès	Nombre de postes ouverts	Lieux de recrutement	Autre condition
- Ingénieur Principal en Agronomie	Concours Sur Titre	Candidats titulaires d'un diplôme de magistère en agronomie ou titre équivalent.	-	01	Direction Générale	
- Ingénieur d'état en Agronomie	Concours Sur Titre	Candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur d'état en agronomie ou titre équivalent.	-	02	Direction Générale	
- Technicien supérieur en Agriculture	Concours Sur Titre	Candidats titulaires d'un diplôme de Technicien supérieur en Agriculture ou titre équivalent.	-	01	Direction Générale	
- Secrétaire de direction Principal	Concours Sur Titre	Candidats titulaires d'un diplôme d'études universitaires appliquées obtenue de l'université de la formation continue ou d'un diplôme de technicien supérieur dans les spécialités suivantes : secrétariat, secrétariat bureautique, secrétaire de direction bureautique, secrétaire de direction, secrétaires principaux de direction, secrétaire médical, secrétaire de direction	-	01	Direction Générale	

Dossier à Fournir :

- Demande Manuscrite de Participation
- 02 Photos d'identité
- Copie certifiée conforme à l'original du titre ou du diplôme requis ;
- Copie certifiée conforme à l'original de la pièce d'identité nationale ;
- Certificat de résidence, pour les concours de recrutement dans les emplois localisés dans les wilayas ou les communes éloignées ;
- Les certificats médicaux attestant l'aptitude du candidat à exercer les tâches inhérentes au grade postulé. Outre les pièces énumérées ci-dessus, les dossiers des candidats aux concours sur titres doivent comporter, notamment :
 - Les attestations de travail précisant l'expérience professionnelle du candidat dans la spécialité, dûment visées par l'organe de sécurité sociale, pour l'expérience acquise dans le secteur privé, le cas échéant ;
 - Une copie certifiée conforme à l'original du relevé de note du cursus de formation ;
 - Une attestation justifiant la période de travail effectuée par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle ou sociale des jeunes diplômés et précisant l'emploi occupé, le cas échéant ;
 - Tout document relatif aux travaux et études réalisés par le candidat dans la spécialité, le cas échéant

Finition du dossier après la réussite :

- Copie certifiée conforme à l'original du document justifiant la situation du candidat vis-à-vis du service national ;
- Fiche Familiale
- 02 Certificats Médicaux (Généraliste Physiologie)
- 04 Photos d'identité

Les dossiers doivent être adressés dans un délai de (15) Jours au plus tard après publication de cet avis à : Mr. Le Directeur Général de l'ITCMI Route de Mouriti, BP 50 Staoueli ALGER

Les candidats non élus peuvent écrire une lettre de recours adressé à Monsieur le Directeur Général de l'Institut Technique des cultures Maraîchères et industrielles et ce recours doit être répondu au délai de 05 jrs à compter de la date d'affichage.

Observation : on ne prend pas en considération les dossiers manquants où ayant dépassé les délais

DK NEWS **Anep : 2216019761 du 12/10/2022**

JUDO - ALGÉRIE

Les dates des principales compétitions de la saison 2022-2023 fixées (fédération)

Les dates des principales compétitions nationales et internationales inscrites au programme de la fédération algérienne de judo pour la saison 2022-2023 sont désormais connues, y compris celle du Championnat national individuel Seniors (Messieurs et Dames), prévu du 29 au 31 décembre 2022, à Alger.

Cette compétition, considérée comme la plus importante, sera suivie des Championnats nationaux des autres catégories d'âge, à commencer par celui des Cadets (Garçons et Filles), qui se déroulera du 5 au 7 janvier 2023, à Tizi-Ouzou.

L'enchaînement se fera avec le Championnat national individuel juniors (garçons et filles), du 26 au 28 janvier 2023, à Boumerdes, puis avec le Championnat national individuel (Messieurs et Dames), du 17-18 février

2023, à Mostaganem. Pour ce qui est du Championnat national "Par équipes/Mixte", il aura lieu le 20 janvier 2023 à Blida, alors que la Coupe d'Algérie toutes catégories (minimes, cadets, juniors et seniors) aura lieu les 14-15 juillet 2023,



Tizi-Ouzou. Sur le plan international, la FAJ a annoncé pas moins de trois grands événements, rien que pour le mois de mars 2023.

A commencer par l'Open

d'Alger Cadets, prévu le 15 dudit mois, et qui sera suivi des Open d'Alger Juniors et Seniors, prévus respectivement les 17 et 18 du même mois.

JUDO - MONDIAUX 2022

L'Ouzbek Davlat Bobonov sacré à domicile chez les moins de 90 kg



L'Ouzbek Davlat Bobonov a été sacré champion du monde de judo lundi, dans la Humo Arena de

Tachkent, après sa victoire en finale des moins de 90 kg, contre l'Italien Christian Parlati, sous le

regard attentif du chef de l'Etat, Shavkat Mirziyoyev.

Aux cris de "Ouz-bé-ki-stan", scandé au rythme des tambours, les quelque 8.000 spectateurs de l'enceinte n'ont cessé d'encourager leur champion local, médaillé de bronze aux Jeux olympiques de Tokyo, disputés l'an dernier au Japon. Agé de 25 ans, Bobonov est venu à bout de l'Italien à deux secondes de la fin du temps réglementaire, grâce à une troisième pénalité.

Une fois la victoire acquise, le public s'est tourné comme un seul homme vers la tribune présidentielle, où le président Mirziyoyev, au pouvoir depuis 2016, a salué la foule dans une ambiance enflam-

mée. Dans la même catégorie, le champion olympique de Tokyo, le Géorgien Lasha Bekauri, a remporté sa première médaille mondiale en allant chercher le bronze, aux côtés de son compatriote Luka Maisuradze.

Chez les femmes, la Croate Barbara Matic a conservé son titre en -70 kg, en battant sa compatriote Lara Cvjetko, alors que le deuxième combat pour le bronze, s'est soldé par la victoire de la Néerlandaise Sanne Van Dijke contre la Japonaise Shiho Tanaka.

Pendant le match, la Japonaise s'était blessée à une cheville et n'était plus en mesure de combattre. Plutôt qu'abandonner, Tanaka a préféré aller au bout de la

confrontation, s'inclinant finalement par ippon. La Néerlandaise l'a alors portée jusqu'à la sortie du tatami, où elle a été prise en charge par son équipe médicale, alors que l'autre médaillée de bronze est revenue à la Japonaise Saki Niizoe.

Messieurs (-90 kg) :

- 1). Davlat Bobonov (UZB)
- 2). Christian Parlati (ITA)
- 3). Lasha Bekauri (GEO)
-). Luka Maisuradze (GEO)

Dames (-70 kg) :

- 1). Barbara Matic (CRO)
- 2). Lara Cvjetko (CRO)
- 3). Saki Niizoe (JPN)
-). Sanne Van Dijke (NED).

SPORT SCOLAIRE

Ain Defla : 54 médailles raflées par le durant la saison 2021/2022

Le sport scolaire "a fait une bonne saison sportive 2021/2022" à Ain Defla, avec plus de cinquante trophées raflés lors des différentes compétitions nationales, a-t-on appris, lundi auprès de la ligue de wilaya. Le président de la ligue de wilaya du sport scolaire, Ahmed Hadjlaoui, qui considère ce sport comme une "pépinière d'élite", a indiqué à l'APS, que les athlètes pratiquant ce sport "ont décroché, au total, 54 trophées dans plusieurs disciplines durant l'année scolaire 2021/2022.

Il s'agit de 29 médailles d'or, 12 médailles d'argent et 13 médailles de bronze, a-t-il détaillé, soulignant que ces résultats placent la ligue des sports scolaires d'Ain Defla à la 4e position du classement national après les wilayas de Tlemcen, Tizi Ouzou et Alger.

Les athlètes évoluant en équipes ou en individuel, ont participé à plusieurs compétitions sportives nationales à l'instar du championnat national d'athlétisme qui a lieu à Djelfa, le championnat national de tennis de table à Ain Defla, a-t-il rappelé.

Ils ont aussi pris part au festival national des sports collectifs à Jijel et au festival national des écoles primaires à Bordj Bou Arreridj, a indiqué le président de la ligue de wilaya des sports scolaires. Quant à la participation dans des compétitions sportives à l'étranger, le même responsable a affirmé qu'un athlète de la catégorie "cadets" a représenté l'Algérie lors de ce rendez-vous sportif mondial. En outre, six athlètes de la wilaya ont participé à la Gymnasiade 2022, qui s'est



déroulée en France, dans trois disciplines, l'athlétisme, la boxe et le tennis de table, a-t-il souligné. Par ailleurs, une équipe féminine de football de moins de 15 ans (U 15) du CEM Ibn Batouta de Miliana est actuellement en Egypte pour participer au tournoi de qualification qui se déroule du 06 au 12 octobre, où des équipes venant des pays de l'Afrique du Nord se disputent la première place en vue de participer au championnat scolaire panafricain qui se tiendra en mars 2023 en Afrique du Sud.

La ligue du sport scolaire, ambitionne également de rafler de nouveaux trophées pour les deux prochaines compétitions nationales, à l'instar du championnat national des sports individuels des écoles primaires prévu à Mostaganem et les Olympiades sco-

laires à Oran, auxquels plusieurs athlètes et des équipes d'Ain Defla vont participer.

Pour ce qui est des projets de la ligue pour saison sportive 2022/2023, son président a déclaré que la sélection pour le championnat national du Cross va démarrer le 1er novembre prochain par l'organisation de cross à travers les 14 daïras de la wilaya, avec près de 30.000 participants dans toutes les catégories.

A noter que la ligue de wilaya des sports scolaires compte aujourd'hui 3.985 athlètes, tous détenteurs de licences, qui pratiquent plus d'une dizaine de disciplines sportives, notamment l'athlétisme, le football, le handball, le basketball, le volley-ball, les arts martiaux, la boxe, le tennis de table, les jeux d'échec, note M. Hadjlaoui.

NATATION

La Fédération algérienne cherche à recruter un DTN



La Fédération algérienne de natation veut recruter un directeur technique national (DTN), a indiqué lundi l'instance fédérale dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook. Les candidats doivent déposer leur dossier au secrétariat de la FAN au plus tard le 20 octobre 2022, précise la source.

Le nouveau directeur technique national doit être "cadre de sport diplômé en natation et disponible en permanence", ajoute la FAN. Pour rappel, le poste de Directeur Technique National de la Fédération algérienne de natation était occupé par Kamal Khoumeri.



TENNIS - TOURNOI ITF «JUNIORS» J5 ISTANBUL

Les Algériennes Badache et Boudjemaoui débiteront contre des Turques

Les tenniswomen algériennes Maria Badache et Wissal Boudjemaoui seront opposées à des adversaires turques au premier tour du tournoi international juniors "J5 Istanbul", prévu du 10 au

16 octobre courant en Turquie, suivant le programme de compétition, dévoilé lundi par les organisateurs. Les deux matchs sont prévus mardi. Badache, classée tête de série N4, sera opposée à

Fatma Yuksel, alors que Boudjemaoui, tête de série N8, défiera Ipek Battal. Juste après la fin de cette compétition, les deux algériennes prendront part à un autre tournoi ITF juniors, prévu

du 17 au 24 du même mois à Istanbul. Engagées par la Fédération algérienne de tennis (FAT), Badache et Boudjemaoui sont encadrées en Turquie par l'entraîneur Djilali Lashah.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION La JS Saoura à pied d'œuvre à Oran avant la réception de Sporting Gagnoa (Côte d'Ivoire)

La JS Saoura a pris, lundi soir, ses quartiers à Oran en prévision de la réception de son adversaire ivoirien de Sporting Gagno, samedi prochain au stade Miloud-Hadefi, en match retour du deuxième tour préliminaire de la Coupe de la Confédération africaine de football.

La formation du Sud-Ouest du pays a fait un véritable périple avant d'atterrir sur le tarmac de l'aéroport Ahmed-Benbella d'Oran qu'elle a rejoint en provenance d'Abidjan (Côte d'Ivoire) en passant par Tunis puis Alger. Les protégés du nouvel entraîneur de l'équipe de Ligue 1 algérienne, Moufidi Cherchoud, auront à refaire un petit retard d'un but après avoir perdu, samedi passé, leur première manche à Yamoussoukro (250 km d'Abidjan) sur le score d'un but à zéro.

La JSS, qui dispute pour la deuxième année de suite une épreuve continentale, a choisi d'accueillir son adversaire au nouveau stade de 40.000 places relevant du complexe sportif Miloud-Hadefi, en raison de la non-homologation de son stade à Béchar. Lors



de l'exercice passé, les "Canaris" avaient dominé leurs matchs africains au stade du 5-juillet à Alger. Ils n'ont pu aller au-delà de la phase des poules, rappelle-t-on. Si

la JSS, auteur d'un début de très modeste en championnat en collectant sept points en six matchs, passerait l'écu de la Coupe de la Confédération, elle affrontera l'une des équipes élimi-

nées du deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions. L'enjeu sera un ticket donnant accès à la phase des poules de la coupe de la Confédération.

LIGUE 1 Le président du Paradou AC Hacène Zetchi suspendu 6 mois (LFP)

Le président du Paradou AC (Ligue 1 algérienne de football) Hacène Zetchi, coupable de "propos diffamatoires envers directeur de jeu", a été éclopé de six mois de suspension dont trois mois avec sursis à compter du 19 septembre 2022, a annoncé l'instance dirigeante de la compétition lundi sur son site officiel.

Outre cette sanction, le premier responsable

du PAC, interdit d'exercer toute fonction et/ou activité en relation avec le football, devra s'acquitter d'une amende de 40.000 dinars pour propos diffamatoires envers officiel, selon la même source, précisant que l'intéressé a été convoqué à trois reprises par la commission de discipline de la LFP sans pour autant se présenter.

Par ailleurs, l'USM

Khenchela a éclopé d'une amende totale de 100.000 dinars pour "conduite incorrecte de l'équipe" et "utilisation de fumigènes dans les tribunes".

La commission de discipline de la LFP a laissé le dossier ouvert pour complément d'information, tout en convoquant l'arbitre directeur, les assistants, le secrétaire général USMK, pour la séance du lundi 17 octo-

bre 2022. De son côté, le MCE El-Bayadh a éclopé d'une amende totale de 270.000 dinars pour "utilisation de fumigènes dans les tribunes", "conduite incorrecte de l'équipe", et "absence d'entraîneur en chef sur la main".

Enfin, le CS Constantine s'est vu infliger une amende de 50.000 dinars pour "tableau d'affichage défectueux".

CAN-2023 U23 (ÉLIMINATOIRES/ 2^E TOUR) ALGÉRIE Ould Ali espère trouver "une perle rare" avant d'affronter la RD Congo

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23) Noureddine Ould Ali, a indiqué mardi que l'objectif du stage entamé cette semaine au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, était de trouver "une perle rare", en vue de la double confrontation face à la RD Congo prévue en octobre, comptant pour le 2e tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023.

"L'effectif devant affronter la RD Congo est arrêté à quelques éléments près, et si on a organisé ce stage c'est dans l'éventualité de trouver une perle rare", a indiqué le coach des U23 au site officiel de la Fédération algérienne (FAF), lui qui a fait appel à de nouveaux joueurs "capables de bousculer la hiérarchie". La sélection nationale U23 poursuit sa préparation au

CTN de Sidi Moussa avec au menu un biquotidien que le sélectionneur national, a partagé entre un travail en salle, la matinée sous la conduite du préparateur physique Nasser Daïneche, et dans l'après-midi un travail technico-tactique qu'il coordonne avec son adjoint Salim Menad.

L'équipe nationale dispute ce mardi après-midi un match amical face au Paradou AC, au stade Omar Benrabah de Dar El-Beïda (Alger).

"À l'issue de ce match les joueurs seront libérés et seront dans l'attente de la liste finale qui donnera la réplique, en match aller en déplacement, à la RDC entre le 21 et le 23 de ce mois d'octobre", conclut la FAF.

En cas de qualification, les "Verts" défieront au 3e et dernier tour (20-28 mars 2023, ndr) le vainqueur de Ghana-Mozambique.

Pour rappel, la CAN U23 se jouera en juin 2023 au Maroc, et sera qualificative pour les Jeux olympiques JO-2024 à Paris.

TOURNOI DE L'UNAF (U20) La sélection algérienne en Egypte (FAF)

L'équipe algérienne de football des moins de 20 ans (U20), s'envolera jeudi pour l'Egypte pour prendre part au tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF) prévu du 18 au 24 octobre, qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023, rapporte la Fédération algérienne (FAF) lundi sur son site officiel.

"L'équipe nationale U20 devra rallier la capitale égyptienne le jeudi 13 octobre et disputera éventuellement un match amical contre la sélection nationale des pharaons, qui n'est pas concernée par les éliminatoires de la CAN U20 en sa qualité de pays hôte de la compétition", indique la FAF dans un communiqué.

L'Algérie, dirigée sur le banc par Mohamed

CHAMPIONNAT SCOLAIRE PANAFRICAIN (ÉLIMINATOIRES) Les garçons de Boumerdes terminent 2^{es} et les filles de Miliana 4^{es}

L'Ecole de garçons Boulawech (Boumerdes) et l'Ecole de filles Ibn Batouta (Miliana) ont terminé respectivement deuxième et quatrième à l'issue de la quatrième et dernière journée des éliminatoires du Championnat scolaire panafricain de football (garçons et filles) de la zone de l'Union nord-africaine (UNAF), qui ont pris fin lundi soir au village olympique de la défense aérienne au Caire (Egypte).

L'Ecole garçons Boulawech de Boumerdes a remporté la médaille d'argent avec 7 points, tandis que l'Ecole de filles Ibn Batouta de Miliana a pris la quatrième place avec 4 points (-7) à égalité avec le troisième l'Ecole Mejda d'Egypte (+1).

D'autre part, L'Ecole de garçons Hedi Ayadi de Tunisie et l'Ecole de filles Omar Ibn Khatab du Maroc ont toutes deux assuré leur place dans la phase continentale du Championnat scolaire panafricain de football de la CAF après avoir remporté les qualifications zonales de l'UNAF au Caire, en Egypte.

Après avoir battu l'Ecole Alkaleel de Libye 2-0 dans le dernier match des jeux zonaux, l'Ecole Hedi Ayadi a accumulé 12 points pour assurer sa place dans la phase continentale.

Chez les filles, le match opposant l'équipe tunisienne de l'Ecole Aroui à l'Ecole Elkarama de Libye a été l'un des plus passionnants de la compétition.

L'Ecole Aroui a battu l'Ecole Elkarama 9:0. Cependant, elle a échoué à 3 points du vainqueur, l'Ecole Omar Ibn Khatab. L'Ecole Hedi Ayadi, qui a remporté le championnat des garçons, et l'Ecole Omar Ibn Khatab, qui a remporté le championnat des filles dans le concours zonal de l'UNAF, ont gagné chacun la somme impressionnante de 100 000 USD.

Les équipes classées deuxième et troisième chez les garçons et les filles ont également reçu respectivement 75 000 et 50 000 USD. Certains talents impressionnants pendant la compétition ont également été récompensés pour avoir offert un grand spectacle.

Chez les garçons, le prix du meilleur gardien a été décerné à l'Algérien Ayoub Selmani de l'Ecole Boulawech de Boumerdes. Chez les filles, Salma Marzouki de l'école tunisienne Omar Ibn Khatab a remporté le prix de la meilleure buteuse tandis que l'école Elkarama de Libye a reçu le prix du fair-play.

Le prix de la meilleure joueuse a été attribué à Sara Dofry du Maroc. Chez les garçons, l'Ecole el Maghraoui du Maroc a remporté le prix du fair-play et Khoubayeb Bouzima le prix du meilleur buteur. Aziz Ahmed Jouinni a également remporté le prix du meilleur joueur.

Classement final:

Filles:	pts
1-Ecole Omar Ibn Khatab (Maroc)	12
2-Ecole Aroui (Tunisie)	9
3- Ecole Mejda (Egypte)	4 (+1)
4-Ecole Ibn Battouta de Miliana (Algérie)	4 (-7)
5- Ecole Alkarama (Libye)	0
Garçons:	pts
1-Ecole Hedi Ayadi (Tunisie)	12
2-Ecole Boulawech Boumerdes (Algérie)	7 (+6)
3-Ecole Sewada (Egypte)	7 (+1)
4-Ecole Alkaleel Tripoli (Libye)	3
5-Mohamed El Maghraoui (Maroc)	0.

Lacette, entamera le tournoi de l'UNAF le mardi 18 octobre face à la Libye au stade de Suez, avant de défier le Maroc le vendredi 21 octobre, puis la Tunisie le lundi 24 octobre.

Le premier de ce mini-championnat se qualifiera pour la phase finale de la CAN-2023 prévue en Egypte.

La sélection des U20 reste sur une participation jugée honorable lors de la Coupe arabe des nations de la catégorie, disputé entre juillet et août derniers en Arabie saoudite.

Les coéquipiers de Lahlou Akhrif (JS Kabylie) avaient atteint les demi-finales de l'épreuve, en s'inclinant face à l'Egypte (3-1).

CHAN 2022

Une commission de la CAF inspecte le stade chahid-Hamlaoui à Constantine

Une commission de la Confédération africaine de football (CAF) est arrivée lundi à Constantine pour inspecter le stade chahid-Hamlaoui, en prévision de la 7ème édition du Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux prévue du 13 janvier au 4 février 2023 en Algérie.



Dans une déclaration à la presse, le président de la commission locale d'organisation du CHAN, Rachid Oukali, a indiqué, en marge de cette visite d'inspection des chantiers ouverts pour la requalification de ce stade, que la commission de la CAF a exprimé sa satisfaction quant à l'avancée des travaux en prévision de la tenue de cette compétition continentale. Après avoir exprimé son optimisme concernant l'avan-

cée des travaux des infrastructures sportives, l'intervenant a mis l'accent sur le rôle des autorités locales dans l'accélération de l'opération, soulignant que la commission de la CAF a inscrit dans son agenda nombre de visites d'inspection à ce stade.

Il a rappelé à ce propos l'arrivée de spécialistes dans le domaine de la vente de tickets pour s'enquérir de près du déroulement de cette opération, ajoutant que le stade sera

inspecté demain mardi par des spécialistes en sécurité. Selon Oukali, les autorités de la wilaya de Constantine ont effectué un travail "colossal" dont les résultats sont palpables sur le terrain de sorte à permettre d'accueillir "dans des conditions convenables" les matchs du troisième groupe du CHAN 2023.

A noter que le taux d'avancement des travaux de réhabilitation du stade chahid-Hamlaoui dé-

passé 95 % et ont permis la pose d'une nouvelle pelouse en gazon naturel, du système de drainage et de la piste athlétique, l'équipement des gradins en 23.000 nouveaux sièges, la rénovation des vestiaires et l'aménagement de 26 portes d'entrée électroniques en plus de l'installation d'un écran géant de 84 m2 et l'aménagement de trois terrains d'entraînement et quatre grands parkings pour véhicules.

LIGUE DES CHAMPIONS (2E TOUR PRÉLIMINAIRE/ RETOUR) CRB - DJOLIBA AC

Le Tunisien Mahrez Melki au sifflet

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral tunisien, conduit par Mahrez Melki, pour diriger le match CR Beouizdad - Djoliba AC (Mali), vendredi au stade du 8-mai 1945 de Sétif (19h30), comptant pour le 2e tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique, a annoncé le club algérois mardi sur sa page offi-

cielle Facebook. Mahrez Melki sera assisté de ses compatriotes Youcef Djemi et Waïl Hannachi, précise la même source.

Lors de la première manche disputée dimanche au stade de Bamako, les Maliens l'ont emporté sur le score de 2 à 1.

Le Chabab a terminé la partie en infériorité numérique, après l'ex-

pulsion des deux défenseurs centraux : Chouaïb Keddad et Sofiane Bouchar, dans le temps additionnel.

L'autre représentant algérien dans cette épreuve la JS Kabylie, s'est imposée sur le terrain des Togolais d'ASKO Kara (2-1).

La seconde manche se jouera samedi au stade du 8-mai 1945 de Sétif (19h00).

MONDIAL 2022

La Fifa va distribuer 215 millions d'euros aux clubs libérant leurs internationaux

La Fédération internationale de football a indiqué mardi qu'elle allait distribuer 209 millions de dollars (215 millions d'euros) aux clubs qui libèrent leurs internationaux pour le Mondial-2022 au Qatar, la même somme qu'il y a quatre ans en Russie.

Chaque formation recevra "environ 10.000 dollars" (10.280 euros) par jour de mise à disposition d'un de ses joueurs, y compris pendant la préparation officielle en amont du tournoi (20 novembre-18 décembre), précise l'instance.

Cette indemnisation "sera payée à tous les clubs pour lesquels le footballeur aura joué dans les deux



ans précédant la Coupe du monde", ajoute l'organisation.

La Fifa avait mis en place ce système en amont du Mondial-2010 en

Afrique du Sud, après accord avec la puissante Association européenne des clubs (ECA), dont les adhérents fournissent l'essentiel des participants aux com-

pétitions internationales. Lors du Mondial-2018, 416 clubs issus de 63 fédérations nationales s'étaient partagés un montant équivalent.

OGC NICE

Nouvelles rassurantes pour Youcef Atal

Le défenseur international algérien de l'OGC Nice, Youcef Atal, sorti sur blessure dimanche contre Troyes (3-2) en match de la 10e journée du championnat de Ligue 1 française de football, a passé des examens rassurants ce lundi, rapporte la presse locale.

Selon la radio France Bleu Azur, le latéral droit algérien devrait pouvoir tenir sa place jeudi soir à domicile contre les Tchèques du FC Slovaquie, en match comptant pour la quatrième journée (Gr.D) de la Ligue Europa conférence.

Pour rappel, Atal avait quitté ses partenaires dès la 41e minute face à Troyes après avoir ressenti une douleur aux ischio.

L'ancien joueur du Paradou AC (Ligue 1/ Algérie), qui a raté 19 matchs sur blessure la saison passée, s'est sans doute arrêté à temps.

Même si l'entraîneur suisse de la formation azuréenne Lucien Favre redoutait le pire après le match, Atal ne souffre d'aucune lésion, souligne la presse locale.

Atal avait effectué son retour en sélection algérienne à l'occasion des deux matchs amicaux des "Verts" disputés en septembre dernier au stade Miloud-Hadefi d'Oran contre la Guinée (1-0) et le Nigeria (2-1).

LIGUE 2 (GR. CENTRE-OUEST) CR TEMOUCHENT

Fin de mission pour l'entraîneur Benchadli

La direction du CR Temouchent, pensionnaire de la Ligue deux de football (Gr. Centre-Ouest) a annoncé lundi soir avoir mis fin aux fonctions de son entraîneur Djamel Benchadli. Cette décision a été prise au surlendemain de la première défaite de cet exercice du CRT qui a laissé des plumes sur le terrain du MCB Oued Sly (2-0), samedi passé pour le compte de la troisième journée. Auparavant, les Rouge et Blanc avaient enchaîné deux victoires à domicile lors des deux premières journées.

Benchadli, limogé avec son adjoint Mohamed Arbouz, avait rejoint le "Chabab" peu avant le début de cette saison en remplacement de Salem Laoufi, qui a dirigé la préparation d'intersaison avant de rejoindre le staff technique de l'USM Alger (Ligue 1).

CHAMPIONNAT DE DIVISION RÉGIONALE "UNE"

Inspection de plus d'une centaine de stades du Sud-est

Pas moins de 101 stades de football implantés à travers les wilayas du Sud-est du pays ont été visités lors des tournées d'inspection menées, entre le mois d'août dernier et octobre courant, par la commission d'audit des stades relevant de la ligue régionale de football (LRF) d'Ouargla, ont indiqué lundi les responsables de cette instance.

Intervenant dans le cadre des procédures organisationnelles en prévision du lancement, le 21 du mois d'octobre en cours, du championnat de la 1ère division régionale (1er DRF) au titre de la saison 2022/2023, cette opération vise à s'assurer de la disponibilité des stades, terrains, tribunes, vestiaires et autres installations nécessaires, a indiqué le président du championnat et de la coupe à la LRF, Yacine Osmani.

M. Osmani a fait savoir que tous les 28 clubs affiliés à la 1ère DRF, zone Sud-Est, se sont engagés, selon les directions de jeunesse et des sports des wilayas, à honorer leurs frais d'engagements, abstraction faite sur les deux équipes de CRB Tébésbest et Entente Maguar.

Le championnat de division régionale "Une", Sud-Est, se déroule en deux pouls, de 14 clubs chacun, dont le champion de la saison du groupe accèdera en 3ème division nationale, a fait savoir Osmani.

JUVENTUS : RABIOT ET SON STATUT DE LEADER

En difficulté depuis le début de la saison, la Juventus Turin peut compter sur Adrien Rabiot (27 ans, 5 matchs en Serie A cette saison). Le milieu français se sent capable d'agir en tant que cadre dans le vestiaire bianconero. "Si l'équipe a besoin de leaders ? Oui, c'est certain. Toutes les équipes ont besoin de leaders, de joueurs capables de parler en dehors du terrain et de faire avancer l'équipe. J'en fais partie, a estimé l'international tricolore au micro de Sky Sport. J'essaie de me donner à 100% et de montrer l'exemple aux jeunes. On a besoin de tout le monde." Bientôt en fin de contrat, Rabiot reste évasif sur son avenir. Mais son implication laisse penser qu'il ne serait pas contre une prolongation.

CHELSEA THIAGO SILVA VEUT RÉGLER SON AVENIR

Lié à Chelsea jusqu'au mois de juin prochain, le défenseur central Thiago Silva (38 ans, 7 matchs en Premier League cette saison) garde une place de choix et un statut de titulaire indiscutable chez les Blues. Épanoui dans la cité londonienne, le Brésilien compte rapidement régler la question de son avenir.

"Le temps viendra de parler, ça pourrait être avant ou après la Coupe du monde. Je dois décider de mon contrat pour mes arrangements familiaux, ce n'est pas facile. Nous verrons ce qui se passera", a assumé l'ancien Parisien en conférence de presse lundi.

Suite à son intervention, l'entraîneur de Chelsea, Graham Potter, s'est lui aussi prononcé sur l'avenir de son arrière. "C'est à Thiago de décider. Tout ce que je peux faire, c'est l'aider à profiter de son football ici. La suite, c'est à lui et au club qu'il faut penser", a assuré le technicien.

REAL DU NOUVEAU SUR LA CLAUSE D'HÅLAND

Une révélation qui risque particulièrement de renforcer les espoirs du Real Madrid ! En opposition aux démentis réalisés par la direction de Manchester City ces dernières semaines, le média anglais The Athletic assure ce mardi que l'attaquant Erling Håland (22 ans, 9 matchs et 15 buts en Premier League cette saison) dispose bel et bien d'une clause libératoire lui permettant de quitter les Skyblues en 2024. Une option fixée à 200 millions d'euros qui ne serait proposée qu'aux clubs non anglais, et dont le montant diminuerait chaque année après 2024. Autant dire que la Maison Blanche aurait toutes ses chances d'attirer le Norvégien à l'avenir. Au grand regret des Citizens ?

ARSENAL LA MISE AU POINT D'AUBAMEYANG

Dans une vidéo diffusée sur YouTube, l'ancien Gunner Pierre-Emerick Aubameyang (33 ans, 1 match et 1 but en Premier League cette saison) critique le manager Mikel Arteta, selon lui incapable de gérer de gros caractères. Mais d'après l'attaquant de Chelsea, ces images datent de l'hiver dernier, soit juste après les tensions qui l'avaient incité à quitter Arsenal. "Je sais qu'il y a une vidéo qui a été enregistrée juste après mon arrivée au Barça, a répondu l'international gabonais sur Twitter. A l'époque, j'avais encore beaucoup de mauvais sentiments en moi - Arsenal fait de grandes choses cette saison et je souhaite bonne chance à tous mes anciens coéquipiers, mais pas le 6 novembre." Une manière de calmer le jeu à l'approche du derby entre Chelsea et Arsenal en Premier League.

LIVERPOOL GROS COUP DUR POUR LUIS DIAZ

Liverpool n'a pas seulement perdu des points contre Arsenal (3-2) dimanche. Touché à un genou pendant la rencontre, l'attaquant Luis Diaz (25 ans, 8 matchs et 3 buts en Premier League cette saison) ne reviendra qu'en décembre après la Coupe du monde, annonce la presse anglaise. Même si sa sélection n'est pas qualifiée pour le Mondial, c'est un gros coup dur pour l'international colombien.

KANTÉ RECHUTE À L'APPROCHE DU MONDIAL

Un coup dur pour Chelsea, mais aussi pour l'équipe de Franc. Absent des terrains depuis le 14 août dernier en raison de problèmes musculaires, et alors qu'il espérait réaliser son grand retour ce mardi à l'occasion du choc de ligue des Champions contre l'AC Milan, le milieu de terrain N'Golo Kanté (31 ans, 2 matchs en Premier League cette saison) doit finalement déclarer forfait après avoir connu une rechute. "N'Golo a eu une réaction lors d'un entraînement, donc on attend plus d'informations là-dessus. Ce n'est évidemment pas idéal. C'est décevant pour lui et pour nous. On doit attendre pour voir le degré de gravité et on avisera", a expliqué l'entraîneur des Blues Graham Potter lundi lors d'un point presse. Une dynamique particulièrement inquiétante pour Kanté à maintenant un mois du Mondial au Qatar...

BARCELONE LA PIQUE D'UN DIRIGEANT À GRIEZMANN

Après plusieurs mois d'attente, Antoine Griezmann (31 ans, 11 apparitions et 3 buts toutes compétitions cette saison) a été officiellement vendu à l'Atletico Madrid par le FC Barcelone ce lundi dans le cadre d'une opération estimée à 20 millions d'euros (bonus compris). Le passage de l'attaquant français au Barça ne laissera pas un grand souvenir à Miguel Camps, l'un des hommes de confiance du président Joan Laporta au sein du conseil d'administration du club catalan.

"Tu as laissé un super souvenir en donnant tous tes encouragements au Palau mais, sur la pelouse, malheureusement, je ne pense pas tant que ça...", a taclé le dirigeant barcelonais, dans un message sur Twitter accompagnant la photo du Tricolore dans les tribunes du Palau Blaugrana pour supporter l'équipe de basket du club.

Acheté 120 millions d'euros en juillet 2019, "Grizou" quitte Barcelone avec un bilan de 35 buts et 17 passes décisives en 102 matchs toutes compétitions confondues.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmajid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÈL : 023.38.47.97»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÈL : 023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÈL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

SOMMET ARABE D'ALGER

Tous les dirigeants arabes conviés

Mission accomplie pour les Envoyés spéciaux du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dépêchés dans les capitales arabes pour remettre les lettres d'invitation officielles conviant les dirigeants arabes à participer au Sommet d'Alger, lesquels ont répondu favorablement et confirmé leur participation à un Sommet qui promet d'être "historique et exceptionnel", eu égard aux efforts colossaux et aux conditions idoines qu'Alger entend réunir pour garantir le succès de ce rendez-vous.

Dernier invité en date, le Président de la République fédérale des Comores, M. Azali Assoumani, convié lundi à participer aux côtés de ses frères arabes, les 1^{er} et 2 novembre, aux travaux de la 31^e session ordinaire du Sommet arabe. M. Azali a reçu l'invitation des mains du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, auquel il a confirmé sa "participation personnelle" au sommet, estimant que "sa tenue en Algérie intervient à point nommé, compte tenu des défis internationaux et régionaux multidimensionnels auxquels fait face le monde arabe", réaffirmant "sa détermination à contribuer aux côtés de ses frères, le Président Tebboune et les dirigeants arabes, à consolider le consensus arabe et à intensifier les efforts pour promouvoir l'action arabe commune à la hauteur des aspirations et des ambitions des peuples arabes". Le président de la Somalie, M. Hassan Sheikh Mohamud et le président du Conseil de direction présidentiel au Yémen, M. Rachad Mohammed Al-Alimi ont reçu leurs lettres d'invitation, la semaine écoulée, des mains du ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani.

M. Rachad Mohammed Al-Alimi qui a reçu M. Bouslimani, lui a affirmé être "honoré de participer personnellement au prochain Sommet arabe qui se tiendra au pays des martyrs, dans un contexte arabe et international marqué par des enjeux et des défis multidimensionnels".

A Mogadiscio, le Président Hassan Sheikh Mohamud a confirmé, mercredi à M. Bouslimani, sa "participation personnelle au prochain Sommet arabe, à la tête d'une délégation de haut niveau", affirmant "le soutien de la République fédérale de Somalie aux efforts de l'Algérie pour assurer le succès de cet important rendez-vous arabe". Les Envoyés spéciaux du président de la République ont parcouru, des semaines durant, plusieurs capitales arabes dont les dirigeants ont confirmé leur participation au Sommet et leur volonté de concourir à son succès pour qu'il soit couronné de succès à la hauteur des aspirations des peuples arabes.

Pour Alger, il était impératif que le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, soit le premier dirigeant arabe à inviter. Sa lettre d'invitation lui a été remise, au Caire, par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. Le Président Mahmoud Abbas a exprimé, à cette occasion, sa "reconnaissance" au Président Abdelmadjid Tebboune pour "son soutien inébranlable à la cause palestinienne", soulignant sa détermination à "participer au Sommet et à concourir au succès des travaux". M. Lamamra a également remis, au Caire, la lettre d'invitation du Président Tebboune au président égyptien, Abdel-Fattah el-Sissi qui a salué les efforts et démarches du président de la République pour

"assurer le succès du prochain Sommet arabe", soulignant sa détermination à "participer et contribuer personnellement au soutien de ces efforts pour que ce rendez-vous important soit sanctionné de décisions à la hauteur des aspirations des peuples arabes".

De son côté, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a remis la lettre d'invitation adressée à l'Emir de l'Etat du Koweït, Cheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, à son Prince héritier, Cheikh Mishaal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, qui l'a reçu à cet effet, et qui a salué "les efforts incessants de l'Algérie pour assurer la réussite de cet important sommet".

Même intérêt affiché par l'Emir de l'Etat du Qatar, Tamim ben Hamad Al Thani, qui a reçu sa lettre d'invitation des mains de M. Arkab, auquel il a assuré "la pleine disponibilité de l'Etat du Qatar à contribuer efficacement au succès du Sommet et à la mise en œuvre de ses décisions".

Il a, en outre, réaffirmé "le soutien de son pays aux efforts consentis par l'Algérie pour faire de ce Sommet un rendez-vous rassembleur". Le président de l'Etat des Emirats arabes unis, le Sultan d'Oman, le président mauritanien et le Roi du Bahreïn ont, eux aussi, reçu des lettres d'invitation adressées par le Président Tebboune pour participer au Sommet d'Alger. Le président de l'Etat des Emirats arabes unis, Cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyane a confirmé sa participation personnelle et la disponibilité de son pays à "travailler à plus d'un niveau pour assurer le succès de ce rendez-vous arabe d'envergure", formulant le souhait de voir

"le Sommet couronné de décisions à la hauteur des défis et des aspirations des peuples arabes".

A l'occasion de sa visite en Algérie, M. Arkab a remis l'invitation adressée au Roi d'Oman, à M. Asa'ad Ben Tariq Al Said, Vice-Premier ministre chargé des relations et des affaires de coopération internationale et représentant spécial du Sultan d'Oman, qui a confirmé la participation de son pays au Sommet organisé "dans un contexte régional et international qui exige plus que jamais consensus et entente".

Pour sa part, le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani a reçu la lettre d'invitation au Sommet d'Alger des mains du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Brahim Merad. Le Président mauritanien ayant aussi, confirmé sa participation. A Manama, le ministre de l'Energie et des Mines a remis la lettre d'invitation adressée par le Président Tebboune au Roi du Bahreïn, Hamed Ben Issa Al Khalifa, à son représentant spécial, Cheikh Mohammed Bin Mubarak Al Khalifa, qui a salué les "efforts de l'Algérie pour assurer le succès du Sommet". Le président de la République a, également, adressé une invitation officielle au président du Conseil présidentiel

libyen, Mohamed Yunus al-Menfi qui lui a été remise par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, auquel al-Manfi a confirmé "sa participation aux travaux du Sommet arabe et sa contribution aux côtés des dirigeants des pays arabes frères, pour sortir avec des résultats concrets et positifs".

Après avoir reçu le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi qui lui a remis l'invitation officielle, le Roi de Jordanie Abdallah II a fait part de sa disponibilité à participer au Sommet arabe "en considération et en appui aux efforts colossaux consentis par l'Algérie pour l'unification des rangs arabes et le renforcement de la coopération et de la solidarité dans le monde arabe".

Le ministre de l'Intérieur a remis une invitation officielle du Président Tebboune à son homologue tunisien, Kais Saïed pour participer à cet important rendez-vous arabe.

A Beyrouth, M. Tabi a remis l'invitation officielle au président libanais, Michel Aoun qui a salué les efforts colossaux consentis par l'Algérie pour assurer le succès du

prochain Sommet arabe, et exprimé la "disponibilité du Liban à participer et à contribuer au succès de cette importante échéance". Pour sa part, le Président du Conseil soudanais de souveraineté transitoire, le général Abdel Fattah al-Burhan a reçu son invitation des mains du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, auquel il a souligné "l'attachement de son pays à concourir à la réussite de ce rendez-vous arabe important".

M. Rezig a également remis une invitation officielle au président du Djibouti, Ismaël Omar Guelleh, qui a exprimé sa pleine disponibilité à participer au Sommet qualifié d'"historique". De son côté, le président irakien, Barham Salih qui a également reçu une lettre d'invitation pour participer au sommet arabe d'Alger, a affirmé que "l'Iraq sera présent et participera activement au prochain Sommet arabe", tout en exprimant "son souhait de rencontrer le Président Tebboune et d'œuvrer à la réussite de cet important rendez-vous".

A Riyad, M. Tabi a remis la lettre d'invitation adressée par le Président Tebboune au Serviteur des deux Lieux saints de l'Islam, le Roi Salmane Ben Abdelaziz Al-Saoud, au ministre d'Etat aux Affaires étrangères et membre du Conseil des ministres du Royaume d'Arabie Saoudite, Adel Al-Jubeir qui a salué les "efforts colossaux consentis par le Président Tebboune pour faire de ce Sommet un rendez-vous rassembleur", exprimant "la pleine disponibilité du Royaume d'Arabie Saoudite à faire aboutir ces démarches nobles à même de préserver l'unité de la Nation arabe".

De son côté, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a remis au ministre marocain des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, la lettre d'invitation adressée par le Président Tebboune au souverain marocain, le Roi Mohammed VI.

Par ailleurs, le président sénégalais, Macky Sall, a reçu une lettre d'invitation de la part du Président Tebboune pour prendre part aux travaux du Sommet arabe d'Alger, en tant qu'invité d'honneur en sa qualité de président en exercice de l'Union africaine (UA). Le Président sénégalais a fait part de son attachement à participer personnellement aux travaux du Sommet et soutenir les efforts de l'Algérie visant à jeter les ponts de la coopération et de la solidarité entre les espaces arabe et africain. Aussi, le Président azerbaïdjanais, M. Ilham Aliyev a reçu l'invitation pour prendre part en tant qu'invité d'honneur en sa qualité de président en exercice du Mouvement des Non-alignés.

Convité par le Président Tebboune, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres a confirmé, lui aussi, sa présence au Sommet.



Le Président Tebboune adresse une invitation à son homologue comorien

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi a été reçu, lundi à Moroni, en sa qualité d'Envoyé spécial du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, par le Président de la République fédérale des Comores, M. Azali Assoumani, auquel il a remis la lettre d'invitation du Président Tebboune pour prendre part aux travaux du Sommet arabe prévu début novembre à Alger, selon un communiqué du ministère.

"En sa qualité d'Envoyé spécial du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi a été reçu par le Président de la République fédérale des Comores, M. Azali Assoumani, auquel il a remis la lettre d'invitation du président de la République pour prendre part aux travaux de la 31^e session ordinaire du Sommet arabe, prévue les 1^{er} et 2 novembre à Alger" précise le communiqué.

Le ministre a transmis au président comorien "les salutations fraternelles de Monsieur le président de la République, et lui a fait part des différentes mesures prises par l'Algérie pour tenir ce sommet dans les meilleures conditions et en faire un tournant décisif dans l'action arabe commune".

Il lui a, également, fait part du "souhait du président de la République de voir la République fédérale des Comores contribuer de ma-

nière active aux travaux du Sommet arabe, à même de renforcer les valeurs et l'esprit de solidarité arabe pour faire avancer le processus de l'action arabe commune", poursuit la même source.

De son côté, le Président Azali Assoumani a confirmé "sa participation personnelle au Sommet arabe", estimant que "sa tenue en Algérie intervient à point nommé, compte tenu des défis internationaux et régionaux multidimensionnels auxquels fait face le monde arabe", réaffirmant "sa détermination à contribuer aux côtés de ses frères, le Président Tebboune et les dirigeants arabes, à consolider le consensus arabe et intensifier les efforts pour promouvoir l'action arabe commune à la hauteur des aspirations et des ambitions des peuples arabes".

A noter que la rencontre à laquelle ont assisté le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Chargé de la Diaspora et de la Francophonie, M. Dhoïhir Dhoulkamal, le conseiller diplomatique du président Azali, M. Hamada Madi et le conseiller chargé du monde arabe, M. Mohamed Hocine Jamal El-lil, "a permis d'évoquer les différents aspects des relations bilatérales et d'examiner les perspectives de leur renforcement dans divers domaines, au mieux des intérêts des deux pays et à la hauteur des aspirations des deux peuples frères", conclut le communiqué.